



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
des installations classées
pour la protection de
l'environnement

Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

N°15679*02

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

1. Intitulé du projet

TC59 / Projet d'extension sur son site de Auby (59), ZAC les près Loribes

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame

Monsieur

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale TC 59

N° SIRET 40903205900043

Forme juridique SAS

Qualité du
signataire Directeur Général

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone 03 61 43 30 30

Adresse électronique f.behra@tc-transports.fr

N° voie

Type de voie

Nom de voie Rue Gilles Villeneuve

ZAC des Parcs des Près Loribes

Lieu-dit ou BP

Code postal 59950

Commune AUBY

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté

Madame

Monsieur

Nom, prénom BEHRA Franck

Société TC 59

Service Direction

Fonction Directeur Général

Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie Rue Gilles Villeneuve

ZAC des Parcs des Près Loribes

Lieu-dit ou BP

Code postal 59950

Commune AUBY

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

| | | | |
|--------------------------------|--------------|----------------|-----------------------|
| N° voie | Type de voie | Nom de la voie | Rue Gilles Villeneuve |
| ZAC des Parcs des Près Loribes | | Lieu-dit ou BP | |
| Code postal | 59950 | Commune | Auby |

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ? Oui Non

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ? Oui Non

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

Le projet a pour objectif la construction d'une plateforme logistique en extension d'une plateforme existante et déjà exploitée sur site par la société TC59.

Le projet de plateforme est un projet d'entrepôt logistique couvert de 5800m2 séparé par un mur coupe-feu en 2 cellules :

- Cellule 1 / 2993m2

- Cellule 2 / 2800m2

Le projet intègre également la construction de voiries PL/VL, ainsi que l'aménagement d'espaces verts et bassins pour 2995m2.

Aucun travaux de démolition prévus.

L'objectif du projet est de permettre l'extension du site existant.

TC 59 y exploite déjà un bâtiment de 7000m2, dont environ 20% est dévolu à une activité de messagerie. TC 59 exploite également un autre entrepôt en location, basé à Douai. D'autre part TC 59 vient de remporter de nouveaux contrats et a donc besoin d'augmenter sa capacité de surface.

Les objectifs sont donc multiples :

- pouvoir bénéficier de lieux de stockages regroupés sur un même site, et permettant de limiter les navettes inter-sites ;

- disposer de la surface complémentaire nécessaire pour honorer les nouveaux contrats.

L'enjeu majeur pour TC59 est donc de concentrer et rationaliser son activité sur un seul et même lieu, tout en se rendant capacitaire de ses contrats.

Pour plus d'informations, la description complète du projet est disponible au chapitre 4 du dossier d'enregistrement joint à cette demande.

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site

Site existant

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

| Numéro de rubrique | Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil | Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement | Régime |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| 1510 | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) | Construction d'un nouvel entrepot 66330m3 | E |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361 .

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui Non

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :

Oui Non

Si oui, lequel ou laquelle ?

| Le projet se situe-t-il : | Oui | Non | Si oui, lequel ou laquelle ? |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Source www.https://www.geoportail.gouv.fr/ |
| En zone de montagne ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Source www.https://www.geoportail.gouv.fr/ |
| Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Source www.https://www.geoportail.gouv.fr/ |
| Sur le territoire d'une commune littorale ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Source www.https://www.geoportail.gouv.fr/ |
| Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | La D120 ou la ville d'Auby ne sont pas concernées par un PPBE. |
| Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Source www.https://www.geoportail.gouv.fr/ |
| Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Source www.https://www.geoportail.gouv.fr/ |

| | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | PPRT existant sur Aubry relatif à Nyrstar, consultable sur: http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/?Nyrstar-Aubry . Site à plus de 400m, non concerné conformément avec l'Annexe au Règlement et au Cahier de Recommandations du PPRT. Aubry non couvert par un PPRN, source: https://www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-naturels-technologiques-et-miniers/L-information-preventive/IAL-Information-des-Acquereurs-et-des- |
| Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL] | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Source: https://www.georisques.gouv.fr/risques/sites-et-sols-pollues/donnees#/type=instructions |
| Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement] | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Source: https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/zones-de-repartition-des-eaux-zre-metropole/ |
| Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Source: https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/carte_captages_04_05_2009-2.pdf |
| Dans un site inscrit ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/atlas-des-sites-vf.pdf |
| Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité : | Oui | Non | Si oui, lequel et à quelle distance ? |
| D'un site Natura 2000 ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | "Pelouses métallicoles de la plaine de la Scarpe", référencé FR3100504, à 1700m du site de TC 59. |
| D'un site classé ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | Source: https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/inventaire_npdc_.pdf |

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

| 7.1 Incidence potentielle de l'installation | | Oui | Non | NC ¹ | Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle) |
|---------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ressources | Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Alimentation en eau limitée aux seuls sanitaires, jugée négligeable. |
| | Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

1

Non concerné

| | | | | | |
|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Est-il excédentaire en matériaux ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Les 5000m3 de terre végétale seront évacués et valorisés. |
| | Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| Milieu naturel | Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Un état initial bibliographique a été réalisé. Les éléments de cette analyse, associés au respect des mesures de réduction et d'évitement proposées amènent à considérer les impacts du projet sur la biodiversité comme étant acceptables. Le paragraphe 13 a été ajouté, ainsi qu'une PJ complémentaire (P.J. #23) en Annexe 19. |
| | Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le site Natura 2000 (Directive Habitants) le plus proche est le site "Pelouses métallicoles de la plaine de la Scarpe", référencé FR3100504. Il est situé à plus de 1700m du projet d'extension de TC59. Compte-tenu de la distance, aucune incidence du projet sur ce site n'est envisagée |
| | Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| Risques | Est-il concerné par des risques technologiques ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le risque majeur de ce projet est lié à un potentiel incendie. Les effets létaux et domino sont bien circonscrits à la parcelle, selon la modélisation effectuée avec FlumiLOG. Rétention des eaux d'extinction d'incendie. |
| | Est-il concerné par des risques naturels ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Risque sismique faible. Commune classée en Territoire à Risque important d'Inondation (TRI). |

| | | | | | |
|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Engendre-t-il des risques sanitaires ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Est-il concerné par des risques sanitaires ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| Nuisances | Engendre-t-il des déplacements/des trafics ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'augmentation du trafic est estimée à 8 camions supplémentaires par jour, soit une moyenne 1 par heure, considérée comme négligeable. |
| | Est-il source de bruit ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'augmentation du trafic est estimée à 8 camions supplémentaires par jour, soit une moyenne 1 par heure, considérée comme négligeable. |
| | Est-il concerné par des nuisances sonores ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Engendre-t-il des odeurs ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Est-il concerné par des nuisances olfactives ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Engendre-t-il des vibrations ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Est-il concerné par des vibrations ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Engendre-t-il des émissions lumineuses ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Eclairage du bâtiment et des axes de circulation. |
| Est-il concerné par des émissions lumineuses ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | |
| Emissions | Engendre-t-il des rejets dans l'air ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Eaux pluviales non polluées canalisées vers un bassin d'infiltration. Eaux pluviales polluées également après un passage dans filtre à hydrocarbure. |
| | Engendre t-il des d'effluents ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| Déchets | Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ? | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Déchets principaux engendrés: palettes bois, emballages plastiques. Plan de gestion des déchets intégrés au dossier d'enregistrement. |

| | | | | | |
|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|--------------------------|--|
| Patrimoine/ Cadre de vie/ Population | Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |
| | Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ? | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | |

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui Non Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

Lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, la société TC59 propose de réserver un usage industriel ou artisanal au site étant donné sa localisation dans une zone d'activité.

9. Commentaires libres

La PJ n°3 est proposée à une échelle 1/300° plutôt que 1/200°

10. Engagement du demandeur

A *AUBY*
Signature du demandeur

Le *29/03/2021*



TC 59 s.a.s.

Capital de 200 000 €
Z.A.C Les Prés Loribes - 59950 AUBY
T. +33 (0)3 61 43 30 30 - F. +33 (0)3 61 43 30 35
SIRET 409 032 059 00043 - RCS Douai 409 032 059
TVA FR 17 409 032 059
NAF 4941 A
tc59@tc-transports.fr

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

| Pièces | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Requête pour une échelle plus réduite <input checked="" type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| P.J. n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative. | |

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

| Pièces | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation : | |
| P.J. n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement]. | <input type="checkbox"/> |
| Si votre projet se situe sur un site nouveau : | |
| P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. | <input checked="" type="checkbox"/> |
| P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire : | |
| P.J. n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement : | |
| P.J. n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. | <input type="checkbox"/> |
| Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante : | |
| P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input checked="" type="checkbox"/> |
| - le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement | <input checked="" type="checkbox"/> |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| - le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement | <input checked="" type="checkbox"/> |
| - le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3 | <input type="checkbox"/> |
| - le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement | <input type="checkbox"/> |
| - le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement | <input type="checkbox"/> |
| - le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement | <input type="checkbox"/> |
| - le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement | <input type="checkbox"/> |
| - le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement | <input type="checkbox"/> |

Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement]. | <input type="checkbox"/> |
| P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] | <input type="checkbox"/> |
| P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. | <input type="checkbox"/> |
| P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. | <input type="checkbox"/> |
| P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. | <input type="checkbox"/> |
| P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] : | <input type="checkbox"/> |
| - P.J. n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] | <input type="checkbox"/> |
| - P.J. n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] | <input type="checkbox"/> |
| - P.J. n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. | <input type="checkbox"/> |

Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| P.J. n°14. - La description : - Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ; - Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ; - Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input type="checkbox"/> |
| P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] | <input type="checkbox"/> |

Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :

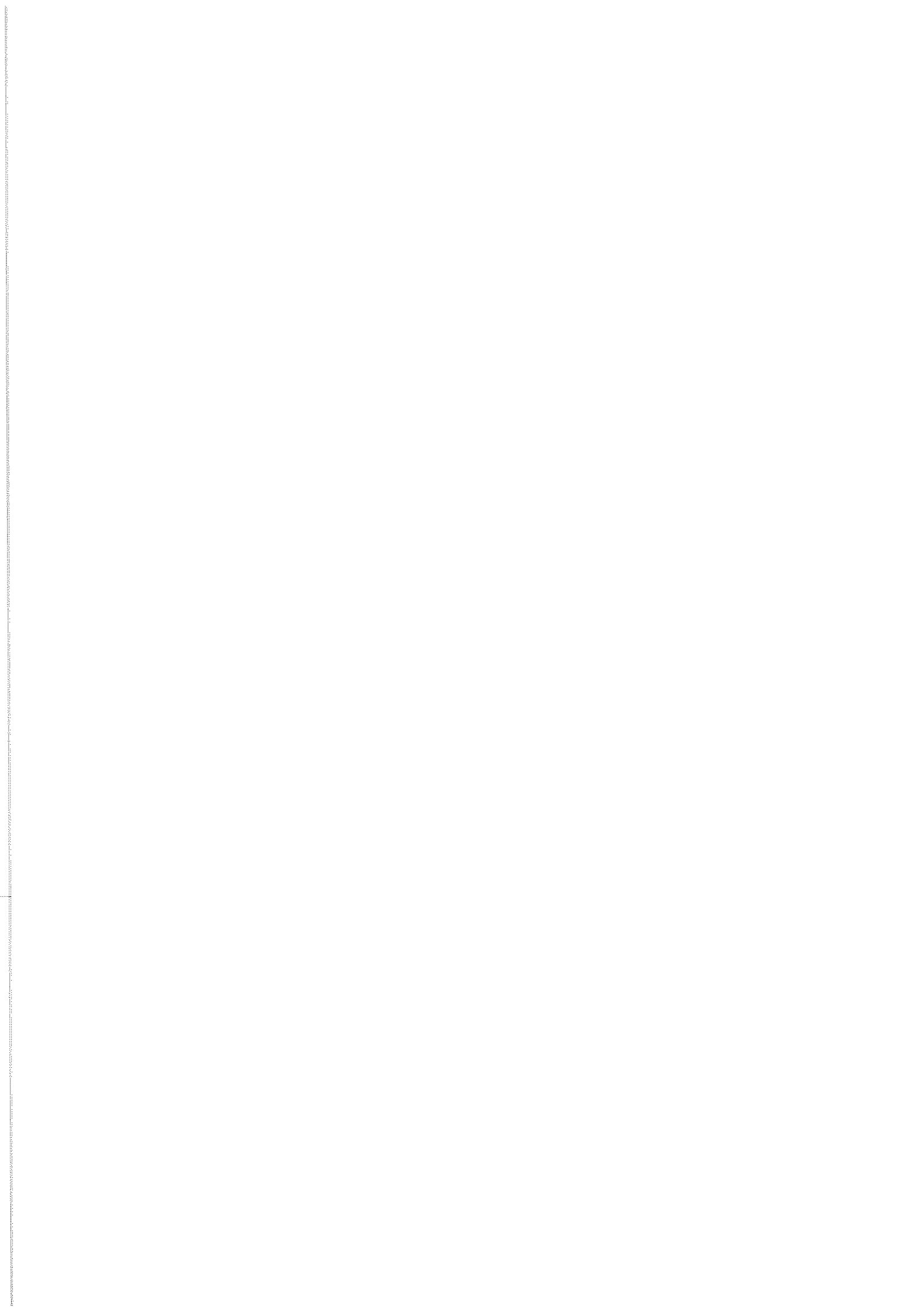
P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

| Pièces | |
|-----------------------------------|------------|
| Modélisation FlumiLOG | P.J. n° 18 |
| Note de calcul D9 | P.J. n° 19 |
| Note de calcul D9A | P.J. n° 20 |
| Plan des réseaux | P.J. n° 21 |
| Plan incendie | P.J. n° 22 |
| Etude bibliographique Faune/Flore | P.J. n° 23 |



TC59

PARC DES PRES LORIBES

59950 AUBY



DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

RUBRIQUE 1510

06/2021



PREAMBULE

Ce document est réalisé sur la base de l'ensemble des informations fournies et/ou mises à disposition par le client sous sa responsabilité.

Il est réalisé sur la base des connaissances scientifiques et de la réglementation en vigueur à la date d'édition du document.

TILDA Conseil S.A.R.L. ne saurait être tenu responsable des mauvaises interprétations de ce rapport. Ce rapport forme un ensemble indissociable. Aucune responsabilité de TILDA ne saurait être engagée en cas de reproduction partielle de ce document.

TABLEAU DES REVISIONS

| Date | Indice de révision | Objet |
|------------|--------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 16/10/2020 | 0 | Edition d'un document de travail interne |
| 22/12/2020 | 1 | Edition d'une version validée |
| 05/02/2021 | 2 | Modifications suite courrier DREAL du 28/01/2021 |
| 28/06/2021 | 3 | Modifications suite courrier DREAL du 15/06/2021 (Précisions sur le cantonnement et sur les vannes de barrage, et modifications du positionnement du parking VL, pour lequel toutes les figures n'ont pas été modifiées mais uniquement le plan Pompier en Annexe 8). |

Tableau 1 : Tableau des révisions

Table de matières

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|
| Préambule | 2 |
| Tableau des révisions | 2 |
| 1. CORRESPONDANCE P.J. CERFA 15679-02..... | 6 |
| 2. IDENTITE DU DEMANDEUR | 6 |
| 3. OBJET DE LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT | 7 |
| 3. LOCALISATION DE L'INSTALLATION | 8 |
| 3.1 Situation géographique..... | 8 |
| 3.2 Références cadastrales..... | 11 |
| 3.3 Description de la zone d'activités..... | 11 |
| 3.4 Accès et voies de circulation | 12 |
| 4. DESCRIPTION DU PROJET | 12 |
| 4.1 Activité | 12 |
| 4.1.1. La société TC Transports..... | 12 |
| 4.1.2. La société TC59 | 13 |
| 4.1.3. L'activité projetée | 14 |
| 4.2 Effectif et rythme de travail..... | 14 |
| 4.3 Description des bâtiments | 14 |
| 4.3.1. Bureaux et locaux sociaux | 14 |
| 4.3.2. Locaux techniques | 14 |
| 4.3.3. Cellules de stockage | 15 |
| 4.3.4. Dispositions constructives..... | 15 |
| 4.3.5. Auvent..... | 17 |
| 4.4 Gestion des eaux..... | 18 |
| 4.4.1. Eaux usées sanitaires | 18 |
| 4.4.2. Eaux pluviales | 18 |
| 4.4.3. Eaux d'extinction d'incendie..... | 19 |
| 5. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES – CLASSEMENT ICPE..... | 21 |
| 5.1 Tableau des rubriques ICPE | 21 |
| 5.2 Rayon d'affichage | 24 |
| 5.3 Conclusion | 24 |
| 6. P.J. n°5 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES | 25 |
| 6.1 Capacités techniques | 25 |
| 6.2 Capacités financières | 25 |
| 6.3 Raisons du projet..... | 26 |
| 7. COMPATIBILITE DES ACTIVITES | 26 |
| 7.1 Affectation des sols et documents d'urbanisme : P.J. n°4..... | 26 |
| 7.2 P.J. n°12 : Documents d'orientation en matière de gestion des eaux..... | 33 |
| 7.2.1. SDAGE Artois Picardie | 33 |
| 7.2.2. SAGE Marque-Deûle..... | 36 |
| 7.3 Plan d'élimination des déchets..... | 39 |
| 8. INCIDENCE DU PROJET SUR LES SITES NATURA 2000 | 39 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 9. NOTICE DE SECURITE | 40 |
| 9.1 Identification des risques | 40 |
| 9.2 Évaluation de l'intensité du phénomène dangereux d'incendie | 40 |
| 9.2.1. Méthodologie | 40 |
| 9.2.2. Application au site | 42 |
| 9.2.3. Remarque relative aux effets toxiques | 43 |
| 9.3 Calcul des besoins en eau | 45 |
| 9.4 Prévention des déversements accidentels | 45 |
| 10. P.J. n°6 JUSTIFICATIF DES DISPOSITIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION | 46 |
| 11. DEMANDE D'AMENAGEMENT | 83 |
| 12. PROPOSITION SUR LE TYPE D'USAGE FUTUR DU SITE | 83 |
| 12.1 Cessation d'activité | 83 |
| 12.2 Usage futur..... | 83 |
| 13. ETUDE BIBLIOGRAPHIQUE FAUNE/FLORE | 83 |
| 14. ANNEXES | 84 |
| 14.1 Annexe 1 : P.J. n°18 : Note FlumiLOG (12 pages)..... | 84 |
| 14.2 Annexe 2 : P.J. n°19 : Note de calcul D9 Auby 2..... | 96 |
| Pour la cellule 1 (la plus défavorable)..... | 96 |
| 14.3 Annexe 3 : P.J. n°3 Plan de masse 1/300° incluant les réseaux..... | 98 |
| 14.4 Annexe 4 : 2 : notes de calcul D9 Auby 1 | 99 |
| 14.5 Annexe 5 : P.J. n° 20 : Note de calculs D9A Auby 2 | 100 |
| 14.6 Annexe 6 : P.J. n° 21 : Plan des réseaux..... | 101 |
| 14.7 Annexe 7 : plan RDC | 102 |
| 14.8 Annexe 8 : plan incendie P.J. n°22..... | 103 |
| 14.9 Annexe 9 : plan RIA | 105 |
| 14.10 Annexe 10 : P.J. n°9 Courrier Mairie sur l'avis de la remise en état | 106 |
| 14.11 Annexe 11 : P.J. n°10 Preuve de dépôt du PC | 107 |
| 14.12 Annexe 12 : note de calcul pour l'infiltration (4 pages) | 108 |
| 14.13 Annexe 13 : Calcul D9A Auby 1 | 112 |
| 14.14 Annexe 14 : Récépissé de déclaration Auby 1 | 113 |
| Récépissé 09/2018..... | 113 |
| Récépissé 02/2020..... | 115 |
| 14.15 Annexe 15 : Remaniement des stocks et configuration cible | 117 |
| 14.16 Annexe 16 : Typologie de produits stockés (activités messagerie, cross-dock et produits thermoplastiques) | 119 |
| 14.17 Annexe 17 : Plan périmétrique de 20m au droit du bâtiment..... | 122 |
| 14.18 Annexe 18 : P.J. n°8 Avis du propriétaire sur l'état du terrain | 123 |
| 14.19 Annexe 19 : Étude bibliographique Faune/Flore..... | 124 |

Liste des figures

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 1: P.J. n°1 Carte 1/25000 de l'installation projetée (rouge = site existant Auby 1, jaune = site projeté Auby 2) | 8 |
| Figure 2 : P.J. n°2 Carte 1/2500 de l'installation projetée (rouge = site existant Auby 1, jaune = site projeté Auby 2) | 9 |
| Figure 3 : Extrait de carte IGN | 10 |
| Figure 4 : Découpage parcellaire du site | 11 |
| Figure 5 : Nouvel accès depuis la D120 | 12 |
| Figure 6 : Positionnement des locaux techniques | 14 |
| Figure 7 : Plan de positionnement du dispositif de désenfumage | 16 |
| Figure 8 : Plan de positionnement du dispositif de cantonnement | 17 |
| Figure 9 : Positionnement de l'auvent, au Nord du bâtiment | 17 |
| Figure 10 : Extrait du rapport 19-110 / essais de perméabilité | 18 |
| Figure 11 : Rétention des eaux d'extinction Auby 2 | 19 |
| Figure 12 : Rétention des eaux d'extinction Auby 1 | 20 |
| Figure 13 : extrait de la Fiche Classement – Version validée le 08 Février 2021 | 23 |
| Figure 14 : Répartition des rubriques ICPE | 23 |
| Figure 15 : Rayon d'affichage | 24 |
| Figure 16 : Cartographie des effets thermiques | 42 |

Liste des tableaux

| | |
|---------------------------------------------------------|----|
| Tableau 1 : Tableau des révisions | 2 |
| Tableau 2 : Produits stockés | 15 |
| Tableau 3 : Caractéristiques des cellules | 15 |
| Tableau 4 : Tableau ICPE projet | 21 |
| Tableau 5 : Tableau ICPE complet site | 22 |
| Tableau 6 : P.J. n°4 Tableau de conformité au PLU | 32 |
| Tableau 7 : Tableau de conformité à l'AMPG 1510 | 82 |

1. CORRESPONDANCE P.J. CERFA 15679-02

| PJ | Référence dans ce dossier | N°(s) de page dans ce dossier |
|-------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------|
| Pièces jointes obligatoires | | |
| P.J. n°1 | Figure n°1 | 7 |
| P.J. n°2 | Figure n°2 | 8 |
| P.J. n°3 | Annexe 3 | 100 |
| P.J. n°4 | Chapitre 7.1 | 26 |
| P.J. n°5 | Chapitre 6 | 25 |
| P.J. n°6 | Chapitre 10 | 46 |
| Pièces jointes dépendant du projet | | |
| P.J. n°8 | Annexe 18 | 125 |
| P.J. n°9 | Annexe 10 | 108 |
| P.J. n°10 | Annexe 11 | 109 |
| P.J. n°12 | Chapitre 7.2 | 33 |

2. IDENTITE DU DEMANDEUR

| | |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Raison sociale de l'établissement | TC59 |
| Forme juridique | SAS |
| N°SIRET | 40903205900043 |
| Code NAF | 4941A (Transports routiers de fret interurbains) |
| Adresse du siège social et du site objet du dossier | ZAC les Prés Loribes Rue Gilles Villeneuve 59950 AUBY |
| Nom et qualité du valideur | Franck BEHRA / Directeur TC59 |
| Assistance à la rédaction. | Mathieu DELPLACE / TILDA Conseil |

3. OBJET DE LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT

La société TC59 exploite actuellement un bâtiment de stockage (référéncé dans le reste du document « Auby 1 ») constitué de 2 cellules sur le territoire de la commune de Auby (59). Le site actuel est soumis à déclaration (dossiers de Déclaration datés du 09/2018 et 02/2020).

TC59 souhaite poursuivre le développement de son activité existante et pour cela construire, sur le site adjacent au site actuel, un nouveau bâtiment de stockage constitué de 2 cellules (référéncé dans le reste du document « Auby 1 »).

Ce projet est soumis à demande d'enregistrement pour la rubrique 1510.2 : Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des).

Ce dossier de demande d'enregistrement est réalisé conformément aux exigences du Code de l'environnement (articles R512-46-1 à R512-46-7).

Demande de dérogation :

Afin de présenter au mieux l'ensemble des éléments notifiés dans la réglementation, une dérogation à l'article R.512-6 du Code de l'environnement est sollicité pour ce dossier pour une présentation du plan de masse et des réseaux à l'échelle 1/250^{ème} au lieu d'une échelle 1/200^{ème}.

3. LOCALISATION DE L'INSTALLATION

3.1 Situation géographique

L'installation projetée sera située sur le terrain jouxtant l'actuel site de TC59, intégré à la zone d'activités les prés Loribes, sur la commune de Auby, dans le Nord (59). Elle sera située à l'est du site exploité actuellement, le site étant lui-même au sud de la commune de Auby, et limitrophe à la commune de Flers-en-Escrebieux.



Figure 1: P.J. n°1 Carte 1/25000 de l'installation projetée (rouge = site existant Auby 1, jaune = site projeté Auby 2)



Figure 2 : P.J. n°2 Carte 1/2500 de l'installation projetée (rouge = site existant Auby 1, jaune = site projeté Auby 2)

Ce projet de construction ne change pas par ailleurs les autres caractéristiques du site :

- Accessible par la D120
- Non situé dans :
 - Un parc national ;
 - Un parc naturel régional ;
 - Le parc « Scarpe-Escaut » est situé à plus de 1800m (FR8000037)
 - Une réserve naturelle (nationale ou régionale),
 - La réserve naturelle régionale « Le Marais de Wagnonville » est située à plus de 1500m (FR9300075)
 - La réserve naturelle régionale « Annelles, Lains et Pont Pinnet » est située à plus de 2000m (FR9300088)
 - Un parc naturel marin,
 - Un site Natura 2000.
 - Le site Natura 2000 (directive Habitants) « Pelouses métallicoles de la plaine de la Scarpe » est situé à plus de 1700m (FR3100504)



Figure 3 : Extrait de carte IGN

3.2 Références cadastrales

Le projet occupe la section OB selon le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune.
Le site est actuellement découpé en de multiples parcelles :



Figure 4 : Découpage parcellaire du site

Les surfaces du projet seront les suivantes :

| | |
|--------------------------|---------------------|
| Voirie PL | 8212 m ² |
| Voirie VL + parking | 263 m ² |
| Couverture | 7296 m ² |
| Espaces verts et bassins | 2995 m ² |

3.3 Description de la zone d'activités

La zone d'activités regroupe des acteurs industriels divers. Nous noterons en proximité du site de TC59 :

- Dyad (entreprise de packaging) ;
- Dalkia Froid Solutions (installation et maintenance en froid industriel et commercial) ;
- Faurecia Seating Flers (fabrication de sièges pour l'industrie automobile) ;
- Plastic Omnium (fabrication de pièces plastiques pour l'automobile) ;
- Wimferm (fabrication de volets roulants et menuiseries).

3.4 Accès et voies de circulation

La zone d'activité est accessible depuis la route départementale 120, et le site via un giratoire puis des voiries internes à la société.

L'extension prévoit également un nouvel accès, toujours depuis la D120 :



Figure 5 : Nouvel accès depuis la D120

4. DESCRIPTION DU PROJET

4.1 Activité

4.1.1. La société TC Transports

La société TC Transports a été créée en 1960 et s'est à la fois développée et diversifiée depuis 60 ans, en agissant sur tout le territoire national français. La société dispose désormais de 11 sites en France

- Transport évidemment en proposant des solutions adaptées à leurs clients :
 - Groupage palettisé domestique
 - Lot complet
 - Location de véhicule avec conducteur
 - Transport avec chariot embarqué
 - Transport de VRAC
 - Transport exceptionnel catégorie 1
 - Organisation de transport national
 - Transport multimodal





- Solutions de stockage (92000m² cumulés) :
 - Entreposage et gestion des stocks
 - Préparation de commande
 - Logistique Industrie
 - Solution e-commerce
 - Distribution / gestion transport

- Prestations de consulting :
 - Optimiser un réseau de distribution,
 - Implanter un entrepôt,
 - Mettre en place de bonnes pratiques en logistique.



- Levage et manutention :
 - Techniciens
 - Conducteurs
 - Opérateurs de grues mobiles détenteurs de CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite d'Engins Spéciaux)
 - Large gamme de matériels (chariots, mini grue, bras de grue, grues automotrices aux capacités nominales allant jusqu'à 100 T)
 - Habilitations Transport Exceptionnel Catégorie 1

4.1.2. La société TC59

Pour le site actuel de TC59, il s'agit uniquement de l'activité Transports/Stockage.

4.1.3. L'activité projetée

L'activité projetée dans le nouveau bâtiment est une activité essentiellement de stockage, la zone de préparation étant limitée à sa plus simple expression. L'activité de messagerie reste concentrée sur le bâtiment actuellement en exploitation.

4.2 Effectif et rythme de travail

L'effectif du site sera d'environ 110 personnes (soit environ 20 personnes de plus en comparaison de l'effectif 2020).

Le rythme de travail envisagé concernant Auby 2 est de 7h00 à 17h00 du lundi au vendredi ; le site complet étant lui ouvert du dimanche soir 21h30 au samedi 14h30.

4.3 Description des bâtiments

4.3.1. Bureaux et locaux sociaux

Ces locaux seront composés de bureaux, salles de réunion et sanitaires.

Les bureaux et locaux sociaux sont attenants à la cellule de stockage de 2800m² et en sont séparés par un mur REI 120 sur une hauteur de 5,30m. Le plafond de la zone tertiaire est constitué d'une dalle béton REI 120.

4.3.2. Locaux techniques

Les locaux techniques sont :

- Le local TGBT ;
- Le local de génération d'eau chaude.

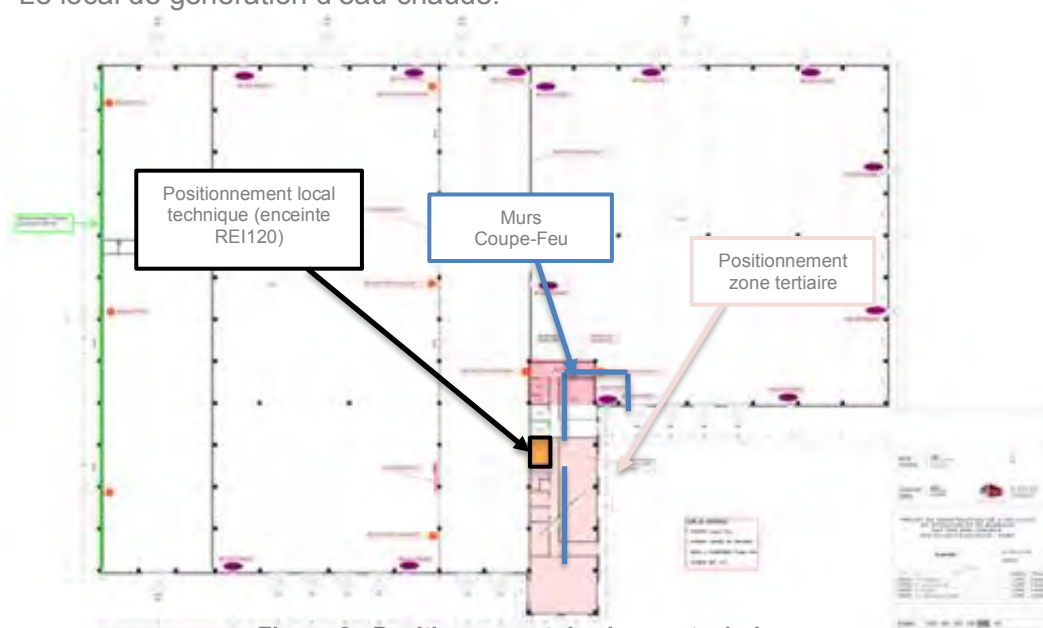


Figure 6 : Positionnement des locaux techniques

Ces locaux seront situés dans des enceintes (plafond compris) REI 120. Le local TGBT comprend les équipements de transformation, depuis le réseau public, et de distribution électrique vers les postes utilisateurs.

NB : le chauffage de la zone tertiaire est assuré par climatisation réversible.

4.3.3. Cellules de stockage

4.3.3.1 Typologie des produits stockés

Les produits stockés seront :

| Rubrique | Produits |
|----------|---------------------------------------------------------------------------|
| 1510 | Alimentaires (farine/chapelure/marinade) sur palette plastique |
| 1530 | Cartons sur palette bois |
| 1532 | Bois compressé sur tasseau bois |
| 2663 | Thermoplastiques en container métal (Voir Annexe 15 pour illustration) |
| 2663 | Thermoplastiques sur palette plastique (Voir Annexe 15 pour illustration) |

Tableau 2 : Produits stockés

4.3.3.2 Caractéristiques des cellules

| Réf. de cellule | Caractéristiques |
|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cellule n°1 | Surface de la cellule (m ²) : 2993 Hauteur au faitage (m) : 11,45 Volume de la cellule (m ³) : 34270 Type de produit(s) stocké(s) : 1510 / 1530 / 1532 / 2663 Mode de stockage : paletiers Hauteur maximale de stockage (m) : 8 |
| Cellule n°2 | Surface de la cellule (m ²) : 2800 Hauteur au faitage (m) : 11,45 Volume de la cellule (m ³) : 32060 Type de produit(s) stocké(s) : 1510 / 1530 / 1532 / 2663 Mode de stockage : paletiers Hauteur maximale de stockage (m) : 8 |

Tableau 3 : Caractéristiques des cellules

4.3.4. Dispositions constructives

4.3.4.1 Comportement au feu

La conception du bâtiment sera la suivante :

- Charpente : poteaux béton XC1 C25/30 ;
- Dallage béton armé résistant à 2,25 tonnes/m² ;
- Parois extérieures : plaques béton armé épaisseur 15cm (REI 120) doublé d'un bardage simple peau avec isolation LDR épaisseur de 110mm pour le mur ouest ; REI 15 pour les 3 autres ;
- Murs séparatifs entre cellules : panneaux béton cellulaire épaisseur 15cm (REI 120) avec dépassement de 1 m en toiture pour les murs séparatifs ;
- Mur séparatif entre cellule de stockage et bureaux : murs REI 120 sur une hauteur de 5,30m ;
- Murs séparatifs avec locaux techniques : plaques béton armé (REI 120) ;
- Portes coulissantes EI120 de dimensions 4x4m ;
- Toiture par bac acier classé 75/100 A2 s1 d0 avec isolation panneaux de laine de roche épaisseur 150mm ;

- Étanchéité bicouche membrane PVC de 1,2mm Broof T3 avec bande de renfort de 5m de part et d'autre des parois REI 120 ;
- Voutes d'éclairage en polycarbonate non gouttant classe d0.

4.3.4.2 Désenfumage et cantonnement

Les 2 cellules seront équipées, en partie haute, de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC) :

- Lanterneaux à ouverture pneumatique ;
- Dimensions 2x3m avec SUE de 4,32 m² ;
- Boîtier CO₂ de commande (automatique et manuel) situé au droit des issues de secours en deux points opposés de chaque cellule.

La surface utile de l'ensemble des exutoires de fumées ne sera pas inférieure à 2% de la superficie de chaque cellule. Les dispositifs de désenfumage « PYROMAX® » sont certifiés EN 12101-2.

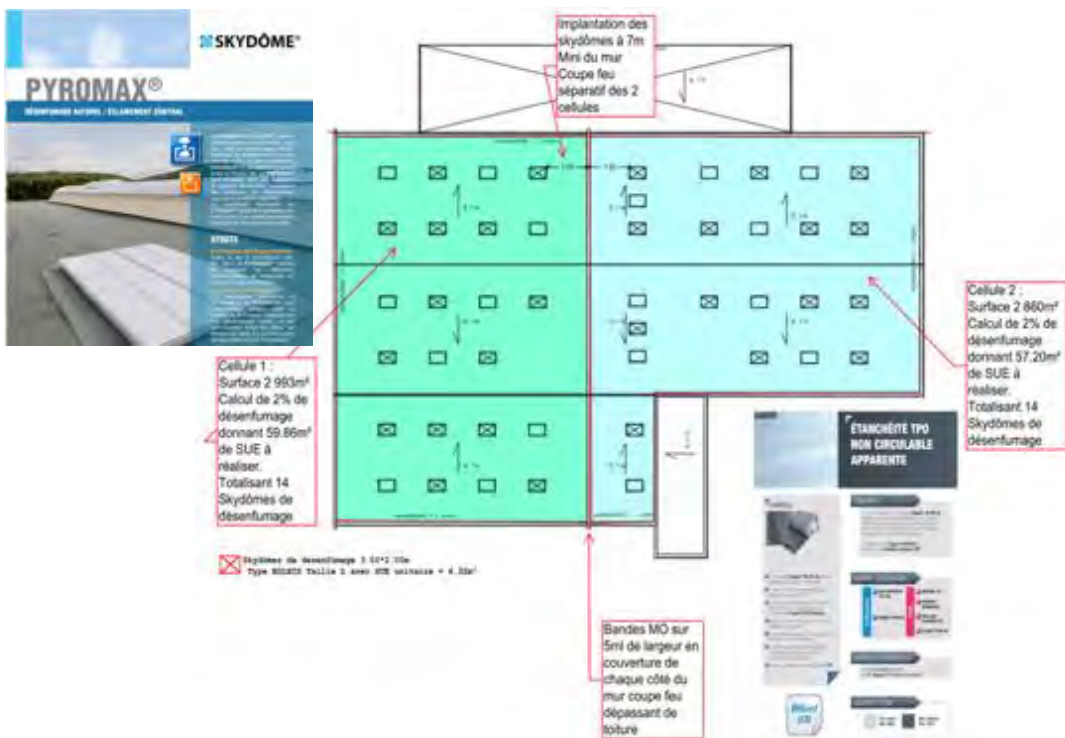


Figure 7 : Plan de positionnement du dispositif de désenfumage¹

¹ Skydôme = lanterneau de désenfumage

Six cantons sont prévus et conçus dans le respect des prescriptions concernant surface maximale unitaire ($< 1600\text{m}^2$), de longueur maximale (60m) et de hauteur minimale (1m). 2 écrans de cantonnement sont dédiés à cet effet, le reste des cantons étant délimité naturellement par les murs existants au sein de l'entrepôt.

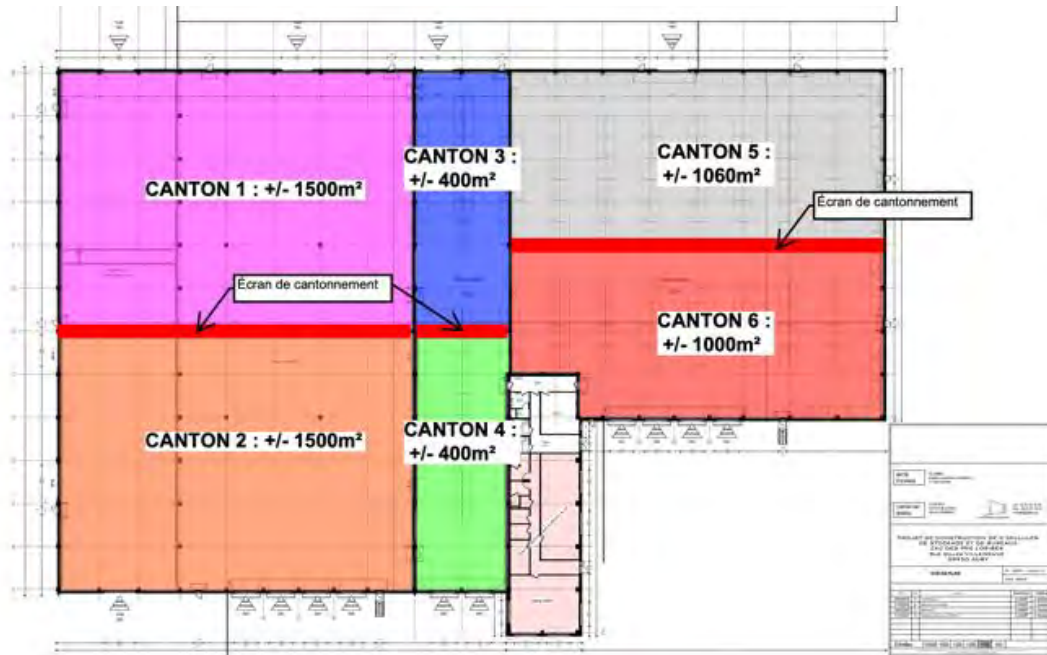


Figure 8 : Plan de positionnement du dispositif de cantonnement

4.3.5. Auvent

Un auvent de chargement / déchargement est prévu au nord du site. L'objectif est de pouvoir assurer les opérations de chargement / déchargement de façon latérale au poids lourds à l'abri des intempéries. Cet auvent n'est pas une zone de stockage.

La hauteur libre sous l'auvent est de 5,5m (supérieure à la prescription de 4,5m mini de hauteur libre relative à l'accessibilité des engins de secours).



Figure 9 : Positionnement de l'auvent, au Nord du bâtiment

4.4 Gestion des eaux

4.4.1. Eaux usées sanitaires

Les eaux usées et eaux vannes seront canalisées et évacuées gravitairement jusqu'au réseau public.

4.4.2. Eaux pluviales

Les eaux de couverture seront canalisées et évacuées gravitairement jusqu'au bassin d'infiltration.

Les eaux de ruissellement de voirie seront canalisées et évacuées gravitairement jusqu'au bassin d'infiltration. Le projet intègre la mise en service d'un séparateur à hydrocarbures pour ces eaux de ruissellement, potentiellement chargées.

Le dimensionnement du bassin d'infiltration est disponible en Annexe 12, et s'appuie sur les conclusions du rapport de GEOMECA, référencé 19-110, intitulé « Étude géotechnique de conception G2 Phase Avant-Projet (AVP) » et tenu à la disposition de la DREAL sur demande.

Le rapport comprend des essais de perméabilité, dont les résultats sont repris ci-dessous :

6.4.8 Résultats des essais de perméabilité

Les résultats des essais de perméabilité sont reportés dans le tableau ci-dessous :

| Essai | Profondeur (m/TN) | Nature de l'essai | Nature du sol | Perméabilité K (m/s) |
|-------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| EP1 | 0,00 – 1,10 | Fosse | Argiles sableuses | 1.10^{-06} |
| EP2 | 0,00 – 1,30 | Fosse | Argiles sableuses | 5.10^{-06} |
| EP3 | 0,00 – 1,40 | Fosse | Argiles sableuses | 5.10^{-06} |

Commentaire

Le résultat de l'essai de perméabilité indique une perméabilité d'environ 1.10^{-06} à 5.10^{-06} m/s au sein des argiles sableuses.

Ce résultat indique un degré de perméabilité « faible » dans les remblais selon G. Philipponnat et B. Hubert (« Fondations et ouvrages en terre », 1979).

Figure 10 : Extrait du rapport 19-110 / essais de perméabilité

4.4.3. Eaux d'extinction d'incendie

Voir paragraphe 9.4 et Annexe 8.

Deux bassins sont prévus pour la rétention des eaux d'incendie, l'un au nord-est pour 550m^3 (recueil des eaux d'extinction et toiture) et l'autre au sud-ouest pour 60m^3 (recueil des eaux de voirie). 150m^3 sont captés dans le bâtiment. Des vannes automatiques sont positionnées entre le bassin de rétention et le bassin d'infiltration afin d'isoler les eaux d'extinction.

La totalité de la capacité de rétention est de 760m^3 conformément au calcul D9A, dont la note est présente en Annexe 5.

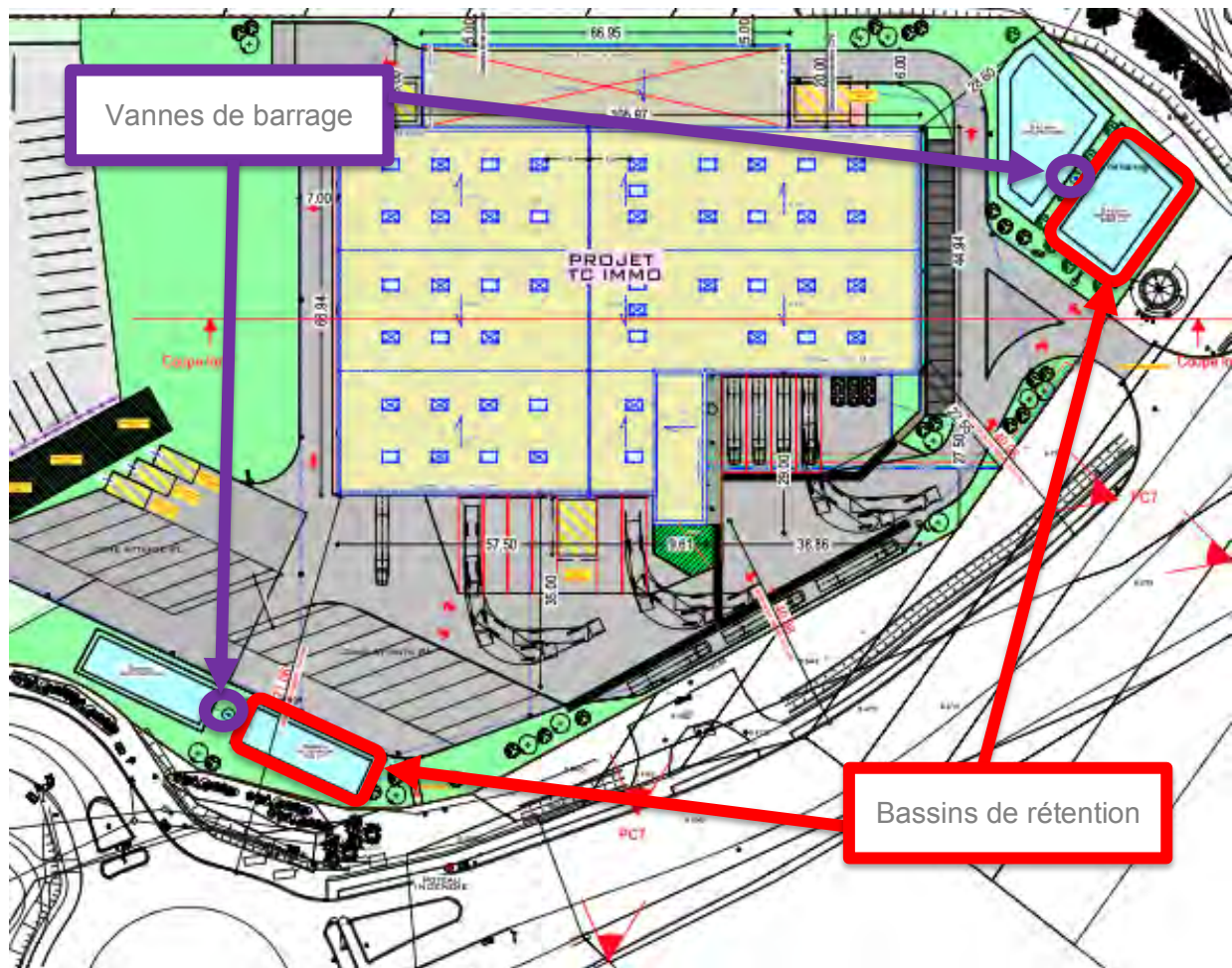


Figure 11 : Rétention des eaux d'extinction Auby 2

TC59 saisit l'opportunité de ce projet Auby 2 pour remettre en conformité le confinement des eaux d'extinction pour Auby 1.
A cet égard sera construit un bassin de rétention au Nord-Ouest, de 1005m³. Étant donnée la configuration du site existant et des possibilités topographiques, les 265m³ restants pour se conformer au calcul D9A (Annexe 12) seront naturellement retenus dans les quais de chargement /déchargement, dont la capacité est de 270m³.

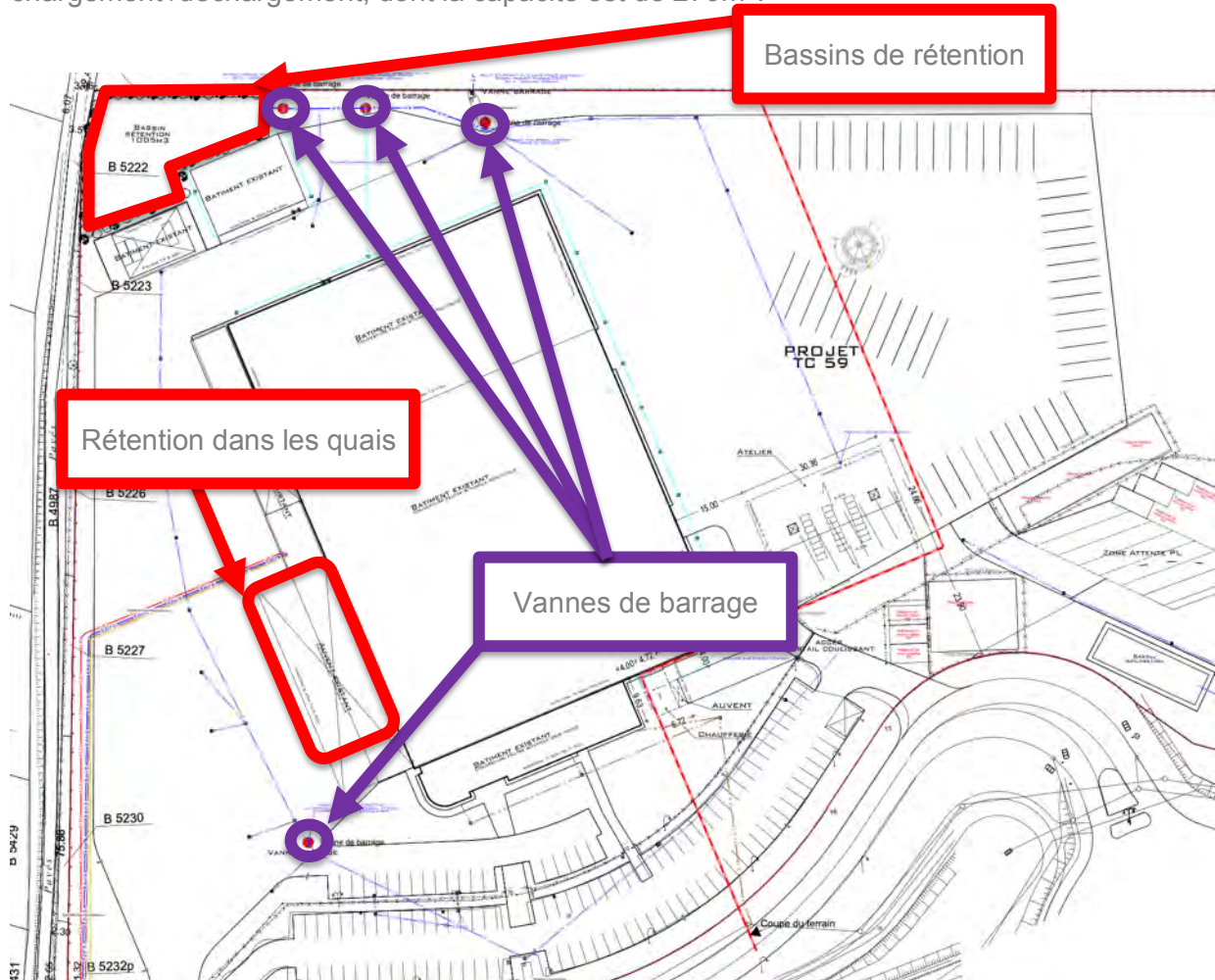


Figure 12 : Rétention des eaux d'extinction Auby 1

5. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES – CLASSEMENT ICPE

5.1 Tableau des rubriques ICPE

Le projet de nouveau bâtiment amène TC59 à ventiler ses activités et à les rationaliser au sein de la configuration immobilière cible.

Le bâtiment actuellement exploité a été déclaré en date du 25/09/2018 notamment au titre des rubriques 1510, 1532 et 2663 et combine stockage de produits combustibles, produits non combustibles, et activité de messagerie.

La répartition ciblée par le biais de ce projet sera la suivante (Voir Annexe 14 pour le détail des remaniements de stocks :

- Bâtiment actuel (Auby 1)
 - Messagerie sur 1000m²
 - Stockage de produits incombustibles sur 4200m²
 - Stockage de produits combustibles sur 1800m²

- Bâtiment futur (Auby 2)
 - Stockage de produits combustibles sur 2994m² (cellule 1)
 - Stockage de produits combustibles sur 2800m² (cellule 2)

Le tableau ICPE qui relève strictement du projet Auby 2, objet du présent dossier est le suivant :

| Rubrique | Dénomination | Régime | Capacité |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|---------------------------------------------------------------|
| 1510 | Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts | E | >500t 66330m ³ |
| 2663 | <i>Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères (Cf. 4.3.3 pour types de produits)</i> | NC | <i>2050m³ (inclus dans les 66330m³)</i> |
| 1530 | <i>Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues</i> | NC | <i>640m³</i> |
| 1532 | <i>Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues</i> | NC | <i>500m³</i> |

Tableau 4 : Tableau ICPE projet

L'ensemble du site présentera donc le tableau ICPE suivant :

| Rubrique | Dénomination | Régime | Capacité |
|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------------|
| 1510 | Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des ERP et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ | Auby 1 = NC Auby 2 = E | 273,5t < 500t 66330m ³ |
| 1435 | Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ | DC | 1567m ³ |
| 4734 | <i>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</i> | NC | 78,5t (Gazole) < 250t |
| 2663 | <i>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</i> | Auby 1 = NC Auby 2 = N/A | 900m ³ < 1000m ³ |
| 1530 | <i>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.</i> | Auby 1 = NC Auby 2 = N/A | 240m ³ < 1000m ³ |
| 1532 | <i>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.</i> | Auby 2 = N/A | |
| 2925-2 | <i>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</i> | Auby 1 = NC | 24kW < 50kW |
| 2930-1 | <i>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.</i> | NC | 300m ² <2000m ² |

Tableau 5 : Tableau ICPE complet site

Les 2 IPD², Auby 1 et Auby 2, étant distants de plus de 40m, il convient de les considérer de façon séparée et indépendante, en accord avec le guide d'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (*Fiche Classement – Version validée le 08 Février 2021*), page 7 :

1. Recenser les IPD

En premier lieu, il convient de **recenser** toutes les **Installations, Pourvues d'une toiture, Dédiées au stockage (IPD)** présentes. A cet effet, les questions I.2.3 (précisions sur la notion d'installations pourvues d'une toiture) et I.2.4 (Classement des matières ou produits combustibles dans une chaîne production au titre de la rubrique 1510) viendront utilement aider à ce recensement.

2. Identifier les différents groupes d'IPD

Lorsque toutes les IPD ont été recensées, il convient d'identifier **les groupes d'Installations, Pourvus d'une toiture, Dédiées au stockage (IPD)**. Ces groupes sont exclusivement constitués des IPD recensées.

Un groupe d'IPD est ainsi défini :

Un groupe d'IPD est un ensemble constitué des IPD pouvant être reliées par une distance de moins de 40 mètres.
Par définition, un groupe d'IPD est un ensemble **isolé**, distant d'au moins de 40 mètres de tout autre IPD.

Un groupe d'IPD peut, le cas échéant, être constitué d'une unique IPD.

Afin d'évaluer ces distances, il convient de considérer comme point de référence les limites de chaque IPD, présentées à la question I.2.3.

Chaque groupe d'IPD est ainsi constitué d'un ensemble d'IPD suffisamment éloigné de tout autre IPD pour considérer que les effets de tout autre IPD sur ce groupe d'IPD, et réciproquement, sont limités.²

3. Exclure les groupes d'IPD qui constituent une exception prévue par le libellé de la rubrique 1510

Le libellé de la rubrique 1510 identifie 3 catégories d'IPD de matières ou produits combustibles qui ne relèvent pas d'un classement ICPE (1510) :

1. les groupes d'IPD de moins de 500 tonnes de matières ou produits combustibles ;
2. les entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature ;
3. les entrepôts exclusivement frigorifiques.

Figure 13 : extrait de la Fiche Classement – Version validée le 08 Février 2021

Les prescriptions générales relatives au régime d'enregistrement de la rubrique 1510 ne sont donc pas applicables à Auby 1, et elles le sont pour Auby 2.

Auby 1 est néanmoins implanté sur le périmètre complet d'exploitation de TC59, et ne sera plus classé, et donc plus soumis à déclaration.

Le site dans sa configuration cible présentera donc les zones principales³ ci-dessous :



Figure 14 : Répartition des rubriques ICPE

² IPD = Groupe d'Installations, Pourvus d'une toiture, Dédiées au stockage

³ E = Enregistrement, DC = Déclaration avec Contrôle, NC = Non Classé

5.2 Rayon d'affichage

La carte de localisation ci-dessous présente l'implantation du site et les communes concernées par le rayon d'affichage de 1 km :

- Auby
- Flers-en-escrebieux



Figure 15 : Rayon d'affichage

5.3 Conclusion

Le site est classé sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique ICPE 1510. Le texte applicable est :

- Arrêté du 11 Avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

6. P.J. N°5 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

6.1 Capacités techniques

Le groupe TC Transports a été créé en 1960 par Auguste Cassier alors meunier à Cercy la Tour. C'est aujourd'hui Jean-François Cassier qui en assure la direction générale.

Par ailleurs, TC-transports :

- Est un adhérent engagé du groupement Tred Union, qui leur permet d'accroître leur réactivité en France et sur toute l'Europe, en termes de transport et de logistique ;
- Est membre fondateur du groupement Tred Chariot, qui fédère des acteurs du transport capables d'offrir des solutions pour la livraison à domicile d'objets encombrants ;
- Fait partie du Groupe POLE, un réseau de transporteurs, spécialistes de la distribution de palettes.

C'est un acteur confirmé et reconnu dans son domaine, en rayonnant au-delà de son activité propre.

6.2 Capacités financières

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat net sur les 3 dernières années pour le site (TC59) :

| Année | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------------------|--------------|--------------|--------------|
| Chiffre d'affaires | 11 063 174 € | 11 117 100 € | 10 988 600 € |
| Résultat net | 272 047 € | 295 800 € | 194 700 € |

Par ailleurs, la cotation Banque de France pour TC59⁴ est F3, dont la signification est reprise ci-dessous :

- **F** : « niveau d'activités entre 7,5 et 15 millions d'euros »
- **3** : « la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers à un horizon de trois ans est jugée **forte** »

⁴ Selon référence courrier Banque de France COTEJ/409032059, en date du 02 Juillet 2020

6.3 Raisons du projet

L'objectif du projet est de permettre la croissance de la société TC59 sur son site de Auby. TC59 y exploite déjà un bâtiment de 7000m², dont environ 20% est dévolu à une activité de messagerie. TC59 exploite également un autre entrepôt en location, basé à Douai. D'autre part TC59 vient de remporter de nouveaux contrats et a donc besoin d'augmenter sa capacité de surface.

Les objectifs sont donc multiples :

- pouvoir bénéficier de lieux de stockages regroupés sur un même site, et permettant de limiter les navettes inter-sites ;
- disposer de la surface complémentaire nécessaire pour honorer les nouveaux contrats.

L'enjeu majeur pour TC59 est donc de concentrer et rationaliser son activité sur un seul et même lieu, tout en se rendant capacitaire de ses contrats.

7. COMPATIBILITE DES ACTIVITES

7.1 Affectation des sols et documents d'urbanisme : P.J. n°4

Le projet est conforme aux dispositions du PLU de la commune d'Auby, PLU daté du 02 Juillet 2012. Le projet est concerné par la Titre III du PLU, Chapitre I, Zone UE (la ZAC des près Loribes étant référencée UEa dans le PLU) :

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Zone d'activités économiques qui comporte trois secteurs :

-le secteur **UEa** qui couvre, la portion située sur Auby, de la ZAC des Près Loribes et son extension et qui est destiné à recevoir des unités industrielles ou artisanales.

-les secteurs **UEpig** (Site d'activités d'UMICORE, couvert par le PIG) et **UEu** (Site d'activités d'UMICORE hors PIG),-

Ces différents secteurs sont différenciés par les règles prévues aux articles UE1, UE2 et UE14.

Le détail est fourni dans la matrice ci-après :

| Exigence du PLU | Disposition Projet Auby 2 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| <p><u>ARTICLE UE 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES</u></p> <p>Sont interdites :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans l'ensemble de la zone :<ul style="list-style-type: none">- Les constructions à usage d'habitation autres que celles autorisées à l'article 2.- Les constructions à usage agricole.- Les établissements de dressage et d'élevage d'animaux.- Les affouillements et les exhaussements du sol à l'exception de ceux strictement indispensables pour la réalisation des types d'occupation ou d'utilisation autorisés- L'ouverture de toute carrière.- Le camping et le stationnement de caravanes hors terrain aménagé, les terrains de camping et de caravanage aménagés, les garages collectifs de caravanes ainsi que le stationnement de caravanes pratiqué isolement,- Les parcs d'attractions et installations de jeux susceptibles de produire des nuisances ainsi que les parcs résidentiels de loisirs ou de sports.- Les abris fixes ou mobiles utilisés ou non pour l'habitation si l'occupation du terrain doit se poursuivre durant plus de 3 mois à l'exception des abris destinés aux usagers des transports en commun.- Les commerces dont la surface de vente nécessiterait l'autorisation de la Commission Départementale d'Équipement Commercial (CDEC) à l'exception d'équipements de restauration et/ou d'hébergement.- Les équipements d'hébergement hôtelier | <p>Conforme / entrepôt logistique</p> |
| <ul style="list-style-type: none">• dans le secteurs UEa et UE sont interdits en outre :<ul style="list-style-type: none">- Les dépôts de vieilles ferrailles, de matériaux de démolition, de déchets, de véhicules désaffectés à l'exception des dépôts nécessaires à l'entretien et au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif. | <p>Conforme / entrepôt logistique</p> |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><u>ARTICLE UE 2 - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES</u></p> <p>Sont soumises à des conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">• dans l'ensemble de la zone : -Les constructions à usage d'habitation, l'amélioration, l'agrandissement des bâtiments à usage d'habitation existants sous réserve que ces constructions et bâtiments soient destinés au logement des personnes dont la présence est nécessaire pour la direction, le gardiennage, la surveillance, la sécurité ou l'entretien des établissements, bâtiments, installations et services généraux de la zone.• dans les secteurs UE et UEa : -Les établissements soumis à déclaration ou autorisation au titre de la législation des installations classées, sous réserve de l'autorisation de localisation et d'ouverture d'activités délivrée par l'autorité administrative compétente, et sous réserve que ces installations ne soient pas particulièrement nuisibles tant par les émanations, le bruit, les fumées, les poussières ni dangereuses pour le voisinage ou préjudiciables à l'organisation de la défense du territoire, | <p>Conforme / entrepôt logistique</p> <p>Objet du présent dossier</p> |
| <p><u>ARTICLE UE 3 - ACCES ET VOIRIE</u></p> <p>Les accès doivent être adaptés à l'opération et présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la défense contre l'incendie, de la protection civile et de la sécurité routière (voie d'au moins 3,5 mètres de largeur de plate-forme, implantée à 8 mètres au plus de la façade de l'immeuble ne comportant ni virage inférieur à 10 mètres de rayon, ni passage sous porche inférieur à 3.5 mètres de hauteur).</p> <p>Les carrefours et les accès aux lots doivent être aménagés de manière à permettre l'évolution des véhicules lourds avec remorques sans manœuvre sur la voie publique.</p> <p>La desserte des postes de distribution d'hydrocarbures doit être assurée en dehors de la voie publique.</p> <p>L'aménagement de ces accès sur les voies publiques doit être soumis à l'avis du gestionnaire des voies concernées.</p> | <p>Conforme / voir plan de masse en Annexe 3</p> <p>Objet de la création du 2^{ème} accès depuis la D120</p> <p>Station-service déjà existante sur le site en exploitation</p> <p>Permis de construire</p> |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| <p>ARTICLE UE 4 - <u>DESSERTE PAR LES RESEAUX</u></p> <ul style="list-style-type: none">• dans les secteurs UE et UEa <p>- Toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux pluviales en milieu naturel direct ou par infiltration au plus près de sa source. L'impact de ces rejets ou infiltrations doit toutefois être examiné ; les eaux de parking, notamment, subiront, préalablement à leur évacuation dans le réseau de noues ou de bassins de rétention créés à cet usage, un traitement préalable selon les prescriptions des syndicats des eaux concernés.</p> <p>- <u>Lors d'impossibilité de rejet en milieu naturel direct, d'infiltration dans le sous-sol ou d'insuffisance de capacité d'infiltration et en cas de présence, dans la voie publique de :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• <u>réseau séparatif</u>, les opérations d'aménagement (constructions, voies et parking) de moins de 400 m² de surface imperméabilisée y compris l'existant, pourront rejeter leurs eaux pluviales au réseau public. Un pré traitement préalable pourra être imposé pour toute construction autre que l'habitation. Cependant pour les opérations d'aménagement (constructions, voies et parking) comprise entre 400 m² et 1000 m² de surface imperméabilisée, le débit maximal pouvant être reieté au réseau public ne pourra être supérieur à 4 litres par seconde. Un stockage tampon peut être envisagé. Pour les opérations d'aménagement (constructions, voies et parking) de plus de 1000 m² de surface imperméabilisée y compris l'existant, le pétitionnaire devra obtenir l'accord préalable du service d'assainissement sur les dispositions particulières à adopter. | <p>Permis de construire</p> |
| <p>ARTICLE UE 5 - <u>CARACTERISTIQUES DES TERRAINS</u></p> <p>Sans objet.</p> <p>ARTICLE UE 6 - <u>IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</u></p> <p>9 - Implantation des constructions en bordure de voie</p> <p>aucune construction ne peut être édifiée à moins de :</p> <ul style="list-style-type: none">-15 mètres par rapport à l'alignement de la déviation de la RD120,-5 mètres par rapport à la limite d'emprise des autres voies. | <p>Conforme / voir plan de masse en Annexe 3</p> |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>10 -Implantation par rapport aux autres emprises publiques, <u>aucune construction ne peut être édifée à moins de :</u> -10 mètres de la limite d'emprises du Canal de la Haute Deûle, -10 mètres de la limite d'emprises ferroviaires.</p> | <p>Projet à 250m du canal et à 1000m de la voie ferrée</p> |
| <p><u>ARTICLE UE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES</u></p> <p>1 - Par rapport aux limites de zone : il est imposé une marge de recul minimum de 5 mètres.</p> <p>2 - Par rapport aux limites de parcelles :</p> <p>La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point le plus proche des limites séparatives de la parcelle doit être égale à la moitié de la hauteur de ce bâtiment mesuré à l'égout du toit ($L=H/2$) et jamais inférieur à 5 mètres.</p> <p>Toutefois la construction de bâtiments en limite de parcelle est autorisée. Dans ce cas, la construction qui sera réalisée sur la parcelle mitoyenne devra s'adosser audit bâtiment réalisé antérieurement et être de hauteur sensiblement égale. Des mesures seront prises pour éviter la propagation éventuelle des incendies (murs coupe-feu).</p> | <p>Conforme, voir plan de masse en Annexe 3</p> |
| <p><u>ARTICLE UE 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE</u></p> | <p>Non concerné</p> |
| <p><u>ARTICLE UE 9 - EMPRISE AU SOL</u></p> <p>L'emprise au sol sera limitée à 50 % de la surface totale du terrain. Cette disposition ne s'applique pas aux constructions et installations nécessaires au fonctionnement et à l'entretien des services publics ou d'intérêt collectif.</p> | <p>Conforme : 6000m² de bâtiment sur un terrain de 18766m²</p> |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>ARTICLE UE 10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS</p> <p>A l'exception du secteur UEpig, la hauteur des bâtiments mesurée à l'égout du toit ne pourra en aucun cas excéder 20 mètres par rapport au niveau du terrain naturel.</p> | <p>Conforme, h = 11,45m</p> |
| <p>ARTICLE UE 11 - ASPECT EXTERIEUR</p> <p>1 - Dispositions générales</p> <p>L'ensemble des bâtiments, quelque soit leur destination, les terrains utilisés ou non, les aires de stationnement, de dépôts, de stockage. . . doivent être aménagés et entretenus de telle sorte que l'aspect et la propreté de la zone n'en soient pas altérés.</p> <p>De façon générale, toute forme de stockage de matériel ou de tout type de produit est interdite à l'extérieur des bâtiments. Lorsque pour des raisons de contraintes techniques et de sécurité, des zones de stockage s'avéraient indispensables à l'activité, elles seront rendues invisibles par un écran végétal de plantations diversifiées.</p> <p>2 - Dispositions particulières</p> <ul style="list-style-type: none">• dans l'ensemble de la zone : <ul style="list-style-type: none">-L'emploi extérieur à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit sur les parements extérieurs des constructions et sur les clôtures,-Les bâtiments, annexes et installations liées à la distribution d'énergie devront présenter une architecture simple et soignée et un aspect s'harmonisant avec les éléments voisins ainsi qu'avec l'ensemble de la zone.-Les façades arrières et latérales des constructions doivent être traitées avec le même soin que la façade principale et en harmonie avec elle.-Les citernes, les réservoirs à gaz ou à mazout et toutes les installations similaires seront placées de manière à ne pas être visibles depuis la voie publique.-Toute extension d'un bâtiment déjà implanté devra se faire dans le respect des volumes, des trames constructives et de l'aspect des matériaux de construction du bâtiment initial. Il en sera de même pour la coloration des nouvelles façades s'il est possible, malgré le vieillissement, de retrouver les teintes premières. <p>3 - Les toitures :</p> <p>Les matériaux utilisés en couverture ne seront ni brillants, ni réfléchissants.</p> <p>4 - Les clôtures</p> <p>Les clôtures devront être établies de telle sorte qu'elles ne créent aucune gêne à la circulation. Leur hauteur totale ne peut excéder 2 mètres sauf nécessité due au type d'activité.</p> | <p>Engagement de l'exploitant</p> <p>Bardage double peau RAL standard (hors mur béton / mur ouest)</p> <p>Pas de citerne ni réservoir dans le cadre de ce projet</p> <p>Conforme</p> <p>Bac acier</p> <p>Clôture rigide type CLOGRIFF de 2m de hauteur.</p> |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>ARTICLE UE 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES</p> <p>La taille des aires de stationnement est limitée à 20 places d'un seul tenant ; elles seront accompagnées par des écrans de végétation et plantées d'arbres de haute tige répartis de manière homogène sur l'ensemble de l'aire, à raison d'un arbre pour 4 emplacements.</p> <p>c) pour les constructions à usage industriel il doit être aménagé au moins une place de stationnement pour 70 m² de surface de plancher hors œuvre nette. Toutefois, le nombre d'emplacements pour le stationnement des véhicules peut-être réduit sans être inférieur à une place pour 100 m² de surface de plancher hors œuvre nette si la densité d'occupation des locaux industriels à construire doit être inférieur à 1 emploi pour 150 m².</p> <p>2 - Dispositions particulières :</p> <p>Lorsqu'il s'agit de transformations, d'extensions, de changements de destination :</p> <p>-en cas d'extension sans changement de destination d'un bâtiment existant, ne sont prises en compte pour le calcul du nombre de places de stationnement que les surfaces de plancher développées hors œuvre nettes créées,</p> | <p>270m² aménagés bureaux 21 places VL</p> |
| <p>ARTICLE UE 13 - ESPACES LIBRES, PLANTATIONS ET ESPACES BOISES CLASSES</p> <p>Les espaces libres de toute construction, hors bassins de décantation, aires de stationnement et aires de service, seront aménagées en espaces verts avec aires engazonnées, plantations arbustives et arbres de haute tige à raison d'un arbre pour 50 m².</p> <p>La surface traitée en espace vert de chaque parcelle ne pourra être inférieure à 10 % de la surface totale du terrain</p> | <p>Aménagement espace vert = 2766m² sur un terrain de 18766m²</p> |
| <p>ARTICLE UE 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL</p> <p>Sans objet.</p> | <p>/</p> |

Tableau 6 : P.J. n°4 Tableau de conformité au PLU

7.2 P.J. n°12 : Documents d'orientation en matière de gestion des eaux

La commune de Aubry appartient :

- Au SDAGE Artois-Picardie ;
- Au SAGE Marque-Deûle.

7.2.1. SDAGE Artois Picardie

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est, à l'échelle d'un grand bassin hydrographique, un outil de planification de la gestion intégrée des eaux superficielles, souterraines et des milieux aquatiques et humides. Cet outil, préconisé par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, fixe en effet les grandes orientations d'une gestion équilibrée et globale des milieux aquatiques et de leurs usages. Il énonce les recommandations générales et particulières et définit les objectifs de quantité et de qualité des eaux.

Le SDAGE est un document fondamental pour la mise en œuvre d'une politique de l'eau à l'échelle d'un grand bassin hydrographique. Sa portée juridique est forte, toutes les décisions publiques doivent être compatibles avec les orientations et les priorités qu'il a définies.

Depuis plusieurs décennies, le bassin Artois-Picardie est engagé dans une reconquête de la qualité de ses rivières, de ses nappes et de son littoral. Cette démarche s'inscrit dans un contexte européen depuis l'adoption de la Directive Cadre sur l'Eau en Octobre 2000. Celle-ci introduit la mise en place d'un plan de gestion des eaux revu tous les 6 ans et soumis à la consultation du public.

Le premier SDAGE a pris fin en 2015. Il est remplacé par un nouveau SDAGE qui couvre la période 2016-2021. Le SDAGE a été adopté par le Comité de Bassin, le 16 octobre 2015.

Le but de ce nouveau SDAGE 2016-2021 du bassin Artois-Picardie est d'améliorer la biodiversité de nos milieux aquatiques et de disposer de ressources en eau potable en quantité et en qualité suffisante. Il tient compte de deux nouvelles directives de 2008 : la Directive Inondation et la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin (DCSMM), dans le contexte de changement climatique.

Le SDAGE a été soumis à la consultation du public et des institutions du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015. A l'issue de cette consultation, il a été adapté puis adopté par le Comité de Bassin le 16 octobre 2015 pour une mise en œuvre dès 2016. Il a été approuvé par arrêté préfectoral du 23 novembre 2015.

Le SDAGE 2016-2021 fixe un objectif d'atteinte de bon état écologique des eaux superficielles (cours d'eau, plans d'eau, eaux littorales) de 33% en 2021.

Ses enjeux portent sur :

1. La biodiversité et les milieux aquatiques ;
2. La protection de la ressource pour l'alimentation en eau potable ;
3. La prévention contre les inondations ;
4. La protection du milieu marin ;
5. La mise en œuvre de politiques publiques cohérentes.

Compte tenu de ses caractéristiques, le projet n'est pas concerné par les enjeux 4 et 5.

| Enjeu 1 / La biodiversité et les milieux aquatiques | Projet TC59 |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A. La physicochimie générale | Les eaux de ruissellement, potentiellement polluées, seront traitées par le moyen d'un séparateur d'hydrocarbures, puis infiltrées. |
| B. La qualité des habitats | Non concerné |
| C. Les zones humides | Non concerné |
| D. Les substances toxiques | Non concerné |

| Enjeu 2 / La protection de la ressource pour l'alimentation en eau potable | Projet TC59 |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A. Protéger la ressource en eau contre les pollutions | Les eaux de ruissellement, potentiellement polluées, seront traitées par le moyen d'un séparateur d'hydrocarbures, puis infiltrées. Un bassin de rétention sera installé afin de recueillir les eaux polluées d'un éventuel incendie. |
| B. Sécuriser l'approvisionnement en eau potable | Non concerné |
| C. Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable | Non concerné |
| D. Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères | Non concerné |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Enjeu 3 / S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations | Projet TC59 |
| A. Prévention et gestion des crues, inondations et submersions marines | Infiltration favorisée |
| B. Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau | Non concerné |

- Le projet est conforme aux orientations fixées par le SDAGE Artois Picardie.

7.2.2. SAGE Marque-Deûle

Créés par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, puis renforcés par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006, les Schémas d'Aménagement de Gestion des Eaux (SAGE), défini à l'article L.212-3 du Code de l'Environnement, sont des documents de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente, sur ce territoire, celui des sous bassins versants de la Marque et de la Deûle. Ils viennent fixer des orientations traduites en dispositions afin de satisfaire les principes de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

Leur objectif principal est la recherche d'un équilibre durable entre satisfaction des usages (urbain, rural, agricole, industriel et loisirs) et préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Ils fixent à ce titre les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Au cours de l'élaboration du SAGE Marque-Deûle des enjeux ont été identifiés par les acteurs. Ces enjeux sont répartis dans 4 thématiques, traitées chacune par une Commission Thématique, et traduit dans les Orientations via des dispositions et des règles. Ces enjeux sont repris dans le tableau suivant.

| Thème | Enjeux | Projet TC59 |
|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| Gestion de la ressource | <u>Préserver la qualité de la ressource par :</u> | Voir 1/A et 2/A du SDAGE Infiltration favorisée |
| | <ul style="list-style-type: none"> ● Le suivi continu des substances DCE et émergentes ; ● La réduction des pressions par la mise en œuvre de dispositifs de protection et de reconquête ; ● La sensibilisation des acteurs de l'agriculture, des collectivités et de l'industrie. | |
| | <u>Sécuriser l'alimentation en eau potable par :</u> | Non concerné |
| | <ul style="list-style-type: none"> ● La préservation de la qualité de la ressource (cf. enjeu précédent) ; ● Le développement d'interconnexions ; ● Le développement de dispositifs de stockage ; ● La recherche de nouvelles ressources et/ou la mise en place de traitements curatifs. | |
| Reconquête et mise en valeur des milieux naturels | <u>Améliorer la qualité des cours d'eau en :</u> | Non concerné |
| | <ul style="list-style-type: none"> ● Assurant une gestion intégrée des cours d'eau en définissant des gestionnaires sur les sites orphelins et en développant les relations entre les gestionnaires existants ; ● Mettant en œuvre des plans de gestion pluriannuels sur les cours d'eau (entretien courant, restauration et renaturation) pour améliorer l'hydromorphologie des cours d'eau ; ● Effectuant la mise aux normes des systèmes d'assainissement. | |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Thème | Enjeux | Projet TC59 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p><u>Assurer une continuité écologique sur le territoire en :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Limitant les obstacles à l'écoulement ; ● Développant les relations entre les gestionnaires existants. <p><u>Préserver les zones humides en concertation avec les gestionnaires des cours d'eau dont VNF :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Identification, qualification et définition de niveau de protection à mettre en œuvre pour protéger les zones humides du territoire ; ● Sensibilisation les populations sur leurs fonctionnalités. | <p>Non concerné</p> <p>Non concerné</p> |
| <p>Prévention des risques naturels et prise en compte des contraintes historiques</p> | <p><u>Prévenir et lutter contre le risque inondation en :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Poursuivant les plans en cours et les zonages pluviaux en parallèle de la réalisation des documents d'urbanisme ; ● Limitant l'imperméabilisation des sols par l'étalement urbain ; ● Entretien l'ensemble des cours d'eau ; ● Développant des ouvrages de lutte contre les inondations ; ● Préservant les zones humides pour leur rôle de zones d'expansion de crue. <p><u>Limiter le risque de pollution diffuse et accidentelle d'origine industrielle par :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● La requalification des anciennes friches industrielles ; ● Le contrôle régulier des rejets industriels. <p><u>Trouver une filière de valorisation des sédiments par :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● La poursuite de la recherche sur les filières de valorisation des sédiments pollués ; ● L'identification d'une stratégie de gestion des sédiments à l'échelle du SAGE avec la collaboration entre VNF et les autres gestionnaires ; ● L'identification et la mutualisation facilitée de terrains de dépôt. | <p>Voir les dispositions concernant la gestion de l'eau.</p> <p>Voir 1/A et 2/A du SDAGE</p> <p>Non Concerné</p> |
| <p>Développement durable des usages de l'eau</p> | <p><u>Développer le transport fluvial sur le territoire par :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● La poursuite du projet canal Seine Nord ; ● Le développement des infrastructures portuaires ; | <p>Non concerné</p> |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Thème | Enjeux | Projet TC59 |
|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| | <ul style="list-style-type: none">● La préservation du foncier le long des voies d'eau afin que des entreprises puissent s'y installer. <p><u>Valoriser le territoire par le développement de loisirs liés à l'eau par :</u></p> <ul style="list-style-type: none">● La mise en cohérence des voies douces / trame verte à l'échelle du SAGE ;● Le développement des infrastructures et des services d'accueil des plaisanciers et sportifs ;● La poursuite du travail de sensibilisation et d'éducation des associations locales autour de lieux propices (zones humides et cours d'eau). | Non Concerné |

- Le projet est conforme aux orientations fixées par le SAGE Marque-Deûle.

7.3 Plan d'élimination des déchets

Les déchets générés par l'activité Auby 2 seront des déchets non dangereux. Le tableau ci-dessous est représentatif du volume complet Auby 1 + Auby 2 :

| Type | Code déchet | Volume annuel prévisionnel | Filière d'évacuation |
|-------------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------|
| Ordures ménagères / DIB | 20 03 01 | 168300L | VANHEEDE |
| Emballages carton/papier/film | 15 01 01 15 01 02 | 3,4t | VANHEEDE |
| Métaux | 02 01 10 | 5,1t | ARTOIS METAUX |

D'une manière générale, des prestataires d'enlèvement locaux seront retenus. Cette collecte se fera par des entreprises agréées et/ou autorisées.

Pour les déchets d'emballage et le bois, les filières de valorisation / réemploi seront privilégiées. Cette gestion des déchets est conforme avec le Plan départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) du Nord.

8. INCIDENCE DU PROJET SUR LES SITES NATURA 2000

Le projet n'est pas situé dans un site Natura 2000. Les sites les plus proches sont cartographiés sur la figure suivante :



Les sites les plus proches sont :

- Pelouses métallicoles de la plaine de la Scarpe, situées à plus de 1700m au sud-est du site ;
- Bois de Flines-les-Raches et système alluvial du courant des vanneaux, situé à plus de 4200m au nord-est du site.

Compte tenu de la distance qui sépare la future exploitation des sites Natura 2000, aucune incidence n'est envisagée.

9. NOTICE DE SECURITE

9.1 Identification des risques

Compte-tenu de l'activité, les risques envisagés sont les suivants :

| Type de risque | Installations concernées | Effets potentiels |
|---------------------------|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| Départ de feu et incendie | Zones de stockage (présence de combustibles) Locaux techniques | Effets thermiques |
| Déversement accidentel | Eaux d'extinction d'incendie | Pollution du milieu naturel |

Le scénario dimensionnant en termes de risques est l'incendie d'une cellule de stockage. Ce phénomène dangereux sera modélisé dans la suite de l'étude.

9.2 Évaluation de l'intensité du phénomène dangereux d'incendie

9.2.1. Méthodologie

L'outil de modélisation retenu pour évaluer les distances d'effets thermiques est FLUMilog, logiciel dédié à la modélisation des incendies d'entrepôts. FLUMilog est adapté aux activités de ce site car :

- Les combustibles divers stockés sur site sont pris en compte par l'outil
- Les stockages sont réalisés dans des cellules d'entrepôts.

Le développement de FLUMilog a plus particulièrement impliqué trois centres techniques (INERIS, CTICM et CNPP) auxquels sont ensuite venus s'associer l'IRSN et Efectis France.

L'outil a été construit sur la base d'une confrontation des différentes méthodes utilisées par ces centres techniques complétée par des essais à moyenne échelle et d'un essai à grande échelle.

Cette méthode prend en compte les paramètres prépondérants dans la construction des entrepôts afin de représenter au mieux la réalité, notamment :

- Nature et résistance de la toiture ;
- Surface des exutoires de fumées ;
- Nature et comportement au feu des parois.

FLUMilog prend également en compte les modalités de stockage (masse ou paletier) et permet de configurer l'organisation des stockages (hauteur de stockage, dimensions des racks et îlots, largeur et longueur des allées...) dans 3 cellules maximum.

Chaque modélisation fait l'objet d'un rapport qui présente les hypothèses retenues (dispositions constructives, organisation des stockages, type de produits mis en jeu...) et donne :

- La durée d'incendie pour chaque cellule de stockage ;
- La cartographie des effets thermiques maximum pour chaque cellule (cas de plusieurs cellules modélisées).

Les seuils à étudier dans le cadre de la modélisation des flux thermiques sont issus de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers.

Les seuils à retenir sont les suivants :

- Les seuils des effets irréversibles pour la zone des dangers significatifs pour la vie humaine ;
- Les seuils des effets létaux pour la zone des dangers graves pour la vie humaine ;
- Les seuils des effets létaux significatifs pour la zone des dangers très graves pour la vie humaine.

Effets sur les structures :

- 200 kW/m² pour le seuil de ruine du béton en quelques dizaines de minutes ;
- 20 kW/m² pour le seuil des dégâts très graves sur les structures béton ;
- 16 kW/m² pour le seuil des dégâts très graves sur les structures, hors structures béton ;
- 8 kW/m² pour le seuil des effets dominos et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures ;
- 5 kW/m² pour le seuil des destructions des vitres significatives.

Effets sur l'homme :

- 8 kW/m² pour le seuil des effets létaux significatifs ;
- 5 kW/m² pour le seuil des effets létaux ;
- 3 kW/m² pour le seuil des effets irréversibles.

9.2.2. Application au site

Le phénomène dangereux étudié est donc un incendie de l'entrepôt (départ depuis la cellule n°1, la plus défavorable) afin d'identifier les impacts, en particulier en limite de propriété.

- Hypothèses et paramètres de calcul :
 - Mur extérieur côté ouest et séparatif : REI 120 ;
 - Murs extérieurs Nord, Est et Sud : REI 15 ;
 - Désenfumage : méthode quantitative selon plan de masse ;
 - Écran de cantonnement : 2 m ;
 - Stockage en paletier ;
 - Hauteur maximale de stockage : 8 m ;
 - Type de produit : palette type pour la rubrique 1510

Le rapport complet FLUMilog est présentés en Annexe 1.

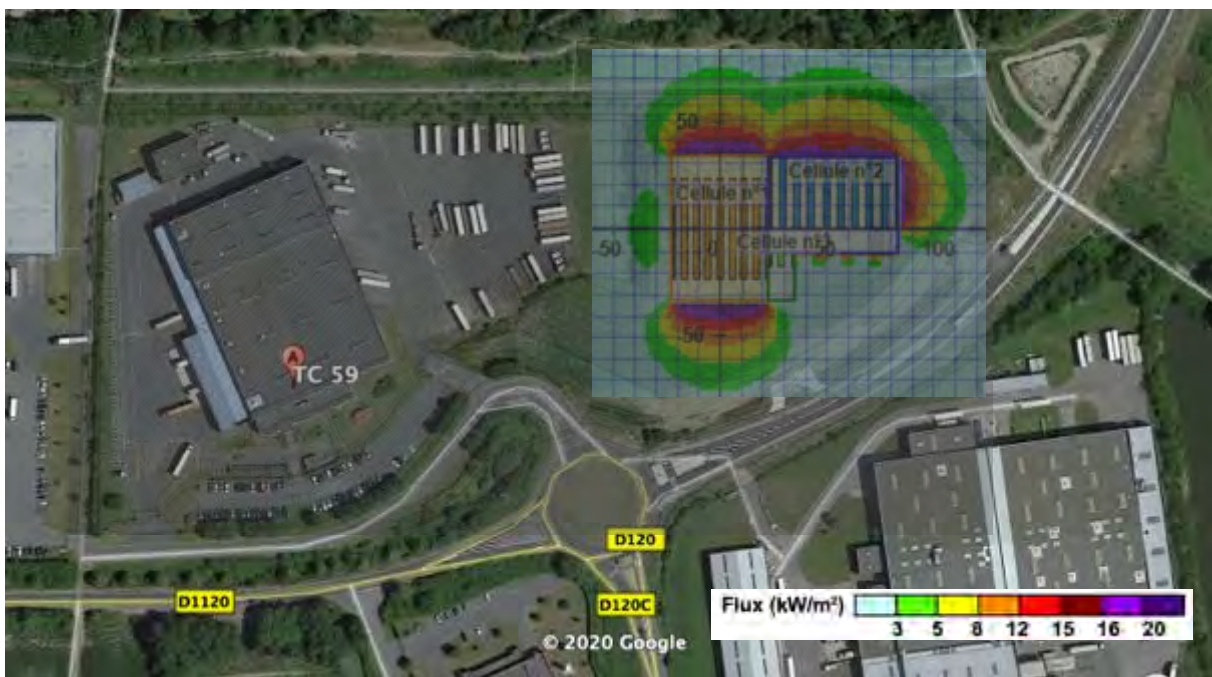


Figure 16 : Cartographie des effets thermiques

La Figure 13 met en évidence l'absence d'effets domino ou létaux au-delà des limites de propriété (flux > 5kW/m²).

Les effets thermiques irréversibles (flux > 3kW/m²) dépassent de 15 mètres les limites de propriété au droit du bâtiment façade Nord, sans affecter aucun immeuble de grande hauteur, aucun ERP, aucune voie ferrée, aucune voie, aucune réserve incendie, ni aucunes voies routières à grande circulation autre que celles desservant l'entrepôt.

Le flux atteint uniquement : les bassins d'infiltration et de rétention situé au nord est du site, point conforme, les voies de circulation desservant l'entrepôt. A l'extérieur de site, aucune voie de quelque nature que ce soit n'est impactée.

9.2.3. Remarque relative aux effets toxiques

Les entrepôts comprennent notamment le stockage de matières plastiques.

Portées à haute température, ces matériaux génèrent des produits de dégradation, des adjuvants ou des monomères résiduels. La nature de ces émissions et leurs caractéristiques dépendent de nombreux facteurs. Si certains peuvent être maîtrisés comme la nature et la quantité des matériaux stockés (état des stocks), les conditions de l'incendie vont influencer sur les produits de dégradation générés, et également sur les conditions de dispersion atmosphérique et donc sur les concentrations auxquelles seront potentiellement exposés des riverains en cas de sinistre.

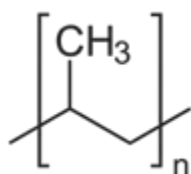
L'état des connaissances permet d'identifier les substances susceptibles d'être générées en cas d'incendie de matières plastiques (Voir ci-après pour le polypropylène et le polyéthylène), à la fois par les phénomènes de pyrolyse et de combustion (Produits de dégradation thermique des matières plastiques - INRS - ND 2097-174-99), mais ne permet pas de déterminer de manière précise les quantités de polluants susceptibles d'être générés.

Les principaux produits de dégradation thermiques restent le monoxyde et dioxyde de carbone, dont l'inhalation du premier est la principale cause démontrée d'effets mortels dus à des incendies. Les autres produits de dégradation vont rendre les fumées irritantes, épaisses, acides, narcotiques, dont l'effet est que des personnes prises dans un incendie risquent d'être exposées à des concentrations de CO plus longtemps qui si du CO seul était dégagé par l'incendie, et en fait, suffisamment longtemps pour en mourir (Instruction de sécurité - Commission Technical Inspection and Safety du CERN - 1995).

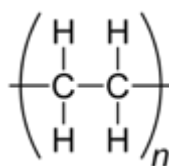
Cette approche est implicitement confirmée par la synthèse des éléments de l'accidentologie présentée par l'INERIS dans son rapport OMEGA-16 (Toxicité et dispersion des fumées d'incendie - DRA 46055-CL57149 - 2005), qui note que dans la grande majorité des incendies, les personnes intoxiquées sont des pompiers ou du personnel du site industriel concerné.

Toutefois, afin de prendre en compte l'ensemble des produits susceptibles d'entrer dans la composition des fumées et de tenir compte du potentiel toxique global on retiendra l'approche de l'INERIS décrit dans son rapport OMEGA-16 et qui permet de déterminer la composition des fumées sur la base d'un bilan matière et du devenir des molécules en présence dans les matériaux participants à l'incendie.

Les produits plastiques stockés sont majoritairement des produits de type polyéthylène ou polypropylène dont la composition est la suivante :



Polypropylène



Polyéthylène

Ces matières sont composées uniquement d'éléments carbone (C) et hydrogène (H).

Un très faible pourcentage (moins de 0,1%) est composé de polychlorure de vinyle (PVC) pouvant émettre des composés chlorés, notamment du chlorure d'hydrogène.

Lors de l'incendie, le carbone est oxydé pour donner les produits de décomposition oxyde de carbone et dioxyde de carbone avec un rapport de 10 / 90.

Seul le CO et le HCl sont reconnus comme toxiques, mais à des seuils relativement élevés.

| Élément | Produit de décomposition |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------|
| 1 mole de C | CO et CO ₂ , avec un ratio CO/CO ₂ molaire de 0.1 |
| 1 mole de Cl | 1 mole de HCl |

Les seuils à effets irréversibles (SEI), à effets létaux (SEL) et à effets létaux significatifs (SELS) retenus pour l'étude sont présentés dans le tableau ci-dessous. Ils correspondent à une durée d'exposition de 60 minutes.

| Polluant | SEI | SEL% | SELS |
|----------|---------|----------|----------------------------------------|
| CO | 800 ppm | 3200 ppm | Non déterminé (3200 ppm par défaut) |
| HCl | 40 ppm | 240 ppm | 379 ppm |

Du fait de la présence très importante de carbone dans ce type de matière, l'évaluation de la composition des fumées induit un débit de CO₂ de l'ordre de 10 à 1000 fois plus important que pour les autres composés.

Le CO₂, majoritaire, ne possédant pas de seuils d'effets (non dangereux), la toxicité du panache de fumées s'en trouve très fortement atténuée et aucun effet toxique au niveau du sol n'est à envisager.

9.3 Calcul des besoins en eau

La note de calcul D9 qui fixe les règles de calculs des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (DECI) est présentée en Annexe 2. La cellule la plus défavorable est la cellule 1, pour laquelle les besoins en eau sont de 300 m³/h vs. 270 m³/h pour la cellule 2.

Un Point d'Eau Incendie (PEI) est situé à proximité immédiate de Auby 2 et permet de fournir un débit de 120m³/h.

Ce PEI sera relayé sur le site par la mise en place de bassins incendie totalisant 400m³ en proximité immédiate du bâtiment, et présentant 3 aires d'aspiration.

L'ensemble de ce dispositif, visible en Annexe 8, permet de satisfaire le besoin en eaux d'extinction.

De même que pour la rétention des eaux d'extinction (Cf. 4.4.3), TC59 remet en conformité le besoin en eaux d'extinction pour Auby 1. Le besoin, en accord avec la note de calcul D9 présente en Annexe 4 est de 1020m³ (510m³/h pendant 2h).

Les réserves d'eau positionnées sur le site (visibles sur l'annexe 8) cumulent un total de 760m³.

Le PEI référencé 59028-00081, fournit un débit de 60m³/h lorsqu'il est utilisé en simultané avec le PEI 59028-00082. Le PEI référencé 59028-00082, fournit un débit de 70m³/h lorsqu'il est utilisé en simultané avec le PEI 59028-00082. Ces débits ont été mesurés par Noréade le 19/11/2020. Les 2 PEI assurent un donc débit cumulé de 130m³/h, soit 260m³ pendant 2 heures.

Le cumul des capacités internes et externes s'élève donc à 1020m³, satisfaisant les besoins selon le calcul D9.

L'ensemble du dispositif Auby 1 / Auby 2 a été présenté et accepté par le SDIS (Lieutenant Noël), et transmis au SDIS par une note de synthèse TILDA en date du 05/11/2020.

9.4 Prévention des déversements accidentels

Afin de confiner sur le site les eaux d'extinction d'incendie, des bassins étanches équipés d'un dispositif d'obturation en sortie (vanne) seront mis en place. La vanne est de type V, actionnée automatiquement et asservie au système de détection incendie.

La capacité des ouvrages est dimensionnée à l'aide du document technique D9A, selon les détails fournis au 4.4.3.

10. P.J. N°6 JUSTIFICATIF DES DISPOSITIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <p>1.1. Conformité de l'installation au dossier d'enregistrement</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation.</p> | <p>Objet du présent dossier.</p> |
| <p>1.2. Dossier installation classée</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> | <p>L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant.</p> |
| <p>1.3 Intégration dans le paysage</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, places sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <ul style="list-style-type: none">Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en oeuvre des bonnes pratiques notamment en ce qui concerne le désherbage. | <p>L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>1.4. Etat des matières stockées</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> | <p>Pas de matières dangereuses stockées sur site.</p> <p>Un état des stocks sera maintenu sur le site par le biais du WMS. Engagement de l'exploitant.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> | |
| <p>1.5. Dispositions en cas d'incendie</p> <p>En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.</p> <p>En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants et les eaux destinées à la consommation humaine, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.</p> | <p>L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant.</p> |
| <p>1.6.1. Plan des réseaux</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, | <p>Plan réseau, en Annexe 6</p> |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ● Les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.), ● Les secteurs collectés et les réseaux associés, ● Les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.), <p>Les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p> <p>Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> | |
| <p>1.6.2. Entretien et surveillance</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p> <p>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> | <p>Séparation des 3 assainissements (eaux de couverture / eaux de ruissellement / eaux usées et eaux vannes).</p> |
| <p>1.6.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets. Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● De matières flottantes ; ● De produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; ● De tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. | <p>L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant.</p> |
| <p>1.6.4. Eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p> | <p>Installation d'un séparateur d'hydrocarbures pour le traitement des eaux pluviales de voiries.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● pH compris entre 5,5 et 8,5 ; ● La couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; ● L'effluent ne dégage aucune odeur ; ● Teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; ● Teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; ● Teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; ● Teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parkings, etc.) de l'entrepôt en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10% du QMNA₅ du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10% de ce QMNA₅.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p> | <p>Voir note de calcul en Annexe 12</p> |
| <p>1.6.5. Eaux domestiques</p> <p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative. Elles sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p> | <p>Plan des réseaux en Annexe 6. Les eaux usées domestiques sont traitées par la station d'épuration de Auby, sous exploitation NOREADE.</p> |
| <p>1.7.1. Généralités</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; ● Trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; ● S'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; ● S'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. | <p>Voir chapitre 7.4</p> |
| <p>1.7.2. Stockage des déchets</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux</p> | |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p> | |
| <p>1.7.3. Gestion des déchets</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'Environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p> | <p>L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant.</p> |
| <p>2.1. Règles d'implantation</p> <p>Pour les installations soumises à enregistrement ou à autorisation, les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m², cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. - des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ; - des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises « et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt » conformes aux dispositions du point 4. de la présente annexe sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²), <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG « compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles</p> | <p>Voir chapitre 9.2 (modélisation FLUMilog).</p> <p>Les effets thermiques > 5kW/m² ne dépassent pas les limites de propriété, et n'affectent que les voies de circulation nécessaires à la desserte de l'entrepôt.</p> <p>Les effets thermiques irréversibles (flux > 3kW/m²) dépassent de 15 mètres les limites de propriété au droit du bâtiment façade Nord, sans affecter aucun immeuble de grande hauteur, aucun ERP, aucune voie ferrée, aucune voie, aucune réserve incendie ni aucune voies routières à grande circulation autre que celles desservant l'entrepôt. Le flux atteint le bassin d'infiltration situé au nord est du site, point conforme ; ainsi quelques arbustes en périphérie nord.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>d'être stockées » (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées « à hauteur de cible » par des études spécifiques dans le cas contraire. Les parois extérieures de l'entrepôt ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert, sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> <p>Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <ul style="list-style-type: none">- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m² en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt.</p> <p>Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale,</p> | <p>Distance mesurée sur plan = 20 m depuis la façade principale (Nord)</p> <p>Le parking VL est séparé du bâtiment par la voie engins. La distance minimale entre le parking et la paroi externe de l'entrepôt est de 8,26m.</p> <p>Pas de stockage extérieur sur site</p> |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de matières, produits ou déchets inflammables.</p> <p>A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.</p> | |
| <p>3.1. Accessibilité au site</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.</p> | <p>1 accès depuis la voirie publique de la zone d'activité (voir plan de masse en Annexe 3).</p> <p>Parkings prévus en dehors des voies de circulation. Quais de déchargement et chargement en dehors des voies de circulation.</p> <p>Disposition qui sera mise en œuvre par TC59.</p> |
| <p>3.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation</p> <p>Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none">● la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;● l'accès au bâtiment ;● l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;● l'accès aux aires de stationnement des engins. | <p>Voie conforme aux prescriptions, voir le plan de masse en Annexe 3.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente ● inférieure à 15 % ; ● dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; ● la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; ● chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; ● aucun obstacle n'est disposé entre la voie " engins " et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie " engins " est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p> | <p>Voirie de type BBSG 0/10, résistance sera conforme aux 320kN mini requis.</p> <p>Voie engins sur l'ensemble du périmètre (voir plan de masse en Annexe 3).</p> |
| <p>3.3.1. Aires de mise en station des moyens aériens</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2.</p> | <p>La voie engin respecte ces dispositions.</p> <p>Voir plan de masse en Annexe 3</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.</p> <p>Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont :</p> <ul style="list-style-type: none">● soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;● soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant. <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par « niveau » pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">● la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; | <p>3 Aires de 7x10m, voir plan Incendie en Annexe 8.</p> <p>Pas de plancher haut > 8 m dans les cellules</p> <p>3 Aires de 7x10m, voir plan Incendie en Annexe 8.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ● elle comporte une matérialisation au sol ; ● aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; ● la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; ● elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe. ● l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ; ● la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; ● la cellule ne comporte pas de mezzanine. | <p>Aires matérialisées au sol et maintenues accessibles, distantes de 1m du bâtiment.</p> |
| <p>3.3.2. Aires de stationnement des engins</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; ● elle comporte une matérialisation au sol ; ● elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; | <p>Voir plan Incendie en Annexe 8</p> <p>2 aires sont présentes de 4x8m, voir plan Incendie en Annexe 8, en accord avec le</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ● elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe. ● l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum. | <p>RDDECI59, accessible depuis http://www.sdis59.fr/IMG/pdf/RDDECI2017.pdf</p> <p>Aires matérialisées au sol et maintenus accessibles.</p> |
| <p>3.4. Accès aux issues et quais de déchargement</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p>Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. « Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables. »</p> <p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p> | <p>Voir plan RDC en Annexe 7</p> |
| <p>3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> | |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ● Des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; ● Des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. <p>Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p> | <p>L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant</p> |
| <p>4. Dispositions constructives</p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.</p> <p>L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées.</p> <p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Les éléments de « support de couverture » sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part : - ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</p> | <p>L'étude sera réalisée en phase exécution. Cette étude technique sera tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Structure confirmée R15.</p> <p>Murs extérieurs A2 s1 d0</p> <p>Éléments de support de couverture A2 s1 d0</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>- ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</p> <p>- ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> <p>Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</p> <p>Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloués par des parois au moins REI 60 et construits en matériaux de classe A2 s1 d0. Ils débouchent soit directement à l'air libre, soit dans un espace protégé. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont au moins E 60 C2.</p> <p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en</p> | <p>Voir Chapitre 4.3.4</p> <p>Pas de niveaux supérieurs.</p> <p>Présence d'un mur coupe-feu de hauteur 5,30m, dépassant de 1m la hauteur de la zone bureaux (4,25m) pour une toiture de cellule haute de 11,45m.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et intégrés au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>En ce qui concerne les cellules et chambres frigorifiques, les conditions d'application de ce point sont précisées au point 27.1 de la présente annexe.</p> | <p>Le plafond de la zone tertiaire est constitué d'une dalle REI120.</p> |
| <p>5. Désenfumage</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail ». La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs</p> | <p>Voir chapitre 4.3.4.2.</p> <p>Conforme (Voir chapitre 4.3.4.2.)</p> <p>Conforme (Voir chapitre 4.3.4.2.)</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| <p>d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p> <p>Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p> | <p>Conforme (Voir chapitre 4.3.4.2.)</p> |
| <p>6. Compartimentage</p> <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m³, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté.</p> <p>Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> | |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; ● les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu « équivalent » à celui exigé pour ces parois. « La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; » ● les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2 ; ● si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi. <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ● les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place. | <p>Voir Plan de masse en Annexe 3.</p> <p>Voir chapitre 4.3.4.</p> |
| <p>7. Dimensions des cellules</p> <p>La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie ou 12 000 mètres carrés en présence de système d'extinction automatique d'incendie. La hauteur maximale des cellules est limitée à 23 mètres.</p> | <p>Voir plan de masse en Annexe 3.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| <p>Toutefois, sous réserve que l'exploitant s'engage, dans son dossier de demande, à maintenir un niveau de sécurité équivalent, le préfet peut également autoriser ou enregistrer l'exploitation de l'entrepôt dans les cas de figure ci-dessous :</p> <p>1. La surface des cellules peut dépasser 12 000 m² si leurs hauteurs respectives ne dépassent pas 13,70 m et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant ;</p> <p>2. La hauteur des cellules peut dépasser 23 m si leurs surfaces respectives sont inférieures ou égales à 6 000 m² et si le système d'extinction automatique d'incendie permet à lui seul l'extinction de l'incendie, est conçu à cet effet, et est muni d'un pompage redondant.</p> <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>Les dispositions du présent 7 s'appliquent sans préjudice de l'application éventuelle des articles 3 à 5 de l'arrêté.</p> | |
| <p>8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même</p> | |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none">● la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :● 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;● 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L ;● la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p> | <p>Pas de stockage de matières liquides dangereuses.</p> <p>Pas de mezzanine.</p> <p>Pas de stock de liquide inflammable</p> <p>Pas de stock de liquide inflammable</p> <p>Pas de stock de liquide inflammable</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite. »</p> | |
| <p>10. Stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">100 % de la capacité du plus grand réservoir ;50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Ce point ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> | <p>Pas de stockage de matières susceptibles de créer une pollution du sol ou des eaux.</p> |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p> | |
| <p>11. Eaux d'extinction incendie</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;- du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> | <p>L'ensemble des dispositions sera respecté par l'exploitant.</p> <p>Voir plan réseau (Annexe 6) + plan incendie pour confinement (Annexe 8).</p> <p>Voir chapitre 9.3.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020).</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> | |
| <p>12. Détection automatique d'incendie</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> | <p>Détection incendie de type 1, avec transmission à une société de télésurveillance : STD.</p> |
| <p>13. Moyens de lutte contre l'incendie</p> | |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">◆ d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ul style="list-style-type: none">a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <ul style="list-style-type: none">◆ d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;◆ de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;◆ le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le</p> | <p>Voir plan incendie en Annexe 8 et</p> <p>Cette disposition sera mise en œuvre.</p> <p>Localisation des RIA en annexe 9.</p> <p>Voir note de calcul D9 Annexe 2.</p> |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition</p> | <p>Engagement de l'exploitant</p> <p>Engagement de l'exploitant</p> <p>Engagement de l'exploitant</p> <p>Pas de système d'extinction automatique</p> <p>Engagement de l'exploitant</p> |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| <p>de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> | Engagement de l'exploitant |
| <p>14. Évacuation du personnel</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.</p> <p>En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p> | Voir plan RDC en Annexe 7. |
| <p>15. Installations électriques et équipements métalliques</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> | Installation électrique conforme à la norme NFC 15-100. |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.</p> | <p>Voir plan RDC en Annexe 7.</p> <p>Analyse risque foudre et étude technique des moyens de protection contre la foudre réalisées par l'APAVE. L'installation respectera les dispositions précisées dans ces études.</p> |
| <p>16. Eclairage</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> | <p>Éclairage type d0.</p> |
| <p>17. Ventilation et recharge de batteries</p> | |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.</p> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p>Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> | <p>VMC simple flux, voir plan RDC en Annexe 7.</p> <p>Pas de local de charge dédié. La charge s'effectue directement au sein de l'entrepôt par le biais de 2 chargeurs dont la puissance cumulée est inférieure au seuil de déclaration (11,4kW).</p> |
| <p>18.1. Chaufferie</p> <p>S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none">• une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;• un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; | <p>Absence de chaufferie.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. | |
| <p>18.2. Autres moyens de chauffage</p> <p>Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :</p> <ul style="list-style-type: none">les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ;la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ;les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ; | <p>Entrepôt non chauffé, uniquement zone bureaux, par climatisation réversible.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ● toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ; ● les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent. <p>Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.</p> <p>Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.</p> <p>Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p> | |
| <p>19. Nettoyage des locaux</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> | <p>L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant</p> |
| <p>20. Travaux de réparation et d'aménagement</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques recensées au deuxième alinéa « point 3.5 », les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> | |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">● la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;● l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;● les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;● l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;● lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> | <p>L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant</p> |
| <p>21. Consignes</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> | <p>Les consignes seront mises en œuvre par l'exploitant.</p> |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">● L'interdiction de fumer ;● L'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;● L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;● L'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;● Les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;● Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;● Les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;● Les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;● Les moyens de lutte contre l'incendie ;● Les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;● La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. | |
| <p>22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>« L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. »</p> | <p>L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant, en particulier :</p> <p>Des vérifications périodiques seront réalisées, et un registre des vérifications sera en place.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>23. Plan de défense incendie</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">● les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;● l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;● les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;● la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;● les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;● les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;● le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;● la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;● s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;● la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; | <p>Un plan de défense incendie sera rédigé et mis en œuvre avant la mise en exploitation du site. Engagement de l'exploitant.</p> |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">● la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;● la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;● les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;● les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none">● les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;● les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;● les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> | |

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ; ● les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe. | |
| <p>24.1. Valeurs limites de bruit</p> <p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Émergence : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés à du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ; ● Zones à émergence réglementée : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; ○ Les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; ○ L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> | <p>Mesures prévues dans l'année suivant l'installation. Anticipation d'aucun impact, l'activité demeurant en tout point semblable à celle existante aujourd'hui, sans modification de plage horaire travaillée d'une part, et absence de plainte du voisinage d'autre part.</p> |

| Prescription de l'arrêté | | | Disposition Projet Auby 2 | | | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------|----------|-----------------------|----------|----------|--|
| <table border="1"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td> <td>8 dB (A)</td> <td>4 dB (A)</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td> <td>5 dB (A)</td> <td>3 dB (A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> | | | NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) | ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés | ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés | Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 8 dB (A) | 4 dB (A) | Supérieur à 45 dB (A) | 5 dB (A) | 3 dB (A) | |
| NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) | ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés | ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés | | | | | | | | | | |
| Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 8 dB (A) | 4 dB (A) | | | | | | | | | | |
| Supérieur à 45 dB (A) | 5 dB (A) | 3 dB (A) | | | | | | | | | | |
| <p>24.2. Véhicules - engins de chantier</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> | | | Engagement de l'exploitant. Pas de PL supplémentaire en comparaison à la situation existante. | | | | | | | | | |
| <p>24.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation, puis au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p> | | | L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant | | | | | | | | | |
| 25. Surveillance | | | | | | | | | | | | |

TC59
Dossier d'Enregistrement

| Prescription de l'arrêté | Disposition Projet Auby 2 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.</p> | <p>Présence de personnel TC59 du dimanche 21h30 au samedi 14h30.</p> <p>Système de télésurveillance 24/7 sous-traitée (actuellement à la société STD).</p> |
| <p>26. Remise en état après exploitation</p> <p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">● Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;● Les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont, si possible, enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface. | <p>L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant.</p> |

Tableau 7 : Tableau de conformité à l'AMPG 1510

11. DEMANDE D'AMENAGEMENT

Aucune

12. PROPOSITION SUR LE TYPE D'USAGE FUTUR DU SITE

12.1 Cessation d'activité

En cas de cessation d'activité, les mesures suivantes sont proposées par l'exploitant :

- Évacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- Interdictions ou limitations d'accès ;
- Suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- Surveillance des effets de l'installation.

Ces mesures ont été proposées par courrier recommandé A/R à la fois à la communauté d'agglomération du Douaisis (CAD) et à la mairie de Auby, voir Annexes 10 et 18.

Le courrier de la mairie ayant été envoyé le 23/12/2020, le délai de 45 jours est dépassé et l'avis réputé favorable. Celui de la CAD a été envoyé le 23/02/2021, à ce stade sans retour malgré la relance du 02/03/2021.

12.2 Usage futur

Lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, la société TC59 propose de réserver un usage industriel ou artisanal au site étant donné sa localisation dans une zone d'activité.

13. ETUDE BIBLIOGRAPHIQUE FAUNE/FLORE

Une étude bibliographique a été menée dans le cadre de ce projet et est disponible en Annexe 19.

Étant donné :

- La distance de 1,4km séparant le site de de la 1^{ère} zone Natura2000 associée à la nature du projet (entrepôt uniquement, absence d'émissions atmosphériques) qui amène à une absence d'évaluation d'incidence Natura2000 ;
- Le projet implanté hors Zone Humide ;
- L'environnement direct du site de type industriel (trafic routier et nuisances lumineuses nocturnes) défavorable au développement faune/flore ;
- Les potentiels d'impact plafonnées à un enjeu modéré (soit d'un niveau 2 sur 4) ;
- Les mesures d'évitement et de réduction qui seront mises en place telles que proposées dans l'étude ;

Il est possible de considérer que les impacts du projet sur la faune/flore peuvent être jugés acceptables.

14. ANNEXES

14.1 Annexe 1 : P.J. n°18 : Note FlumiLOG (12 pages)

The logo for FLUMiLOG, with 'FLUM' in blue and 'ilog' in green, set against a background of colorful, blurred light spots.

Interface graphique v.5.4.0.4
Outil de calculV5.4

Flux Thermiques Détermination des distances d'effets

| | |
|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Utilisateur : | |
| Société : | |
| Nom du Projet : | TC2_LP_1 |
| Cellule : | |
| Commentaire : | |
| Création du fichier de données d'entrée : | 19/11/2020 à 17:29:53 avec l'interface graphique v. 5.4.0.4 |
| Date de création du fichier de résultats : | 19/11/20 |

Page 1

TC2_LP_1

FLUMilog

I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

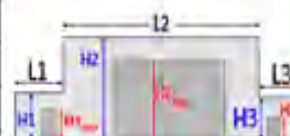
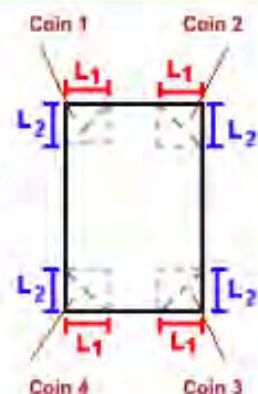
Hauteur de la cible : **1,8 m**

Données murs entre cellules

REI C1/C2 : **120 min** ; REI C1/C3 : **120 min**

Géométrie Cellule1

| Nom de la Cellule :Cellule n°1 | | | |
|------------------------------------|-------------|------------|------------|
| Longueur maximum de la cellule (m) | 66,9 | | |
| Largeur maximum de la cellule (m) | 45,0 | | |
| Hauteur maximum de la cellule (m) | 11,5 | | |
| Coin 1 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Coin 2 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Coin 3 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Coin 4 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Hauteur complexe | | | |
| | 1 | 2 | 3 |
| L (m) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| H (m) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| H sto (m) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |



Toiture

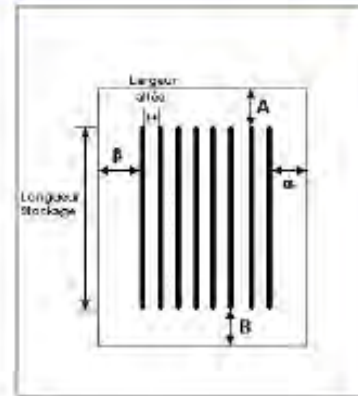
| | |
|-------------------------------------|-------------------------------|
| Résistance au feu des poutres (min) | 120 |
| Résistance au feu des pannes (min) | 120 |
| Matériaux constituant la couverture | metallique simple peau |
| Nombre d'exutoires | 14 |
| Longueur des exutoires (m) | 3,0 |
| Largeur des exutoires (m) | 2,0 |

TC2_LP_1

FLUMilog

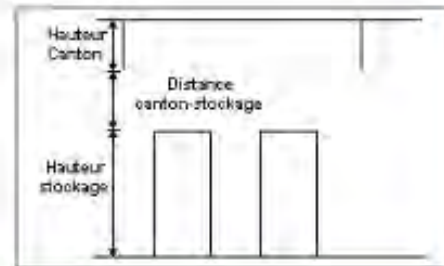
Stockage de la cellule : Cellule n°1

| | |
|----------------------------------------------|---------------|
| Nombre de niveaux | 1 |
| Mode de stockage | Rack |
| Dimensions | |
| Longueur de stockage | 47,0 m |
| Déport latéral α | 0,0 m |
| Déport latéral β | 0,0 m |
| Longueur de préparation A | 10,0 m |
| Longueur de préparation B | 0,0 m |
| Hauteur maximum de stockage | 8,0 m |
| Hauteur du canton | 2,0 m |
| Ecart entre le haut du stockage et le canton | 1,5 m |



Stockage en rack

| | |
|------------------------------------|-----------------------------------|
| Sens du stockage | dans le sens de la paroi 1 |
| Nombre de double racks | 7 |
| Largeur d'un double rack | 3,0 m |
| Nombre de racks simples | 2 |
| Largeur d'un rack simple | 1,5 m |
| Largeur des allées entre les racks | 2,0 m |



Palette type de la cellule Cellule n°1

Dimensions Palette

| | | |
|--------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| Longueur de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | La longueur de la palette est très inférieure à la largeur du rack. |
| Largeur de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | |
| Hauteur de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | |
| Volume de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | |
| Nom de la palette : | Palette type 1510 | Poids total de la palette : Par défaut |

Composition de la Palette (Masse en kg)

| | | | | | | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

| | | | | | | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

| | | | |
|-----|-----|-----|-----|
| NC | NC | NC | NC |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Données supplémentaires

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| Durée de combustion de la palette : | 45,0 min |
| Puissance dégagée par la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette |
| Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW | |

TC2_LP_1

FLUMilog

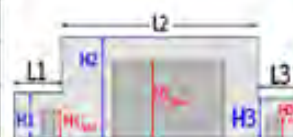
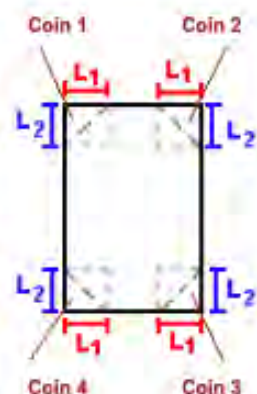
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

Hauteur de la cible : **1,8 m**

Géométrie Cellule2

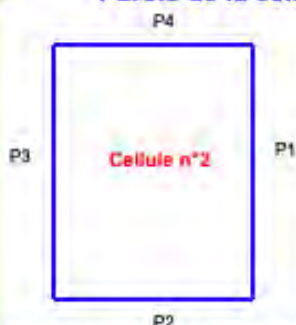
| Nom de la Cellule : Cellule n°2 | | | |
|------------------------------------|-------------|--------|-----|
| Longueur maximum de la cellule (m) | 45,0 | | |
| Largeur maximum de la cellule (m) | 61,0 | | |
| Hauteur maximum de la cellule (m) | 11,5 | | |
| Coin 1 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Coin 2 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Coin 3 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Coin 4 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Hauteur complexe | | | |
| | 1 | 2 | 3 |
| L (m) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| H (m) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| H sto (m) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |



Toiture

| | |
|-------------------------------------|-------------------------|
| Résistance au feu des poutres (min) | 120 |
| Résistance au feu des pannes (min) | 120 |
| Matériaux constituant la couverture | metallicque simple peau |
| Nombre d'exutoires | 13 |
| Longueur des exutoires (m) | 3,0 |
| Largeur des exutoires (m) | 3,0 |

Parois de la cellule : Cellule n°2



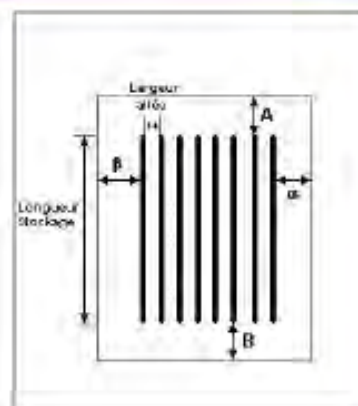
| | Paroi P1 | Paroi P2 | Paroi P3 | Paroi P4 |
|--------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Composantes de la Paroi | Monocomposante | Multicomposante | Monocomposante | Monocomposante |
| Structure Support | Autostable | Autostable | Autostable | Autostable |
| Nombre de Portes de quais | 0 | 4 | 0 | 2 |
| Largeur des portes (m) | 0,0 | 3,0 | 0,0 | 4,0 |
| Hauteur des portes (m) | 4,0 | 4,0 | 4,0 | 4,0 |
| | Un seul type de paroi | Partie en haut à gauche | Un seul type de paroi | Un seul type de paroi |
| Matériau | Isolage simple peau | Isolage simple peau | Isolage simple peau | Isolage simple peau |
| R(i) : Résistance Structure(min) | 15 | 0 | 120 | 15 |
| E(i) : Etanchéité aux gaz (min) | 15 | 0 | 120 | 15 |
| I(i) : Critère d'isolation de paroi (min) | 15 | 0 | 120 | 15 |
| Y(i) : Résistance des Fixations (min) | 15 | 0 | 120 | 15 |
| Largeur (m) | | 12,5 | | |
| Hauteur (m) | | 6,0 | | |
| | | Partie en haut à droite | | |
| Matériau | | Isolage simple peau | | |
| R(i) : Résistance Structure(min) | | 0 | | |
| E(i) : Etanchéité aux gaz (min) | | 0 | | |
| I(i) : Critère d'isolation de paroi (min) | | 0 | | |
| Y(i) : Résistance des Fixations (min) | | 0 | | |
| Largeur (m) | | 48,5 | | |
| Hauteur (m) | | 5,8 | | |
| | | Partie en bas à gauche | | |
| Matériau | | Isolage simple peau | | |
| R(i) : Résistance Structure(min) | | 0 | | |
| E(i) : Etanchéité aux gaz (min) | | 0 | | |
| I(i) : Critère d'isolation de paroi (min) | | 0 | | |
| Y(i) : Résistance des Fixations (min) | | 0 | | |
| Largeur (m) | | 12,5 | | |
| Hauteur (m) | | 5,8 | | |
| | | Partie en bas à droite | | |
| Matériau | | Isolage simple peau | | |
| R(i) : Résistance Structure(min) | | 0 | | |
| E(i) : Etanchéité aux gaz (min) | | 0 | | |
| I(i) : Critère d'isolation de paroi (min) | | 0 | | |
| Y(i) : Résistance des Fixations (min) | | 0 | | |
| Largeur (m) | | 48,5 | | |
| Hauteur (m) | | 5,8 | | |

TC2_LP_1

FLUMilog

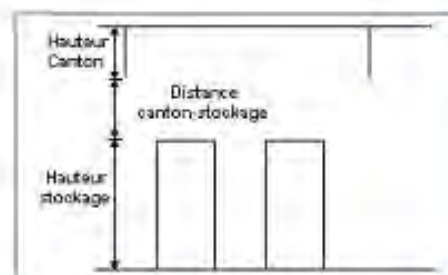
Stockage de la cellule : Cellule n°2

| | |
|----------------------------------------------|--------|
| Nombre de niveaux | 1 |
| Mode de stockage | Rack |
| Dimensions | |
| Longueur de stockage | 33,0 m |
| Déport latéral α | 0,0 m |
| Déport latéral β | 0,0 m |
| Longueur de préparation A | 0,0 m |
| Longueur de préparation B | 12,0 m |
| Hauteur maximum de stockage | 8,0 m |
| Hauteur du canton | 2,0 m |
| Ecart entre le haut du stockage et le canton | 1,5 m |



Stockage en rack

| | |
|------------------------------------|----------------------------|
| Sens du stockage | dans le sens de la paroi 1 |
| Nombre de double racks | 0 |
| Largeur d'un double rack | 3,0 m |
| Nombre de racks simples | 2 |
| Largeur d'un rack simple | 1,5 m |
| Largeur des allées entre les racks | 3,8 m |



Palette type de la cellule Cellule n°2

Dimensions Palette

| | | |
|--------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| Longueur de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | La longueur de la palette est très inférieure à la largeur du rack. |
| Largeur de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | |
| Hauteur de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | |
| Volume de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | |
| Nom de la palette : | Palette type 1510 | Poids total de la palette : Par défaut |

Composition de la Palette (Masse en kg)

| | | | | | | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| NC | NC | NC | NC | | | |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | |

Données supplémentaires

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Durée de combustion de la palette : | 45,0 min |
| Puissance dégagée par la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette |
| Rappel : les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW | |

TC2_LP_1

FLUMilog

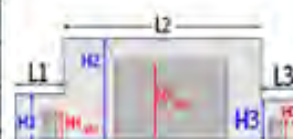
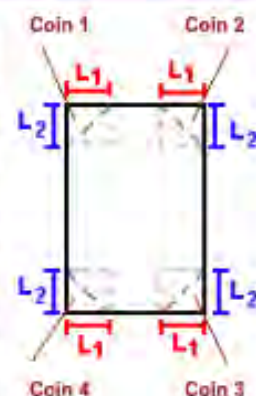
I. DONNEES D'ENTREE :

Donnée Cible

Hauteur de la cible : 1,8 m

Géométrie Cellule3

| Nom de la Cellule :Cellule n°3 | | | |
|------------------------------------|-------------|--------|-----|
| Longueur maximum de la cellule (m) | 22,0 | | |
| Largeur maximum de la cellule (m) | 12,5 | | |
| Hauteur maximum de la cellule (m) | 11,5 | | |
| Coin 1 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Coin 2 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Coin 3 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Coin 4 | non tronqué | L1 (m) | 0,0 |
| | | L2 (m) | 0,0 |
| Hauteur complexe | | | |
| | 1 | 2 | 3 |
| L (m) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| H (m) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| H sto (m) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |



Toiture

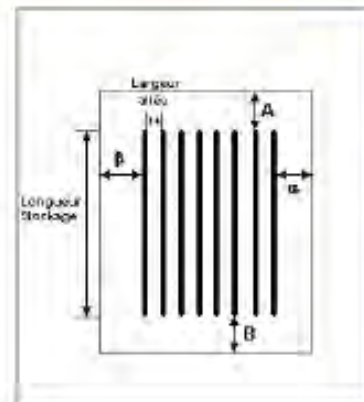
| | |
|-------------------------------------|-----------------------|
| Résistance au feu des poutres (min) | 120 |
| Résistance au feu des pannes (min) | 120 |
| Matériaux constituant la couverture | metalique simple peau |
| Nombre d'exutoires | 1 |
| Longueur des exutoires (m) | 3,0 |
| Largeur des exutoires (m) | 2,0 |

TC2_LP_1

FLUMilog

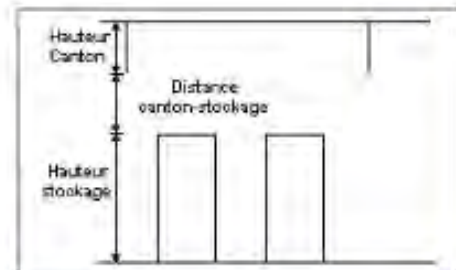
Stockage de la cellule : Cellule n°3

| | |
|----------------------------------------------|--------|
| Nombre de niveaux | 1 |
| Mode de stockage | Rack |
| Dimensions | |
| Longueur de stockage | 6,0 m |
| Déport latéral α | 0,0 m |
| Déport latéral β | 0,0 m |
| Longueur de préparation A | 0,0 m |
| Longueur de préparation B | 16,0 m |
| Hauteur maximum de stockage | 8,0 m |
| Hauteur du canton | 2,0 m |
| Ecart entre le haut du stockage et le canton | 1,5 m |



Stockage en rack

| | |
|------------------------------------|----------------------------|
| Sens du stockage | dans le sens de la paroi 1 |
| Nombre de double racks | 1 |
| Largeur d'un double rack | 3,0 m |
| Nombre de racks simples | 2 |
| Largeur d'un rack simple | 1,5 m |
| Largeur des allées entre les racks | 3,3 m |



Palette type de la cellule Cellule n°3

Dimensions Palette

| | | |
|--------------------------|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| Longueur de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | Longueur de la palette est très inférieure à la largeur du rack. |
| Largeur de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | |
| Hauteur de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | |
| Volume de la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette | |
| Nom de la palette : | Palette type 1510 | Poids total de la palette : Par défaut |

Composition de la Palette (Masse en kg)

| | | | | | | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

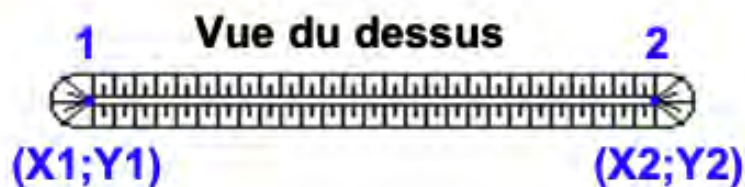
| | | | | | | |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

| | | | |
|-----|-----|-----|-----|
| NC | NC | NC | NC |
| 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Données supplémentaires

| | |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Durée de combustion de la palette : | 45,0 min |
| Puissance dégagée par la palette : | Adaptée aux dimensions de la palette |
| Rappel : | les dimensions standards d'une Palette type 1510 sont de 1,2 m * 0,8 m x 1,5 m, sa puissance est de 1525,0 kW |

Merlons



| Merlon n° | Hauteur (m) | Coordonnées du premier point | | Coordonnées du deuxième point | |
|-----------|-------------|------------------------------|--------|-------------------------------|--------|
| | | X1 (m) | Y1 (m) | X2 (m) | Y2 (m) |
| 1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 5 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 10 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 11 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 12 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 13 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 14 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 15 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 16 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 17 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 18 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 19 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 20 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

TC2_LP_1

FLUMilog

II. RESULTATS :

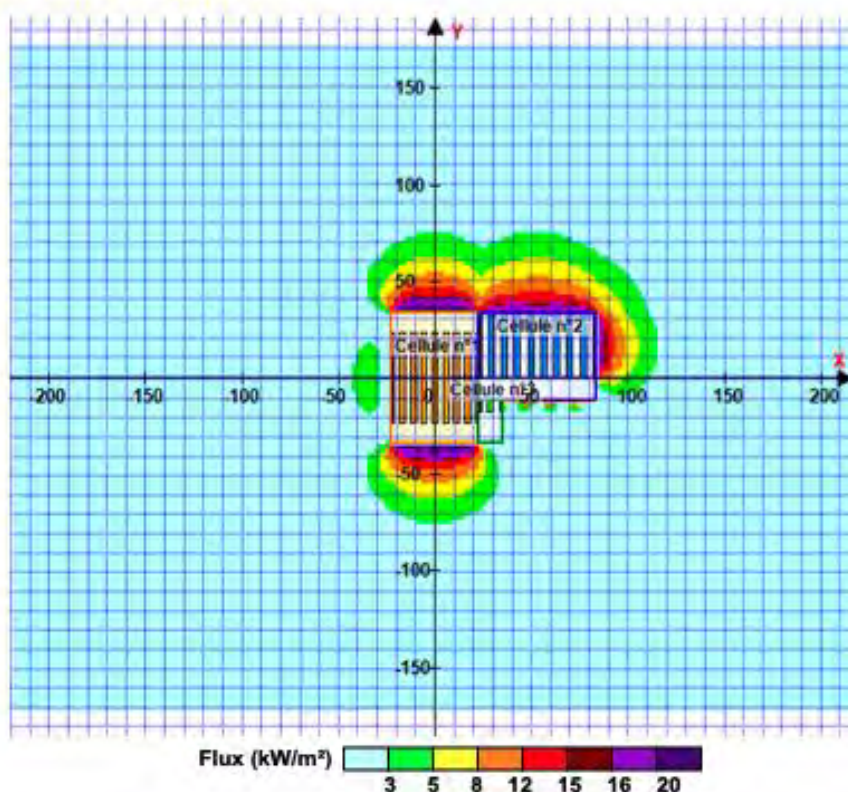
Départ de l'incendie dans la cellule : **Cellule n°1**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°1 **114,0 min**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°2 **108,0 min**

Durée de l'incendie dans la cellule : Cellule n°3 **122,0 min**

Distance d'effets des flux maximum



Avertissement: Dans le cas d'un scénario de propagation, l'interface de calcul Flumilog ne vérifie pas la cohérence entre les saisies des caractéristiques des parois de chaque cellule et la saisie de tenue au feu des parois séparatives indiquée en page 2 de la note de calcul.

Pour information : Dans l'environnement proche de la flamme, le transfert convectif de chaleur ne peut être négligé. Il est donc préconisé pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 m de retenir une distance d'effets de 5 m et pour celles comprises entre 6 m et 10 m de retenir 10 m.

Page 12

14.2 Annexe 2 : P.J. n°19 : Note de calcul D9 Auby 2

Pour la cellule 1 (la plus défavorable)

| ETABLISSEMENT : TC59 | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-----------------|-----------------------------------------------|
| DESCRIPTION SOMMAIRE DU RISQUE : Incendie cellule 1 | | | | |
| NATURE DU DOSSIER : Enregistrement | | | | |
| CRITERE | COEFFICIENTS ADDITIONNELS | COEFFICIENTS RETENUS POUR LE CALCUL | | COMMENTAIRES |
| Hauteur de stockage ^{(1) (2) (3)} | | <i>Activité</i> | <i>Stockage</i> | |
| Jusqu'à 3 m | 0 | NON | NON | |
| Jusqu'à 8 m | 0,1 | NON | OUI | |
| Jusqu'à 12 m | 0,2 | NON | NON | |
| Jusqu'à 30 m | 0,5 | NON | NON | |
| Jusqu'à 40 m | 0,7 | NON | NON | |
| Au-delà de 40 m | 0,8 | NON | NON | |
| | | 0 | 0,3 | |
| Type de construction ⁽⁴⁾ | | | | |
| Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 60 | -0,1 | NON | NON | |
| Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 30 | 0 | NON | NON | |
| Résistance mécanique de l'ossature < R 30 | 0,1 | NON | OUI | |
| | | 0 | 0,3 | |
| Matériaux aggravants | | | | |
| Présence d'au moins un matériau aggravant ⁽⁵⁾ | 0,1 | NON | NON | |
| | | 0 | 0 | |
| Types d'interventions internes | | | | |
| Accueil 24h/24 (présence permanente à l'entrée) | -0,1 | NON | NON | |
| DAI généralisée reportée 24h/24 7j/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24h/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appels ⁽⁶⁾ | -0,1 | NON | OUI | |
| Service de sécurité incendie ou équipe de seconde intervention avec moyens appropriés en mesure d'intervenir 24h/24 ⁽⁷⁾ | -0,3 | NON | NON | |
| | | 0 | -0,1 | |
| Somme des Coefficients | | 0 | 0,1 | |
| 1 + Somme des coefficients | | | 1,1 | |
| Surface de référence (S en m²) | | | 2993,00 | |
| $Q_i = 30 \times (S/500) \times (1 + \sum \text{Coeff})$ ⁽⁸⁾ | | 0,00 | 107,94 | |
| Catégorie de risque ⁽⁹⁾ | | RF | 2 | |
| Risque faible : QRF = $Q_i \times 0,5$ | | 0 | | |
| Risque 1 : $Q_1 = Q_i \times 1$ | | | | |
| Risque 2 : $Q_2 = Q_i \times 1,5$ | | | 296,307 | |
| Risque 3 : $Q_3 = Q_i \times 2$ | | | | |
| Risque protégé par une installation d'extinction automatique à eau ⁽¹⁰⁾ : QRF, Q1, Q3 ou Q3/2 | | NON | NON | |
| DEBIT CALCULÉ ⁽¹¹⁾ (Q en m³/h) | | 0 | 296,307 | |
| DEBIT REQUIS ^{(12) (13) (14)} (Q en m³/h) | | | 300 | arrondi au multiple de 30 m³/h le plus proche |

⁽¹⁾ Sans autre précision, la hauteur de stockage doit être considérée comme étant égale à la hauteur du bâtiment moins 1 m (cas des bâtiments de stockage).

⁽²⁾ En cas de présence exclusive de liquides inflammables ou combustibles (point d'éclair inférieur à 93 °C) dans des contenants de capacité unitaire > 1 m³, retenir un coefficient égal à 0 (valable pour les stockages et les activités).

⁽³⁾ Pour les activités, retenir un coefficient égal à 0.

⁽⁴⁾ Pour ce coefficient, ne pas tenir compte de l'installation d'extinction automatique à eau.

⁽⁵⁾ Qi : débit intermédiaire du calcul en m³/h

⁽⁶⁾ La catégorie de risque est fonction du classement des activités et stockages (voir annexe 1)

⁽⁷⁾ Les matériaux aggravants à prendre en compte sont :

- fluide caloporteur organique combustible d'une capacité de plus de 1 m³ ;
- panneaux sandwichs à isolant combustible présentant un classement de réaction au feu B s& d0 ou inférieur selon l'arrêté du 21 novembre 2002 ;
- bardage extérieur combustible (bois, matières plastiques) ;
- revêtement d'étanchéité bitumé sur couverture (sauf couverture en béton) ;
- aménagement intérieurs en bois (planchers, sous toiture, etc.) ;
- matériaux d'isolation thermique combustibles en façade et en toiture (matières plastiques, matériaux biosourcés, etc.) ;
- panneaux photovoltaïques.

Si la catégorie de risque retenue est déjà majorée du fait de la présence de panneau sandwichs (voir chapitre 4.1.2), ceux-ci ne sont plus considérés comme des matériaux aggravants.

⁽⁸⁾ Une installation d'extinction automatique à eau de type sprinkleur peut faire office de détection automatique d'incendie.

⁽⁹⁾ La présence seule d'équipiers de première intervention ou d'un service de sécurité utilisant uniquement des moyens de premières intervention (extincteurs, RIA) ne permet pas de retenir cette minoration.

⁽¹⁰⁾ Qi : débit intermédiaire du calcul en m³/h.

⁽¹¹⁾ La catégorie de risque RF, 1, 2, ou 3 est fonction du classement des activités et stockages référencés en annexe 1. Pour le risque RF, voir également le chapitre 4.1.2.

⁽¹²⁾ Un risque est considéré comme protégé par une installation d'extinction automatique à eau si :

- protection autonome, complète (couvrant l'ensemble de la surface de référence) et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ;
- installation entretenue et vérifiée régulièrement ;
- installation en service en permanence.

⁽¹³⁾ Le débit calculé correspond à la somme des débits liés aux activités et aux stockages dans la surface de référence considérée.

⁽¹⁴⁾ Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m³/h

⁽¹⁵⁾ Le débit retenu sera limité à 720 m³/h en cas de risque protégé par un système d'extinction automatique à eau. Tout résultat supérieur sera ramené à cette valeur.

⁽¹⁶⁾ La quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression (voir chapitre 5, alinéa 9) doit être distribuée par des points d'eau incendie situés à moins de 100 m des accès principaux des bâtiments et distants entre eux de 150 m maximum. Par ailleurs, les points d'eau incendie seront positionnés dans la mesure du possible de telle sorte que l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir ne puisse excéder 5 kW/m².

Pour la cellule 2

| ETABLISSEMENT : TC59 | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------|
| DESCRIPTION SOMMAIRE DU RISQUE : Incendie cellule 2 | | | | |
| NATURE DU DOSSIER : Enregistrement | | | | |
| CRITERE | COEFFICIENTS ADDITIONNELS | COEFFICIENTS RETENUS POUR LE CALCUL | | COMMENTAIRES |
| Hauteur de stockage ^{(1) (2) (3)} Jusqu'à 3 m Jusqu'à 8 m Jusqu'à 12 m Jusqu'à 30 m Jusqu'à 40 m Au-delà de 40 m | | <i>Activité</i> | <i>Stockage</i> | |
| | | 0 | NON | NON |
| | | 0,1 | NON | OUI |
| | | 0,2 | NON | NON |
| | | 0,5 | NON | NON |
| | | 0,7 | NON | NON |
| | | 0,8 | NON | NON |
| | | 0 | 0,1 | |
| Type de construction ⁽⁴⁾ Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 60 Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 30 Résistance mécanique de l'ossature < R 30 | | NON | NON | |
| | -0,1 | NON | NON | |
| | 0 | NON | NON | |
| | 0,1 | NON | OUI | |
| | | 0 | 0,1 | |
| Matériaux aggravants Présence d'au moins un matériau aggravant ⁽⁵⁾ | 0,1 | NON | NON | |
| | | 0 | 0 | |
| Types d'interventions internes Accueil 24h/24 (présence permanente à l'entrée) DAI généralisée reportée 24h/24 7j/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24h/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appels ⁽⁶⁾ Service de sécurité incendie ou équipe de seconde intervention avec moyens appropriés en mesure d'intervenir 24h/24 ⁽⁷⁾ | -0,1 | NON | NON | |
| | -0,1 | NON | OUI | |
| | -0,3 | NON | NON | |
| | | 0 | 0 | -0,1 |
| Somme des Coefficients | | 0 | 0,1 | |
| 1 + Somme des coefficients | | 1 | 1,1 | |
| Surface de référence (S en m ²) | | | 2800,00 | |
| Qi = 30 x (S/500) x (1 + Σ Coeff) ⁽⁸⁾ | | 0,00 | 184,30 | |
| Catégorie de risque ⁽⁹⁾ Risque faible : QRF = Qi x 0,5 Risque 1 : Q1 = Qi x 1 Risque 2 : Q2 = Qi x 1,5 Risque 3 : Q3 = Qi x 2 | | RF | 2 | |
| | | 0 | 0 | |
| | | | 277,2 | |
| | | | 0 | 0 |
| Risque protégé par une installation d'extinction automatique à eau ⁽¹⁰⁾ : QRF, Q1, Q3 ou Q3/2 | | NON | NON | |
| DEBIT CALCULÉ ⁽¹¹⁾ (Q en m ³ /h) | | 0 | 277,2 | |
| DEBIT REQUIS ^{(12) (13) (14)} (Q en m ³ /h) | | | 270 | <small>arrondi au multiple de 30 m³/h le plus proche</small> |

⁽¹⁾ Sans autre précision, la hauteur de stockage doit être considérée comme étant égale à la hauteur du bâtiment moins 1 m (cas des bâtiments de stockage).

⁽²⁾ En cas de présence exclusive de liquides inflammables ou combustibles (point d'éclair inférieur à 93 °C) dans des contenants de capacité unitaire > 1 m³, retenir un coefficient égal à 0 (valable pour les stockages et les activités).

⁽³⁾ Pour les activités, retenir un coefficient égal à 0.

⁽⁴⁾ Pour ce coefficient, ne pas tenir compte de l'installation d'extinction automatique à eau.

⁽⁵⁾ Qi : débit intermédiaire du calcul en m³/h

⁽⁶⁾ La catégorie de risque est fonction du classement des activités et stockages (voir annexe 1)

⁽⁷⁾ Les matériaux aggravants à prendre en compte sont :

- fluide caloporteur organique combustible d'une capacité de plus de 1 m³ ;
- panneaux sandwichs à isolant combustible présentant un classement de réaction au feu B s& d0 ou inférieur selon l'arrêté du 21 novembre 2002 ;
- bardage extérieur combustible (bois, matières plastiques) ;
- revêtement d'étanchéité bitumé sur couverture (sauf couverture en béton) ;
- aménagement intérieurs en bois (planchers, sous toiture, etc.) ;
- matériaux d'isolation thermique combustibles en façade et en toiture (matières plastiques, matériaux biosourcés, etc.) ;
- panneaux photovoltaïques.

Si la catégorie de risque retenue est déjà majorée du fait de la présence de panneau sandwichs (voir chapitre 4.1.2), ceux-ci ne sont plus considérés comme des matériaux aggravants.

⁽⁸⁾ Une installation d'extinction automatique à eau de type sprinkleur peut faire office de détection automatique d'incendie.

⁽⁹⁾ La présence seule d'équipiers de première intervention ou d'un service de sécurité utilisant uniquement des moyens de premières intervention (extincteurs, RIA) ne permet pas de retenir cette minoration.

⁽¹⁰⁾ Qi : débit intermédiaire du calcul en m³/h.

⁽¹¹⁾ La catégorie de risque RF, 1, 2, ou 3 est fonction du classement des activités et stockages référencés en annexe 1. Pour le risque RF, voir également le chapitre 4.1.2.

⁽¹²⁾ Un risque est considéré comme protégé par une installation d'extinction automatique à eau si :

- protection autonome, complète (couvrant l'ensemble de la surface de référence) et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ;
- installation entretenue et vérifiée régulièrement ;
- installation en service en permanence.

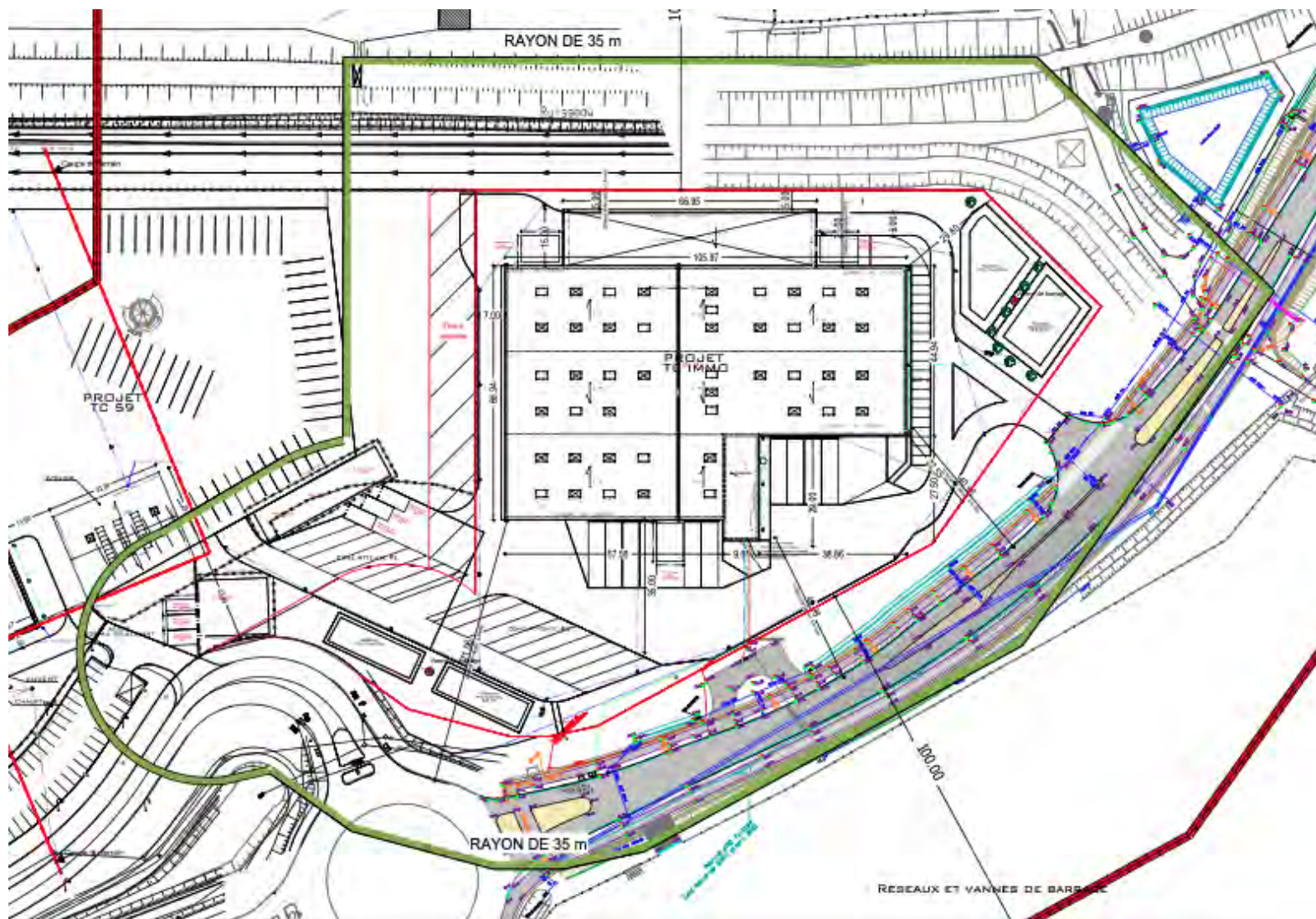
⁽¹³⁾ Le débit calculé correspond à la somme des débits liés aux activités et aux stockages dans la surface de référence considérée.

⁽¹⁴⁾ Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m³/h

⁽¹⁵⁾ Le débit retenu sera limité à 720 m³/h en cas de risque protégé par un système d'extinction automatique à eau. Tout résultat supérieur sera ramené à cette valeur.

⁽¹⁶⁾ La quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression (voir chapitre 5, alinéa 9) doit être distribuée par des points d'eau incendie situés à moins de 100 m des accès principaux des bâtiments et distants entre eux de 150 m maximum. Par ailleurs, les points d'eau incendie seront positionnés dans la mesure du possible de telle sorte que l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir ne puisse excéder 5 kW/m².

14.3 Annexe 3 : P.J. n°3 Plan de masse 1/300° incluant les réseaux



14.4 Annexe 4 : 2 : notes de calcul D9 Auby 1

ZONE RISQUE 1

ZONE RISQUE 2

| CRITERE | COEFFICIENTS ADDITIONNELS | COEFFICIENTS RETENUS POUR LE CALCUL | | CRITERE | COEFFICIENTS ADDITIONNELS | COEFFICIENTS RETENUS POUR LE CALCUL | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|----------|
| | | Activité | Stockage | | | Activité | Stockage |
| Hauteur de stockage ⁽¹⁾⁽²⁾ | | | | Hauteur de stockage ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾ | | | |
| Jusqu'à 3 m | 0 | NON | OUI | Jusqu'à 3 m | 0 | NON | NON |
| Jusqu'à 8 m | 0,1 | OUI | NON | Jusqu'à 8 m | 0,1 | NON | OUI |
| Jusqu'à 12 m | 0,2 | NON | NON | Jusqu'à 12 m | 0,2 | NON | NON |
| Jusqu'à 30 m | 0,5 | NON | NON | Jusqu'à 30 m | 0,5 | NON | NON |
| Jusqu'à 40 m | 0,7 | NON | NON | Jusqu'à 40 m | 0,7 | NON | NON |
| Au-delà de 40 m | 0,8 | NON | NON | Au-delà de 40 m | 0,8 | NON | NON |
| | | 0,5 | 1 | | | 0,5 | 0,1 |
| Type de construction ⁽⁴⁾ | | | | Type de construction ⁽⁴⁾ | | | |
| Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 60 | -0,1 | NON | NON | Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 60 | -0,1 | NON | NON |
| Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 30 | 0 | NON | NON | Résistance mécanique de l'ossature ≥ R 30 | 0 | NON | NON |
| Résistance mécanique de l'ossature < R 30 | 0,1 | NON | OUI | Résistance mécanique de l'ossature < R 30 | 0,1 | NON | OUI |
| | | 0 | 0 | | | 0 | 0,1 |
| Matériaux aggravants | | | | Matériaux aggravants | | | |
| Présence d'au moins un matériau aggravant ⁽⁵⁾ | 0,1 | NON | NON | Présence d'au moins un matériau aggravant ⁽⁵⁾ | 0,1 | NON | NON |
| | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Types d'interventions internes | | | | Types d'interventions internes | | | |
| Accueil 24h/24 (présence permanente à l'entrée) | -0,1 | NON | NON | Accueil 24h/24 (présence permanente à l'entrée) | -0,1 | NON | NON |
| DAI généralisée reportée 24h/24 7j/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24h/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appels ⁽⁶⁾ | -0,1 | NON | NON | DAI généralisée reportée 24h/24 7j/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24h/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appels ⁽⁶⁾ | -0,1 | NON | NON |
| Service de sécurité incendie ou équipe de seconde intervention avec moyens appropriés en mesure d'intervenir 24h/24 ⁽⁷⁾ | -0,3 | NON | NON | Service de sécurité incendie ou équipe de seconde intervention avec moyens appropriés en mesure d'intervenir 24h/24 ⁽⁷⁾ | -0,3 | NON | NON |
| | | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Somme des Coefficients | | 0,5 | 1 | Somme des Coefficients | | 0,5 | 0,2 |
| 1 + Somme des coefficients | | 1,5 | 2 | 1 + Somme des coefficients | | 1,5 | 1,2 |
| Surface de référence (S en m²) | | 1000,00 | 4200,00 | Surface de référence (S en m²) | | 1000,00 | 1800,00 |
| $Q_i = 30 \times (S/500) \times (1 + \Sigma \text{Coeff})$ ⁽⁸⁾ | | 450,00 | 1764,00 | $Q_i = 30 \times (S/500) \times (1 + \Sigma \text{Coeff})$ ⁽⁸⁾ | | 450,00 | 129,60 |
| Catégorie de risque ⁽⁹⁾ | | 1 | 1 | Catégorie de risque ⁽⁹⁾ | | RF | 2 |
| Risque faible : QRF = $Q_i \times 0,5$ | | | | Risque faible : QRF = $Q_i \times 0,5$ | | 0 | |
| Risque 1 : Q1 = $Q_i \times 1$ | | | | Risque 1 : Q1 = $Q_i \times 1$ | | | |
| Risque 2 : Q2 = $Q_i \times 1,5$ | | | | Risque 2 : Q2 = $Q_i \times 1,5$ | | | 194,4 |
| Risque 3 : Q3 = $Q_i \times 2$ | | | | Risque 3 : Q3 = $Q_i \times 2$ | | | |
| Risque protégé par une installation d'extinction automatique à eau ⁽¹⁰⁾ : QRF, Q1, Q3 ou Q3/2 | | NON | NON | Risque protégé par une installation d'extinction automatique à eau ⁽¹⁰⁾ : QRF, Q1, Q3 ou Q3/2 | | NON | NON |
| DEBIT CALCULÉ ⁽¹¹⁾ (Q en m³/h) | | 0 | 277,2 | DEBIT CALCULÉ ⁽¹¹⁾ (Q en m³/h) | | 0 | 194,4 |
| DEBIT REQUIS ⁽¹²⁾⁽¹³⁾⁽¹⁴⁾ (Q en m³/h) | | 60 | 270 | DEBIT REQUIS ⁽¹²⁾⁽¹³⁾⁽¹⁴⁾ (Q en m³/h) | | 0 | 180 |

Débit requis cumulé de 510m³/h

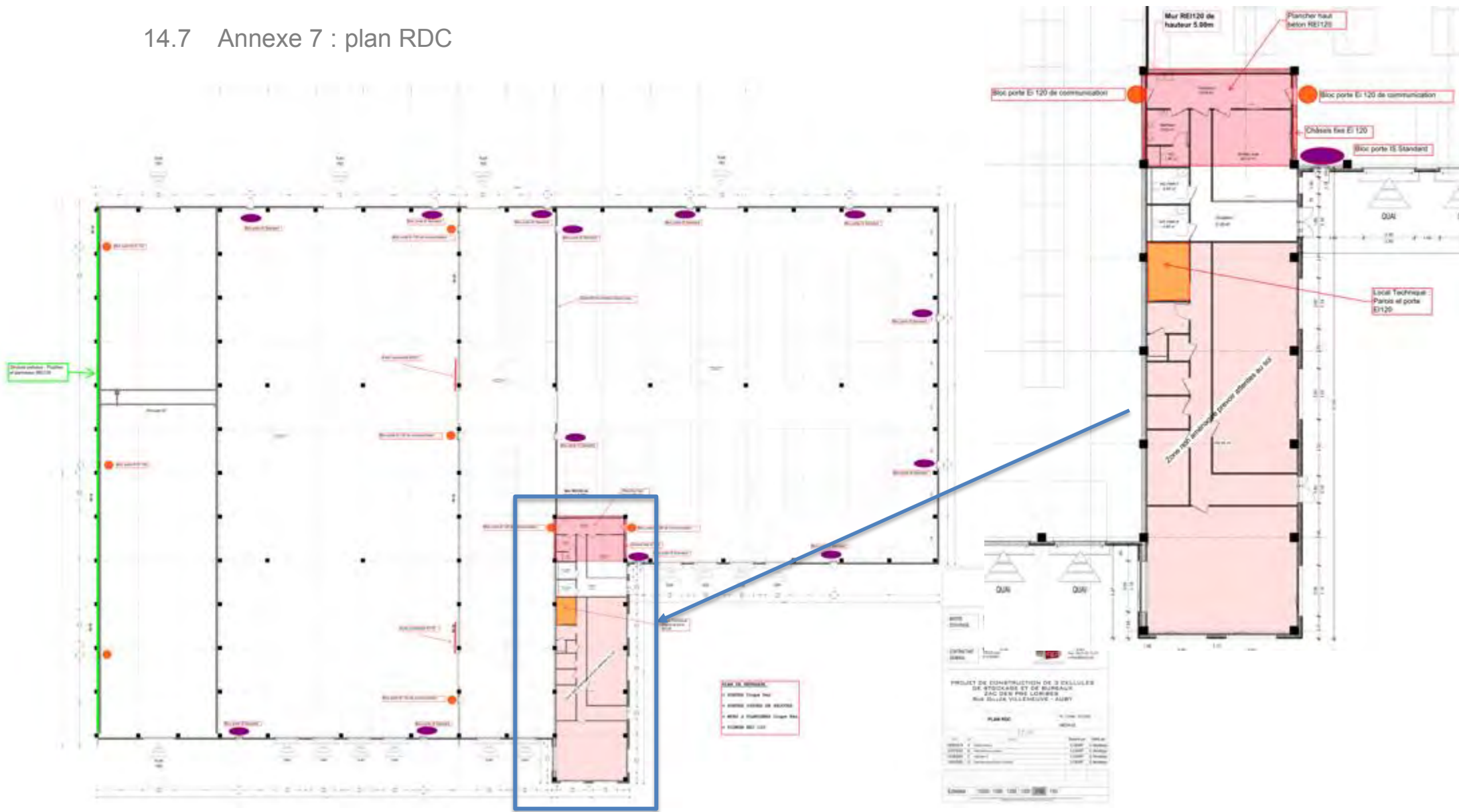
14.5 Annexe 5 : P.J. n° 20 : Note de calculs D9A Auby 2

| | | | | | |
|----------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--|
| Surfaces étanches : | Bâti | 7296 | | | |
| | Voirie VL | 8212 | | | |
| | Voirie PL | 263 | | | |
| | Total | 15771 | m² | | |
| Confinement associé : | 157,71 | m ³ | | | |
| Confinement associé aux liquides : | | | m3 | | |
| Vol. total à confiner : | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Besoins pour la lutte extérieure | | | Résultat document D9 : (besoins x 2 heures au minimum) | 600 | |
| moyens de lutte intérieure contre l'incendie | sprinkleurs | | volume réserve intégrale de la source principale ou besoins x durée théorique maxi de fonctionnement | 0 | |
| | rideau d'eau | | besoins x 90 mn | 0 | |
| | RIA | | A négliger | 0 | |
| | Mousse HF et MF | | débit de solution moussante x temps de noyage (en gal. 15 - 25 mn) | 0 | |
| | Brouillard d'eau et autres systèmes | | Débit x temps de fonctionnement requis | 0 | |
| | Colonne humide | | Débit x temps de fonctionnement requis | | |
| volumes d'eau liés aux intempéries | surfaces drainées en m ² / 100 | | 10l/m ² de surface de drainage ⁽¹⁾ | 157,71 | |
| présence stock de liquides | | | 20 % du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume | 0 | |
| Volume total de liquide à mettre en rétention | | | | 757,71 | |
| (1) : bâtiments, voiries imperméabilisées, parking | | | | | |

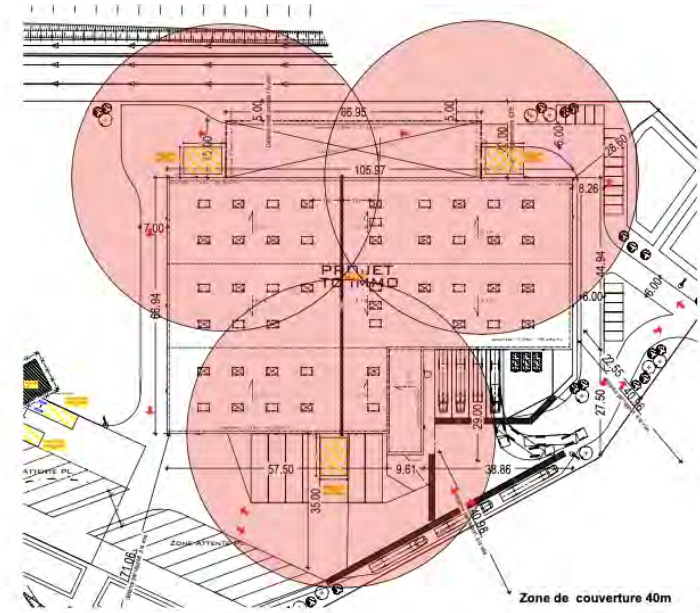
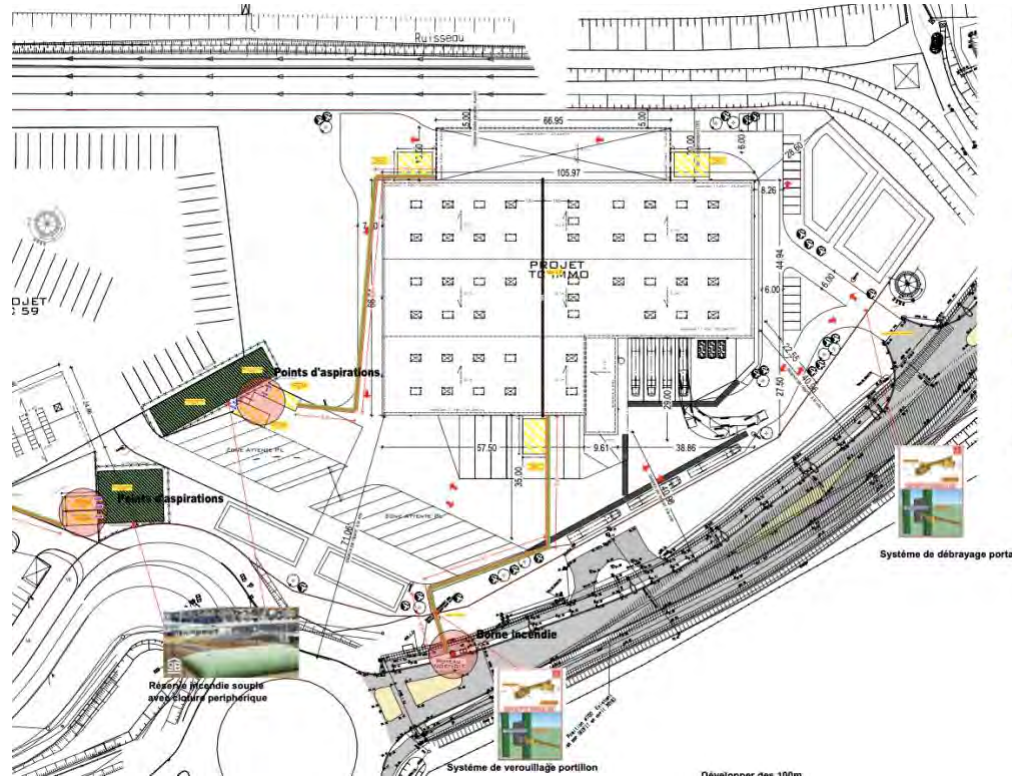
14.6 Annexe 6 : P.J. n° 21 : Plan des réseaux



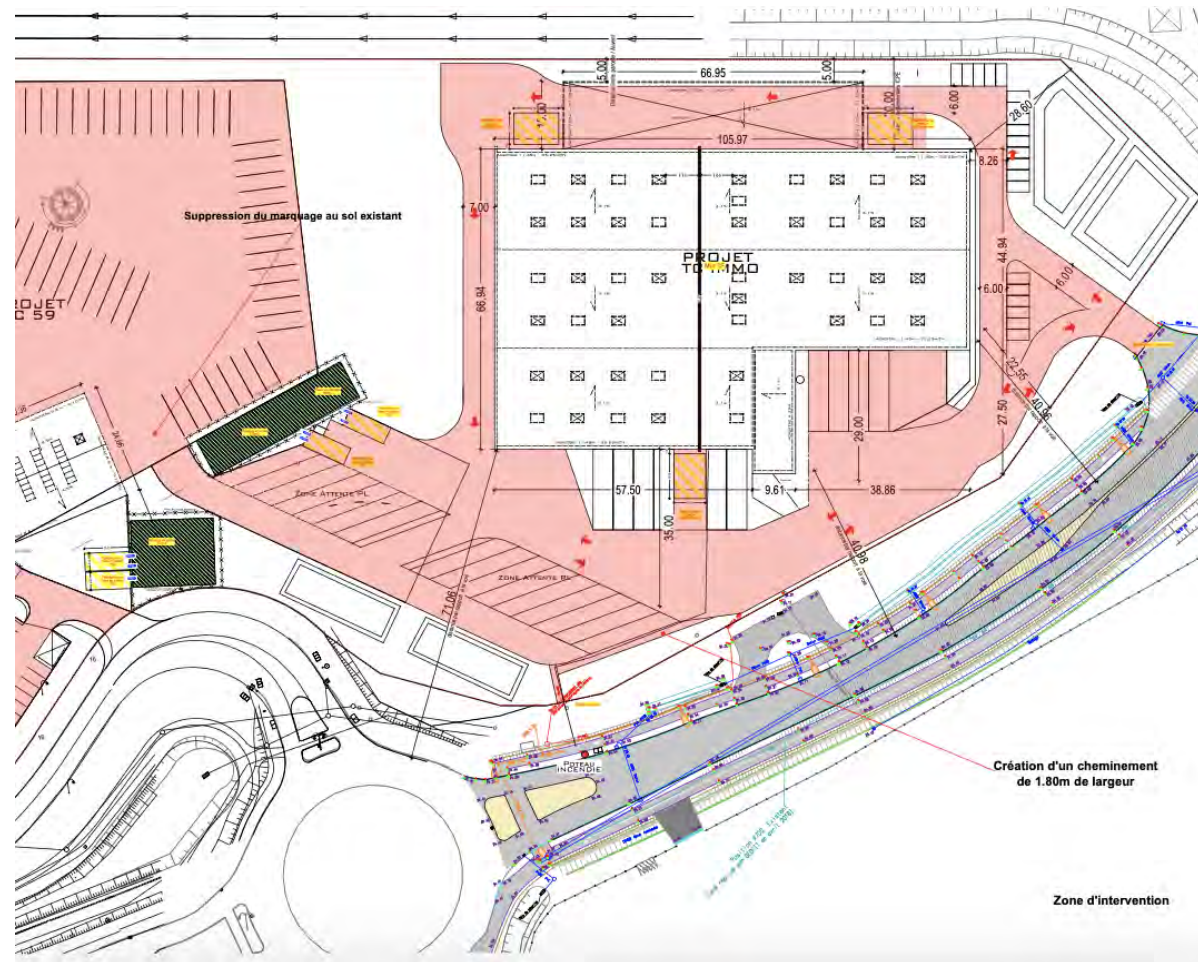
14.7 Annexe 7 : plan RDC

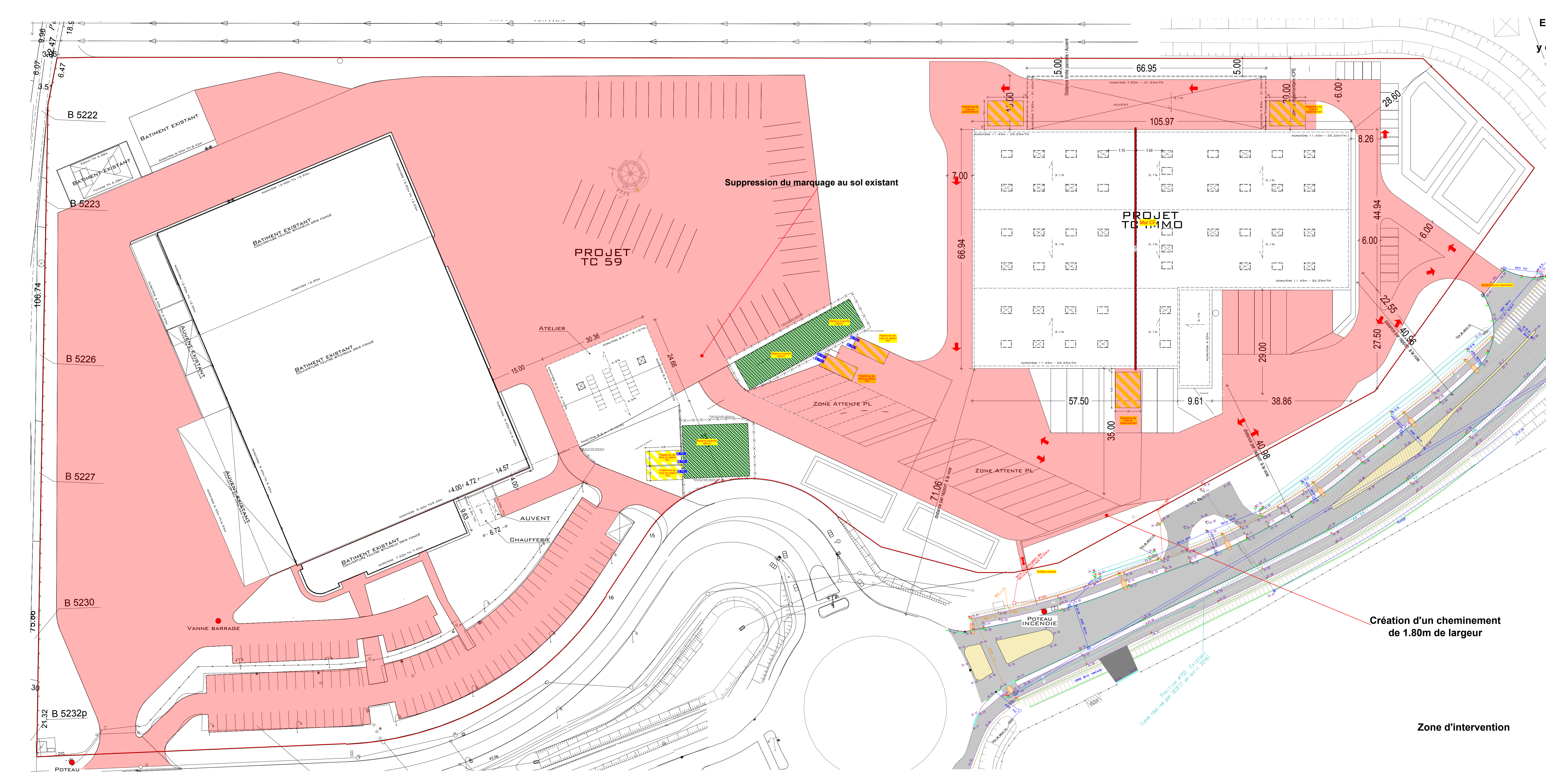
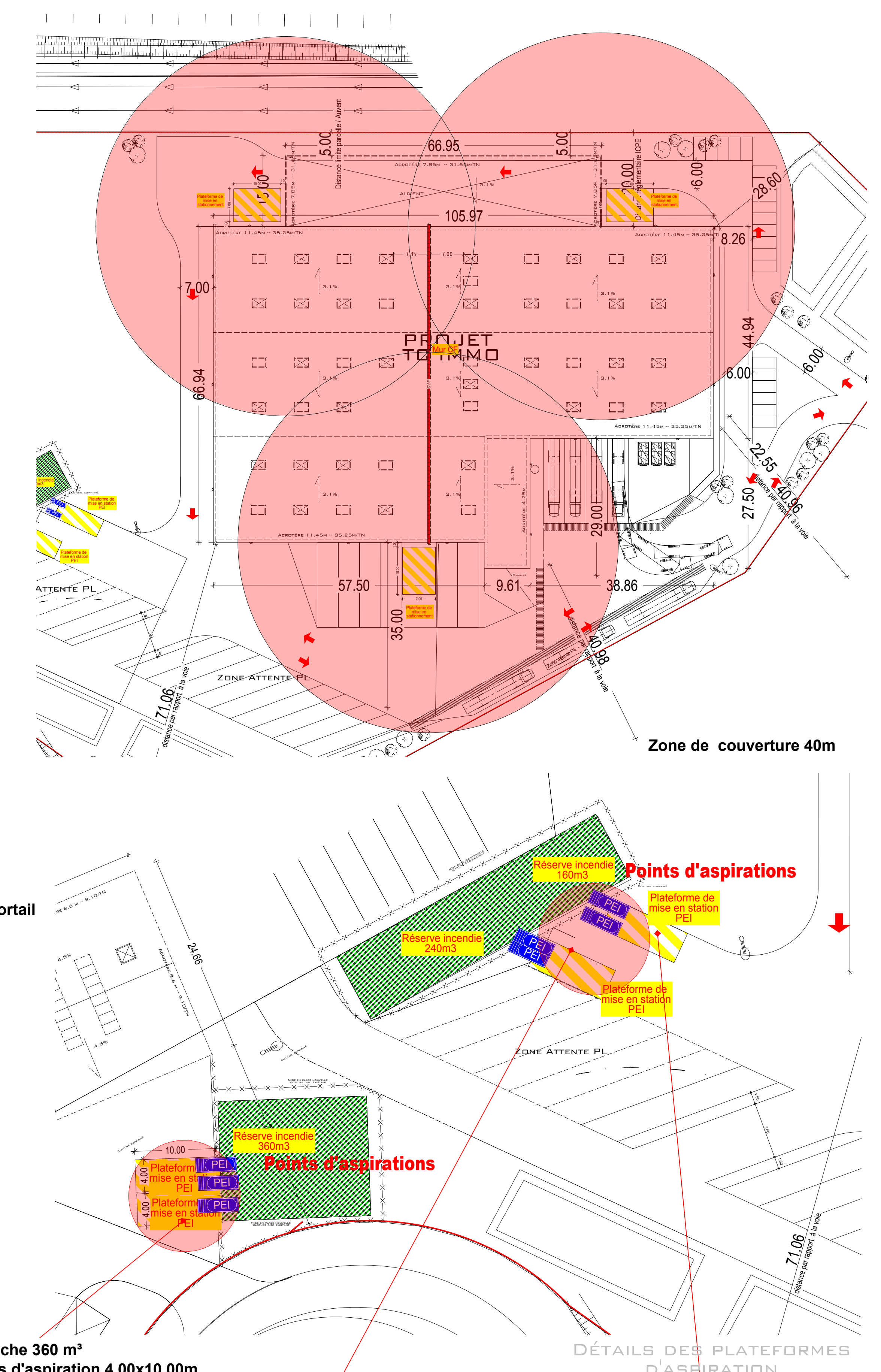
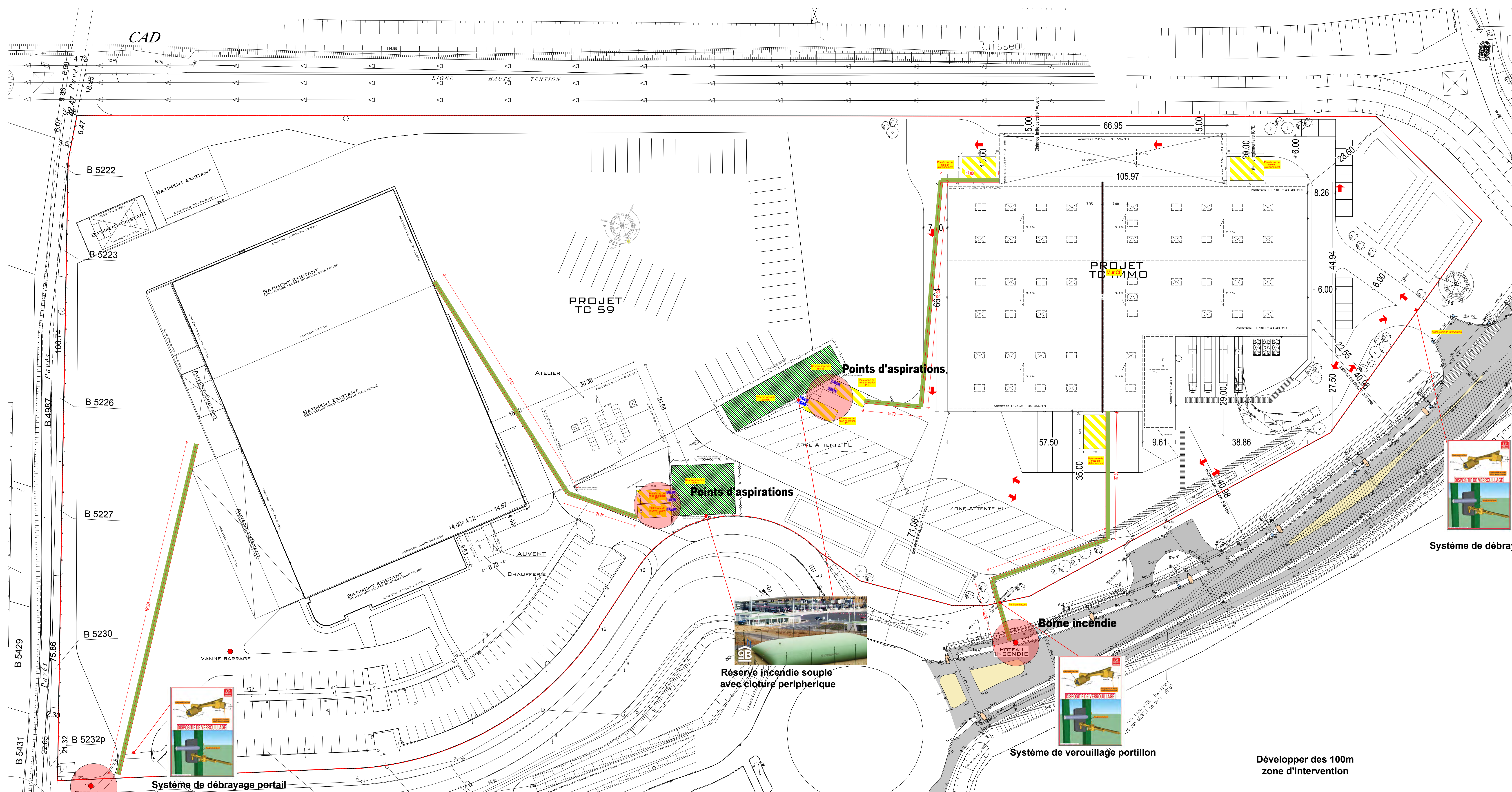


14.8 Annexe 8 : plan incendie P.J. n°22



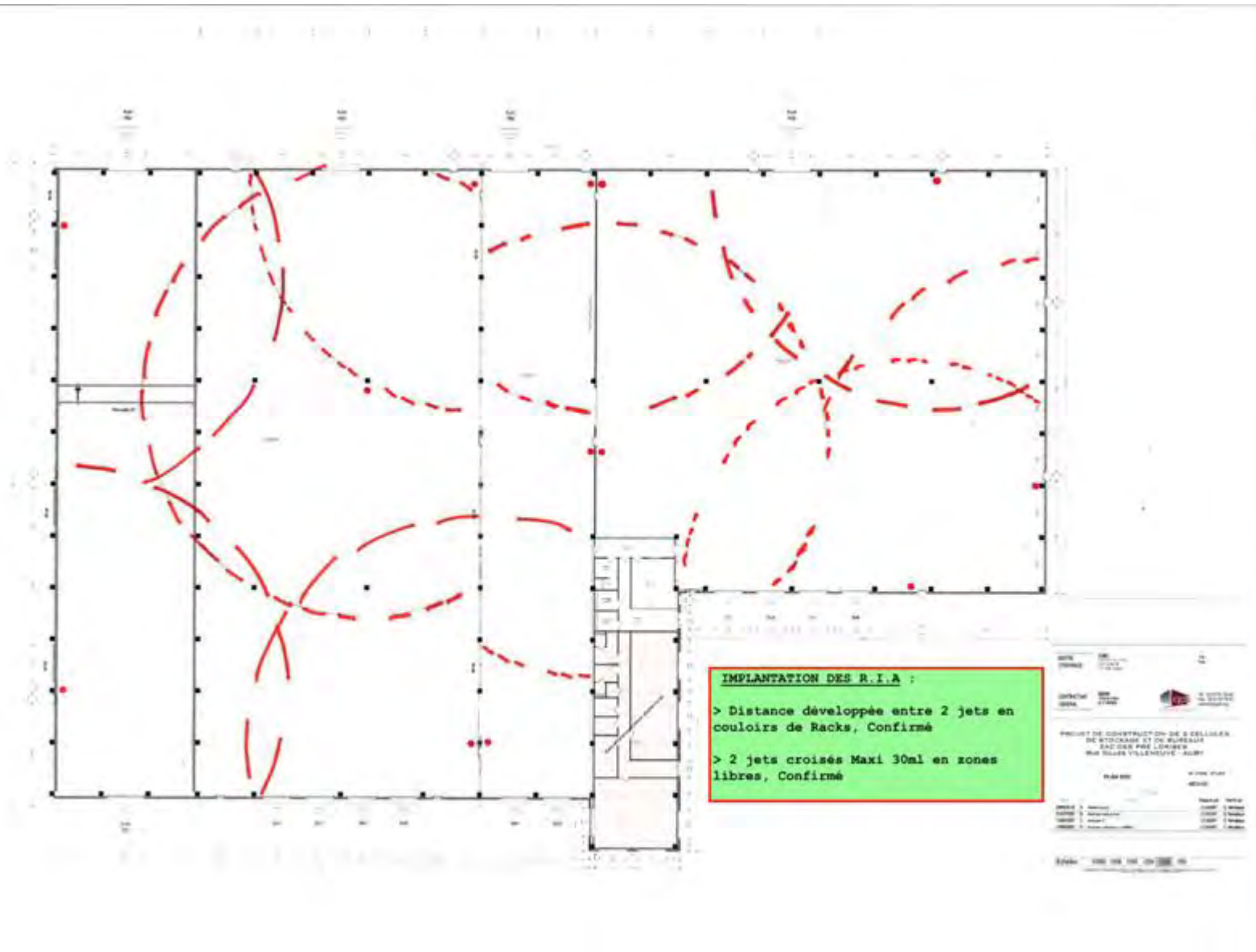
Annexe 8 : plan incendie P.J. n°22 (suite)





| | | | |
|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| MAITRE D'OUVRAGE | TC 59 ZAC DES PRE LORIBES Rue Gilles VILLENEUVE - AUBY | | |
| MAITRE D'OEUVRE : | AREA ARCHITECTES 14 Rue Ouragatte 63000 AUBRY Tel : 03 21 15 62 11 | | |
| PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ATELIER DE MAINTENANCE ET D'UNE CHAUFFERIE | | | |
| Plan de reconnaissance opérationnelle intervention pompiers | | 17048-ARCH 01 | POMPIERS |
| AVANT PROJET DEFINITIF | | | |
| Date | Int | Nature | Dessiné par / Vérifié par |
| 15/04/2021 | A | Modification des rayons de 40 m et compléments sur l'installation de défense incendie | G.CADART / Q. Hennebique |
| 29/06/2021 | B | Changement des stationnements VL | G.CADART / Q. Hennebique |
| Echelles : 1/2500 1/500 1/250 1/200 1/100 1/50 VAR | | | |

14.9 Annexe 9 : plan RIA



14.10 Annexe 10 : P.J. n°9 Courrier Mairie sur l'avis de la remise en état



Arras, le jeudi 3 décembre 2020

Hôtel de ville
A l'attention de M. le Maire Christophe Charles
25 rue Léon Blum
59950 Auby

Lettre Recommandée avec Accusé de Réception

Nos Réf. : PR2009-1177

Objet : Projet d'extension TC 59 – Avis sur la remise en état du terrain lors de l'arrêt définitif de l'installation

Monsieur le Maire,

Dans le cadre du projet actuel de TC 59 d'acquisition d'une parcelle complémentaire afin d'accroître son activité ZAC du Parc des Prés Loribes, nous avons actuellement la charge de la rédaction du dossier d'enregistrement auprès de la DREAL.

Dans le cadre de la constitution de ce dossier, nous sollicitons votre avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation, conformément au CERFA 15679-02 :

P.J. n°9 : L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation (1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement). Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.

Conformément à l'article R512-39-1 du code de l'environnement, les mesures suivantes sont actuellement proposées par l'exploitant :

- Evacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- Interdictions ou limitations d'accès ;
- Suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- Surveillance des effets de l'installation.

Ainsi, TC 59 s'assurera de remettre en état le site dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun danger, dès l'arrêt définitif des installations, en vue d'un futur usage industriel.

Dans l'attente de votre avis et de vos éventuelles prescriptions supplémentaires en matière de remise en état du site, nous nous tenons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre considération distinguée,

M. Delplace
Ingénieur Chef de Projet Associé



14.11 Annexe 11 : P.J. n°10 Preuve de dépôt du PC



États • France • Provinces
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE CHARGÉ
DE L'URBANISME

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de **TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**
- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :**
 - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° 059 029 20 00 11
déposée à la mairie le : 21.12.2020
par : TC IMMO Monsieur Behra Franck
fera l'objet d'un permis tacite² à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie



2 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

14.12 Annexe 12 : note de calcul pour l'infiltration (4 pages)

CG21

CALCUL D9 / D9A DIMENSIONNEMENT OUVRAGE D'INFILTRATION

09/12/2020



CATHELAIN

BÂTISSEUR DEPUIS 1920

19 Rue de la Gare - B.P.2 - 62147 HERMIES

Tel : 03.21.07.40.77

Fax : 03.21.07.02.96

Dimensionnement bassin d'infiltration - Méthodes des pluies

NOM: TC 59 - BASSIN SUD OUEST
VILLE: AUBY
ADRESSE: ZAC DES PRE LORIDES
DATE: 04/12/2020
FAIT PAR: Q. HENNEBIQUE

| Coefficients de Montana | | |
|-------------------------|--------|-------|
| Période de retour | a | b |
| 20 | 12,968 | 0,808 |

à renseigner
calcul automatique
résultat

| Période de retour | a | b |
|-------------------|--------|-------|
| 5 | 7,424 | 0,784 |
| 10 | 9,994 | 0,779 |
| 20 | 12,968 | 0,808 |
| 30 | 14,945 | 0,824 |
| 50 | 17,757 | 0,846 |
| 100 | 21,907 | 0,871 |

Coefficients de Montana (Lille-Lesquin, durée 15 minutes à 2 heures)

| Calcul de la surface active | | |
|-----------------------------|--------------------------------|------|
| | $S_{réelle}$ (m ²) | C |
| Bâtiment | 0 | 0,99 |
| Voirie | 5 914 | 0,90 |
| Evergreen | 0 | 0,50 |
| Espace vert | 2 212 | 0,20 |
| Total | S_a (m ²) | 5765 |
| | $S_{réelle}$ (m ²) | 8126 |

| Débit d'infiltration | |
|----------------------|----------------|
| Q_i | |
| 500 | m ² |
| 1,00E-06 | m/s |
| 0,50 | l/s |

| Temps de remplissage et de vidange | |
|------------------------------------|-----------|
| t_r (h) | t_v (h) |
| 34,55 | 266,38 |

| Hauteur max à stocker | |
|-----------------------|----|
| Δh_{max} | |
| 45,40262 | mm |

| Débit spécifique | |
|------------------|--------|
| Q_s | |
| 0,0052 | mm/min |

Volume à stocker (m³) pour une pluie de 20 ans : **262**

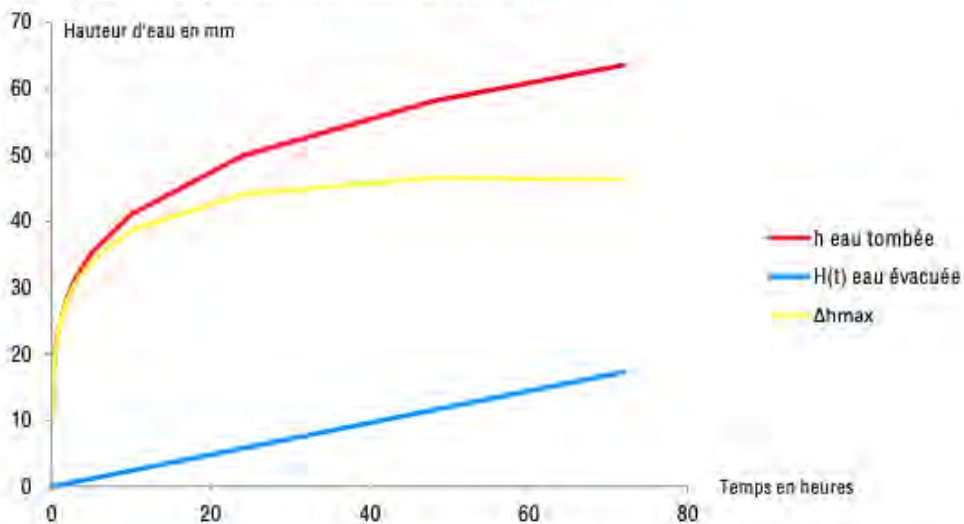
A titre de comparaison:

Volume à stocker (m³) pour une pluie centennale: 276
Volume à stocker selon la méthodes des volumes pour une pluie 10 ans région I 262 m³

DIMENSIONNEMENT : graphique - Méthodes des pluies

| t | h _{eau tombée} | H(t) _{eau évacuée} | Δh _{max} |
|---------|-------------------------|-----------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1 min | 12,968 | 0,005203818 | 12,96279618 |
| 5 min | 17,66343818 | 0,026019081 | 17,6374191 |
| 10 min | 20,17776231 | 0,052038161 | 20,12572415 |
| 20 min | 23,04999105 | 0,104076323 | 22,94591472 |
| 30 min | 24,91611248 | 0,156114484 | 24,759998 |
| 1 h | 28,46282758 | 0,312228968 | 28,15059861 |
| 2 h | 32,51440426 | 0,624457936 | 31,88994632 |
| 3 h | 35,14676219 | 0,936686904 | 34,21007528 |
| 5 h | 38,76861469 | 1,56114484 | 37,20746985 |
| 10 h | 44,28718149 | 3,122289679 | 41,16489181 |
| 1 jour | 52,39364345 | 7,49348523 | 44,90014822 |
| 2 jours | 59,85168196 | 14,98699046 | 44,8646915 |
| 3 jours | 64,69725896 | 22,48048569 | 42,21677327 |

| Stockage | |
|----------------------|-----------------------------------------|
| D _{H1} (mm) | V _{stockage} (m ³) |
| 44,90015 | 259 |



Observations :

Le temps de fonctionnement des ouvrages est de : **300,9 heures**
 soit : 34,6 heures de remplissage
 + 266,4 heures de vidange
 Le volume de stockage pour une pluie 20 ans est de : 262 m³.



CATHELAIN

BÂTISSEUR DEPUIS 1920

19 Rue de la Gare - B.P.2 - 62147 HERMIES

Tel : 03.21.07.40.77

Fax : 03.21.07.02.96

Dimensionnement bassin d'infiltration - Méthodes des pluies

NOM: TC 59 - BASSIN NORD EST
VILLE: AUBY
ADRESSE: ZAC DES PRE LORIDES
DATE: 04/12/2020
FAIT PAR: Q. HENNEBIQUE

| Coefficients de Montana | | |
|-------------------------|--------|-------|
| Période de retour | a | b |
| 20 | 12,968 | 0,808 |

à renseigner
calcul automatique
résultat

| Période de retour | a | b |
|-------------------|--------|-------|
| 5 | 7,424 | 0,784 |
| 10 | 9,994 | 0,779 |
| 20 | 12,968 | 0,808 |
| 30 | 14,945 | 0,824 |
| 50 | 17,757 | 0,846 |
| 100 | 21,907 | 0,871 |

Coefficients de Montana (Lille-Lesquin, durée 15 minutes à 2 heures)

| Calcul de la surface active | | |
|-----------------------------|--------------------------------|--------|
| | $S_{réelle}$ (m ²) | c |
| Bâtiment | 7 300 | 0,99 |
| Voirie | 2 397 | 0,90 |
| Evergreen | 0 | 0,50 |
| Espace vert | 2 005 | 0,20 |
| ... | | |
| Total | S_a (m ²) | 9785 |
| | $S_{réelle}$ (m ²) | 1.1702 |

| Débit d'infiltration | |
|----------------------|----------------|
| Q_i | |
| 400 | m ² |
| 5,00E-06 | m/s |
| 2,00 | l/s |

| Temps de remplissage et de vidange | |
|------------------------------------|--------------------|
| t _r (h) | t _v (h) |
| 11,96 | 92,20 |

| Hauteur max à stocker | |
|-----------------------|----|
| Δh_{max} | |
| 37,03541 | mm |

| Débit spécifique | |
|------------------|--------|
| Q_s | |
| 0,0123 | mm/min |

Volume à stocker (m³) pour une pluie de 20 ans : **362**

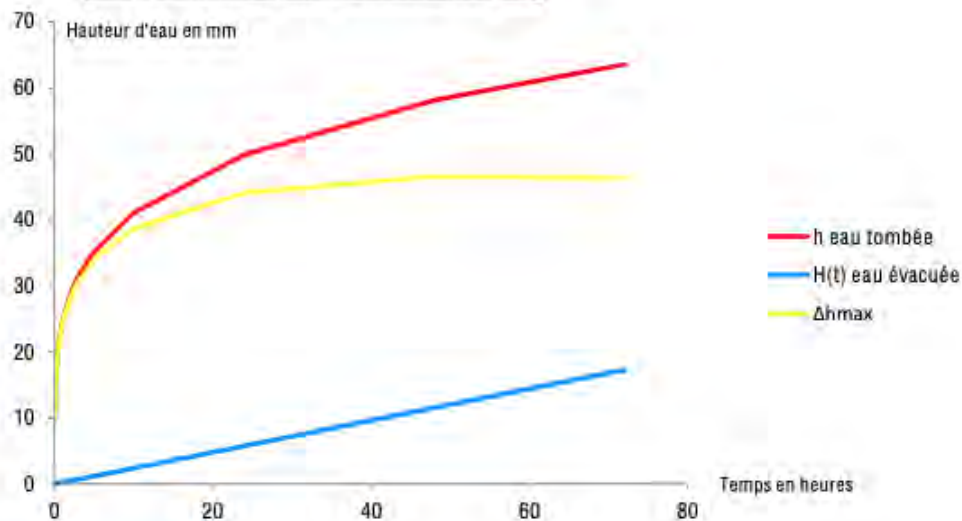
A titre de comparaison:

Volume à stocker (m³) pour une pluie centennale : 415
Volume à stocker selon la méthodes des volumes pour une pluie 10 ans région 1 : 357 m³

DIMENSIONNEMENT : graphique - Méthodes des pluies

| t | h _{eau tombée} | H(t) _{eau évacuée} | Δh _{max} |
|---------|-------------------------|-----------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1 min | 12,968 | 0,012263293 | 12,95573671 |
| 5 min | 17,66343818 | 0,061316464 | 17,60212171 |
| 10 min | 20,17776231 | 0,122632929 | 20,05512938 |
| 20 min | 23,04999105 | 0,245265858 | 22,80472519 |
| 30 min | 24,91611248 | 0,367898787 | 24,54821369 |
| 1 h | 28,46282758 | 0,735797574 | 27,72703 |
| 2 h | 32,51440426 | 1,471595148 | 31,04280911 |
| 3 h | 35,14676219 | 2,207392722 | 32,93936946 |
| 5 h | 38,76861469 | 3,67898787 | 35,08962682 |
| 10 h | 44,28718149 | 7,357975739 | 36,92920575 |
| 1 jour | 52,39364345 | 17,65914177 | 34,73450168 |
| 2 jours | 59,85168196 | 35,31828355 | 24,53339841 |
| 3 jours | 64,69725896 | 52,97742532 | 11,71983364 |

| Stockage | |
|----------------------|-----------------------------------------|
| D _{H1} (mm) | V _{stockage} (m ³) |
| 36,92921 | 361 |



Observations :

Le temps de fonctionnement des ouvrages est de : **104,2 heures**

soit : 12,0 heures de remplissage

+ 92,2 heures de vidange

Le volume de stockage pour une pluie 20 ans est de : 362 m³.

14.13 Annexe 13 : Calcul D9A Auby 1

| | |
|--------------------------------|----------------------------|
| Surfaces étanches Auby 1: Bâti | 10000 |
| Voirie PL | 15000 |
| Parking VL | 0 |
| Total | 25000 m² |
| Confinement associé : | 250 m ³ |

| | | | |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Besoins pour la lutte extérieure | | Résultat document D9 : (besoins x 2 heures au minimum) | 1020 |
| moyens de lutte intérieure contre l'incendie | sprinkleurs | volume réserve intégrale de la source principale ou besoins x durée théorique maxi de fonctionnement | 0 |
| | rideau d'eau | besoins x 90 mn | 0 |
| | RIA | A négliger | 0 |
| | Mousse HF et MF | débit de solution moussante x temps de noyage (en gal. 15 - 25 mn) | 0 |
| | Brouillard d'eau et autres systèmes | Débit x temps de fonctionnement requis | 0 |
| volumes d'eau liés aux intempéries | surfaces drainées en m ² / 100 (2) | 10l/m ² de surface de drainage | 250 |
| présence stock de liquides | | 20 % du volume contenu dans le local (1) contenant le plus grand volume | 0 |
| Volume total de liquide à mettre en rétention en m³ | | | 1270 |

(1) : local délimité par murs coupe-feu 2 h (AM du 22 mars 2004) ou espace libre de tout encombrement, non couvert, de 10 m minimum

(2) : bâtiments, voiries imperméabilisées, parking

14.14 Annexe 14 : Récépissé de déclaration Auby 1

Récépissé 09/2018



PREUVE DE DEPOT N° **A-8-NHNG4GQE69**

**DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

| | |
|------------------------|------|
| Vecanord-TC.TRANSPORTS | |
| RUE GILLES VILLENEUVE | |
| ZAC LES PRES LOHDES | |
| 59930 | AUBY |

Départements concernés :

| |
|--|
| |
|--|

Communes concernées :

| |
|--|
| |
|--|

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire : **NON**
Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : **NON**
Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **NON**
- une installation classée relevant du régime de déclaration : **NON**

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles : **NON**

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement) : **NON**
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 : **NON**
Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : **NON**
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente déclaration :

| Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées | Alinéa | Désignation de la rubrique | Capacité de l'activité | Unité | Régime ¹ (D ou DC) |
|---------------------------------------------------------------------|--------|------------------------------------------------------|------------------------|-------|-------------------------------|
| 1435 | 2. | Stations service | 1567 | m3 | DC |
| 1510 | 3 | Stockage de matières, produits ou substances | 17700 | m3 | DC |
| 1532 | 3 | Stockage de bois ou de matériaux combustibles | 5000 | m3 | D |
| 2663 | 2-c | Stockage de pneumatiques et produits comparables | 3000 | m3 | D |
| 4734 | 1-c | Produits pétroliers spécifiques et carburants divers | 78.5 | t | DC |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

*Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.
Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).*

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant :

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale :

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges :

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>

Récépissé 02/2020



PREUVE DE DEPOT N° A-0-350KF00SM

**DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

| | |
|-----------------------|------|
| TD TRANSPORTS TC 59 | |
| RUE GILLES VILLENEUVE | |
| | |
| 69950 | AUBY |

Départements concernés :

| |
|--|
| |
|--|

Communes concernées :

| |
|--|
| |
|--|

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire :
Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation :
Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.

• une installation classée relevant du régime d'enregistrement :

• une installation classée relevant du régime de déclaration :

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles :

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement)
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 :
Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).

Demande de modification de certaines prescriptions applicables :
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente déclaration :

| Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées | Alinéa | Désignation de la rubrique | Capacité de l'activité | Unité | Régime ¹ (D ou DC) |
|---------------------------------------------------------------------|--------|----------------------------|------------------------|-------|-------------------------------|
| 1435 | 2 | Stations service | 1400 | m3 | DC |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.
Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfetures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant :

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale :

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges :

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>

14.15 Annexe 15 : Remaniement des stocks et configuration cible

AVANT EXTENSION AUBY 2

Typologie de stocks actuels Auby 1 - détails

| Type | Rubrique | Quantité |
|---------------------------------------------|----------|---------------------------------|
| Cartons sur palette bois | 1530 | 880m ³ |
| Thermoplastiques en container métal | 2663 | 1260m ³ |
| Thermoplastiques sur palette bois | 2663 | 187m ³ |
| Thermoplastiques sur palette plastique | 2663 | 620m ³ |
| Serviettes hygiéniques sur palettes bois | 1510 | 7t |
| Essuie-mains sur palette bois | 1510 | 1,5t |
| Racks-Palettiers ferraille sur palette bois | 1510 | 10t (poids palettes uniquement) |
| Bois compressé sur tasseaux bois | 1532 | 500m ³ |

Synthèse Auby 1

| Rubrique | Quantité |
|----------|--------------------|
| 1530 | 880m ³ |
| 2663 | 2067m ³ |
| 1510 | 18,5t |
| 1532 | 500m ³ |

APRES EXTENSION AUBY 2

Typologie de stocks futurs Auby 1 - détails

| Type | Rubrique | Volume / Masse combustible |
|--------------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------------------------------|
| Cartons sur palette bois | 1530 | 240m ³ de matière pour 20t |
| Thermoplastiques container métal ou plastique | 2663 | 840m ³ de matière pour 175t |
| Serviettes hygiéniques sur palettes bois | 1510 | 7t |
| Essuie-mains sur palette bois | 1510 | 1,5t |
| Racks-Palettiers ferraille sur palette bois | 1510 | 10t (poids palettes uniquement) |
| Machines métalliques sur pied (transfert d'autres entrepôts en location) | Non Classé | / |

Activité messagerie et cross-dock/massification

| Type | Tonnage combustible maxi en préparation |
|----------------------------|-----------------------------------------|
| Cross-dock / massification | 15t |
| Messagerie | 45t |

Synthèse Auby 1

| Rubrique | Quantité : Volume stocké et/ou tonnage de combustibles |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------|
| 1530 | 240m ³ / 20t |
| 2663 | 840m ³ / 175t |
| 1510 | 18,5t |
| Messagerie / cross-dock | 60t |
| TOTAL | 273,5t |

Stocks transférés depuis Auby 1 vers Auby 2 - détails

| Type | Rubrique | Quantité |
|----------------------------------------|-------------|-------------------|
| Cartons sur palette bois | 1530 | 640m ³ |
| Thermoplastiques en container métal | 2663 | 420m ³ |
| Thermoplastiques sur palette bois | 2663 | 187m ³ |
| Thermoplastiques sur palette plastique | 2663 | 620m ³ |
| Bois compressé sur tasseaux bois | 1532 | 180t |


Stocks transférés depuis d'autres entrepôts en location vers Auby 2 - détails

| Type | Rubrique | Quantité |
|------------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| Farines/Chapelures/Marinades sur palettes plastiques | 1510 | 1 400t |
| Thermoplastiques sur palette plastique | 2663 | 827m ³ |
| Bois compressé sur tasseaux bois | 1532 | 500m ³ |

Synthèse Auby 2

| Rubrique | Quantité : Volume stocké et/ou tonnage de combustibles |
|-------------|--------------------------------------------------------|
| 1510 | 1400t |
| 2663 | 2054m ³ / 80t |
| 1530 | 640m ³ / 27t |
| 1532 | 500m ³ / 180t |

14.16 Annexe 16 : Typologie de produits stockés (activités messagerie, cross-dock et produits thermoplastiques)

| Typologie de produits ou d'activités | Rubrique | Illustration |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| Messagerie (produits combustibles ou non, arrivant le matin en zone de préparation pour quitter l'entrepôt le jour même) | 1510 / 2663 / 1532 |  |

TC59
Dossier d'Enregistrement

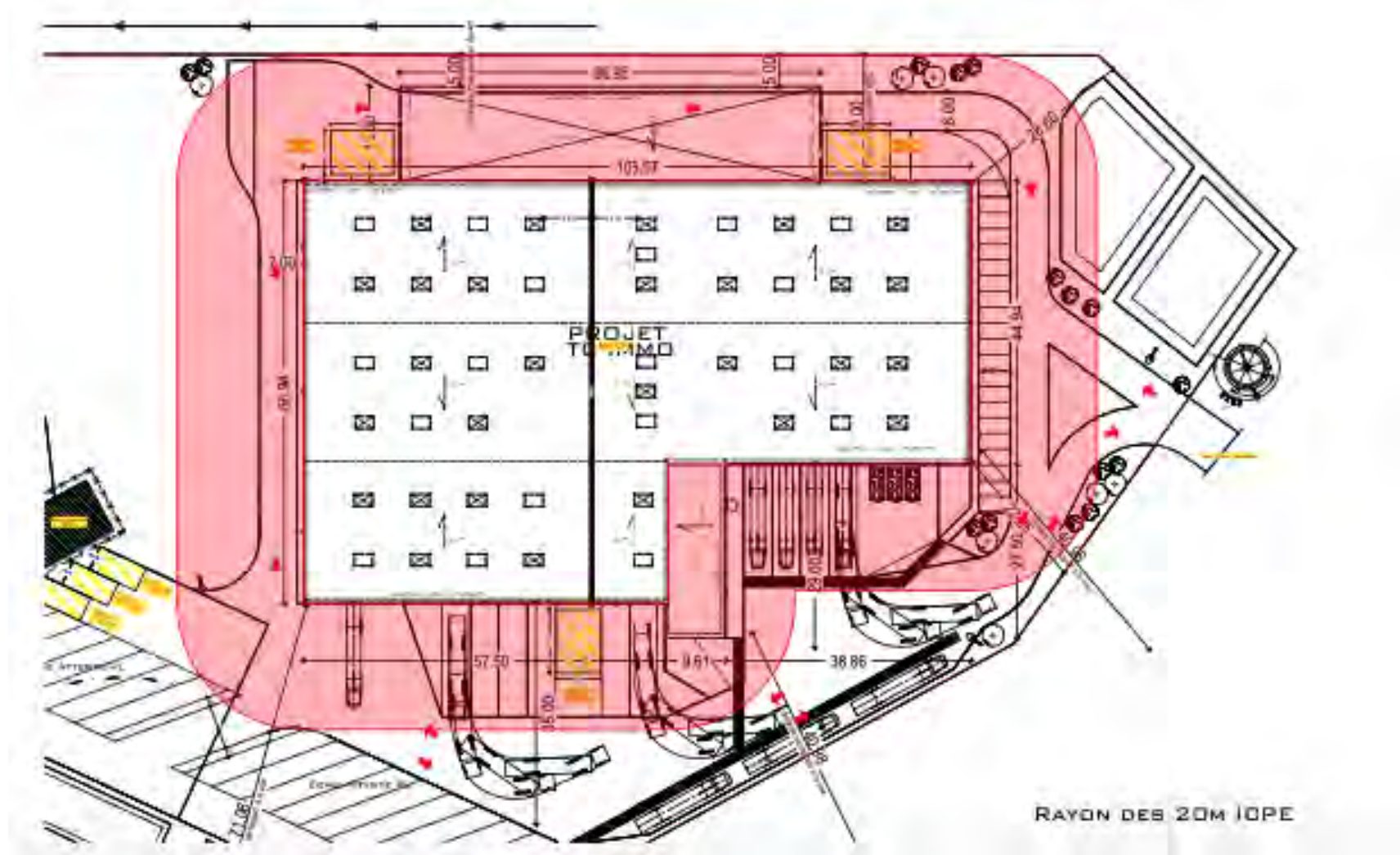
| | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| | |  |  |
| <p>Cross-Dock : Massification (produits thermoplastiques automobiles arrivant le matin en zone de préparation pour quitter l'entrepôt le jour même)</p> | <p>2663</p> |  |  |

Stockage entrepôt
(produits thermoplastiques automobiles stockés en entrepôt avant d'être livrés via l'activité de massification)

2663



14.17 Annexe 17 : Plan périmétrique de 20m au droit du bâtiment



14.18 Annexe 18 : P.J. n°8 Avis du propriétaire sur l'état du terrain



Actions Foncières et Urbanisme

746, rue Jean-Perrin
Parc d'activités de Douai-Dorignies
BP 300 - 59351 Douai Cedex
☎ 03 27 99 89 89 | ✉ info@douaisis-agglo.com

Affaire suivie par : Christine URBAN

☎ 03 27 99 89 09
✉ curban@douaisis-agglo.com

Nos réf : 2021.002128

Monsieur DELPLACE

TILDA Expertise et formation

84 rue Gustave Colin
62000 ARRAS

Objet : Projet d'extension TC 59 – Avis sur la remise en état du terrain lors de l'arrêt définitif de l'installation

Monsieur,

En tant que propriétaire du terrain qui sera cédé à TC59 dans le cadre de son projet d'extension sis Parc des Prés Loribes, vous m'interrogez dans le cadre de la procédure d'enregistrement ICPE sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation.

Vous m'informez que conformément à l'article R512-39-1 du code de l'environnement, les mesures suivantes sont actuellement proposées par l'exploitant :

- Évacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- Interdictions ou limitations d'accès ;
- Suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- Surveillance des effets de l'installation.

Ainsi, TC 59 s'assurera de remettre en état le site dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun danger, dès l'arrêt définitif des installations, en vue d'un futur usage industriel.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je n'ai pas de prescriptions supplémentaires à émettre en matière de remise en état du site.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'expression de mes sentiments distingués.

LE PRESIDENT
Christian POIRET

Signé électroniquement le
06/04/2021



14.19 Annexe 19 : Étude bibliographique Faune/Flore

ETUDES ENVIRONNEMENTALES

TC59

Projet de construction d'un bâtiment

ZAC des Prés Loribes

59950 AUBY

ETAT INITIAL BIBLIOGRAPHIQUE

FAUNE-FLORE-HABITATS NATURELS

TILDA CONSEIL

84 rue Gustave COLIN
62000 ARRAS

Contact : M. Mathieu DELPLACE, Ingénieur Chef de projet

AFFAIRE N : 2103-E14Q2-010

Date d'édition du rapport : Mars 2021

AUTEUR : Jérôme LUCAS

SOCOTEC - Agence Environnement & Sécurité - Centre Val de Loire

2, Allée du Petit Cher – BP 40155 – 37551 Saint Avertin Cedex

Tél : (+33)2 47 70 40 40 - Fax : (+33)2 47 70 40 01

SOCOTEC ENVIRONNEMENT - S.A.S au capital de 3 600 100 euros

Siège social : 5, place des Frères Montgolfier- CS 20732 – Guyancourt - 78182 St-Quentin-en-Yvelines Cedex – France

834 096 497 RCS Versailles – APE 7120B - n° TVA intracommunautaire : FR 00 834096497 - www.socotec.fr

SOMMAIRE

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1. LOCALISATION DU SITE CONCERNE | 3 |
| 2. PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET | 4 |
| 3. RECENSEMENT DES ZONAGES D'INTERET ECOLOGIQUE | 5 |
| 3.1. ZONES D'INTERET ECOLOGIQUE REGLEMENTAIRE | 5 |
| 3.2. ZONES D'INTERET ECOLOGIQUE NON REGLEMENTAIRE | 6 |
| 3.3. SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE | 8 |
| 3.4. SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL (SCoT) | 10 |
| 3.5. BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX ZONES HUMIDES | 12 |
| 4. EVALUATION DES POTENTIALITES ECOLOGIQUES | 13 |
| 4.1. FLORE ET HABITATS NATURELS | 13 |
| 4.1. FAUNE | 13 |
| 5. EVALUATION SOMMAIRE DES IMPACTS POTENTIELS..... | 16 |
| 5.1. INCIDENCES TEMPORAIRES LIES AUX TRAVAUX..... | 16 |
| 5.2. INCIDENCES DU PROJET EN PHASE D'EXPLOITATION | 16 |
| 6. MESURES ENVISAGEES POUR EVITER ET REDUIRE LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES SUR L'ENVIRONNEMENT | 17 |
| 6.1. OBJECTIFS | 17 |
| 6.2. MESURES D'EVITEMENT | 17 |
| 6.3. MESURES DE REDUCTION..... | 17 |
| 6.4. EVALUATION DES IMPACTS RESIDUELS POTENTIELS | 20 |

LISTE DES FIGURES

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 1 : Plan de situation (fond IGN) | 3 |
| Figure 2 : Découpage parcellaire du site | 3 |
| Figure 3 : Vue aérienne de la zone d'extension projetée (Geoportail) | 4 |
| Figure 4 : Plan masse et modélisation de l'extension projetée | 4 |
| Figure 5 : Localisation des zonages écologiques à portée réglementaire aux abords du site | 5 |
| Figure 6 : Localisation des zonages écologiques non réglementaires aux abords de la zone d'étude | 7 |
| Figure 7 : Eléments du SRCE Nord-Pas de Calais au droit et aux abords de la zone d'étude..... | 9 |
| Figure 8 : Continuités écologiques des intercommunalités et du PNR-SE sur le territoire du Grand Douaisis | 11 |
| Figure 9 : Localisation de l'assiette foncière du projet au droit des Zones à Dominante Humide (SDAGE Artois-Picardie)..... | 12 |
| Figure 10 : Cycle biologique des différents groupes taxonomiques | 18 |
| Figure 11 : Exemple de bornes d'éclairage extérieur | 18 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau 1 : Références et informations cadastrales | 3 |
| Tableau 2 : Liste des zonages écologiques réglementaires..... | 5 |
| Tableau 3 : Liste des zonages écologiques non réglementaire aux abords du site..... | 7 |
| Tableau 4 : Caractérisation des habitats naturels et semi- naturels potentiels..... | 13 |

1. LOCALISATION DU SITE CONCERNE

L'installation projetée sera située sur le terrain jouxtant l'actuel site de TC59, intégré à la zone d'activités les prés Loribes, sur la commune de Auby, dans le Nord (59). Elle sera située à l'Est du site exploité actuellement, le site étant lui-même au sud de la commune de Auby, et limitrophe à la commune de Flers-en-Escrebieux.

Les références et informations générales des terrains étudiés sont précisées dans le tableau ci-dessous :

| | |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Département | NORD |
| Commune | Auby (59950) |
| Lieu-dit | ZAC des Prés Loribes |
| Superficie du terrain | Environ 2,1 ha |
| Coordonnées en Lambert 93 (au centre des terrains) | X : 704 548 m Y : 7 034 705 m |
| Contexte urbanistique | Zones d'activités |

Tableau 1 : Références et informations cadastrales

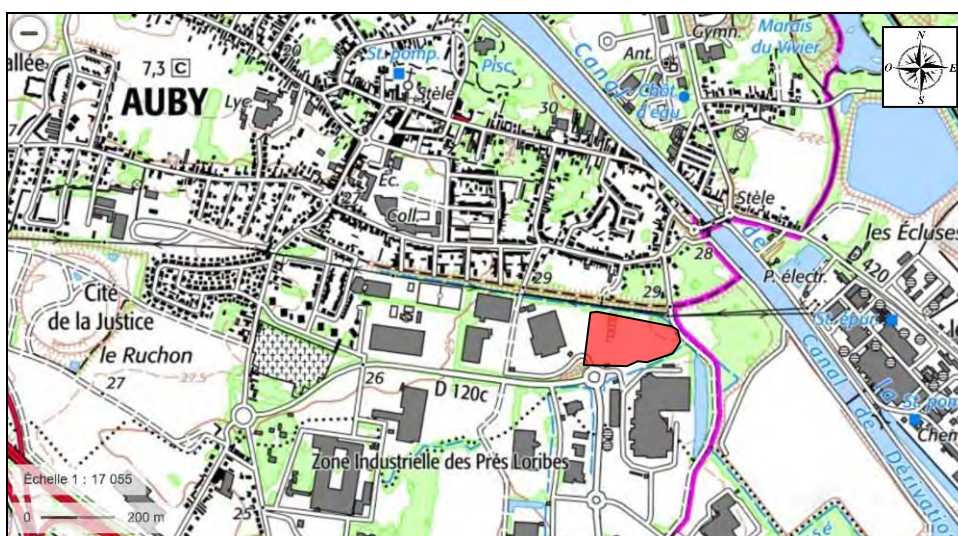


Figure 1 : Plan de situation (fond IGN)



Figure 2 : Découpage parcellaire du site



Figure 3 : Vue aérienne de la zone d'extension projetée (Geoportail)

2. PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET

Les surfaces du projet d'extension seront les suivantes :

- Voirie PL = 8 212 m²
- Voirie VL + parking = 263 m²
- Couverture = 7 296 m²
- Espaces verts et bassins = 2 995 m²



Figure 4 : Plan masse et modélisation de l'extension projetée

3. RECENSEMENT DES ZONAGES D'INTERET ECOLOGIQUE

L'étude de ces différents zonages permet d'appréhender qualité écologique de la zone concernée par l'extension au regard des milieux naturels d'intérêt patrimoniaux situés au droit ou à proximité des terrains.

3.1. Zones d'intérêt écologique réglementaire

Les zonages à portée réglementaires localisés aux alentours du site sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| Type de zonage | Nom | Référence | Milieux | Intérêts | Distance au projet |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------|-----------|-----------------------------------------------|----------|-------------------------------------------|
| Natura 2000 (ZSC) | Pelouses métallicoles de la plaine de la Scarpe | FR3100504 | Pelouses sèches | Flore | 1,4 km au Sud-Est 4,1 km au Nord-Ouest |
| Natura 2000 (ZSC) | Bois de Flines-les-Raches et système alluvial du courant des Vanneaux | FR3100506 | Forêts, Eaux douces, Prairies, Fourrés | Habitats | 3,9 km au Nord-Est |
| Natura 2000 (ZPS) | Les "Cinq Tailles" | FR3112002 | Forêts, Eaux douces, Prairies, Terres arables | Oiseaux | 7,5 km au Nord |

Tableau 2 : Liste des zonages écologiques réglementaires

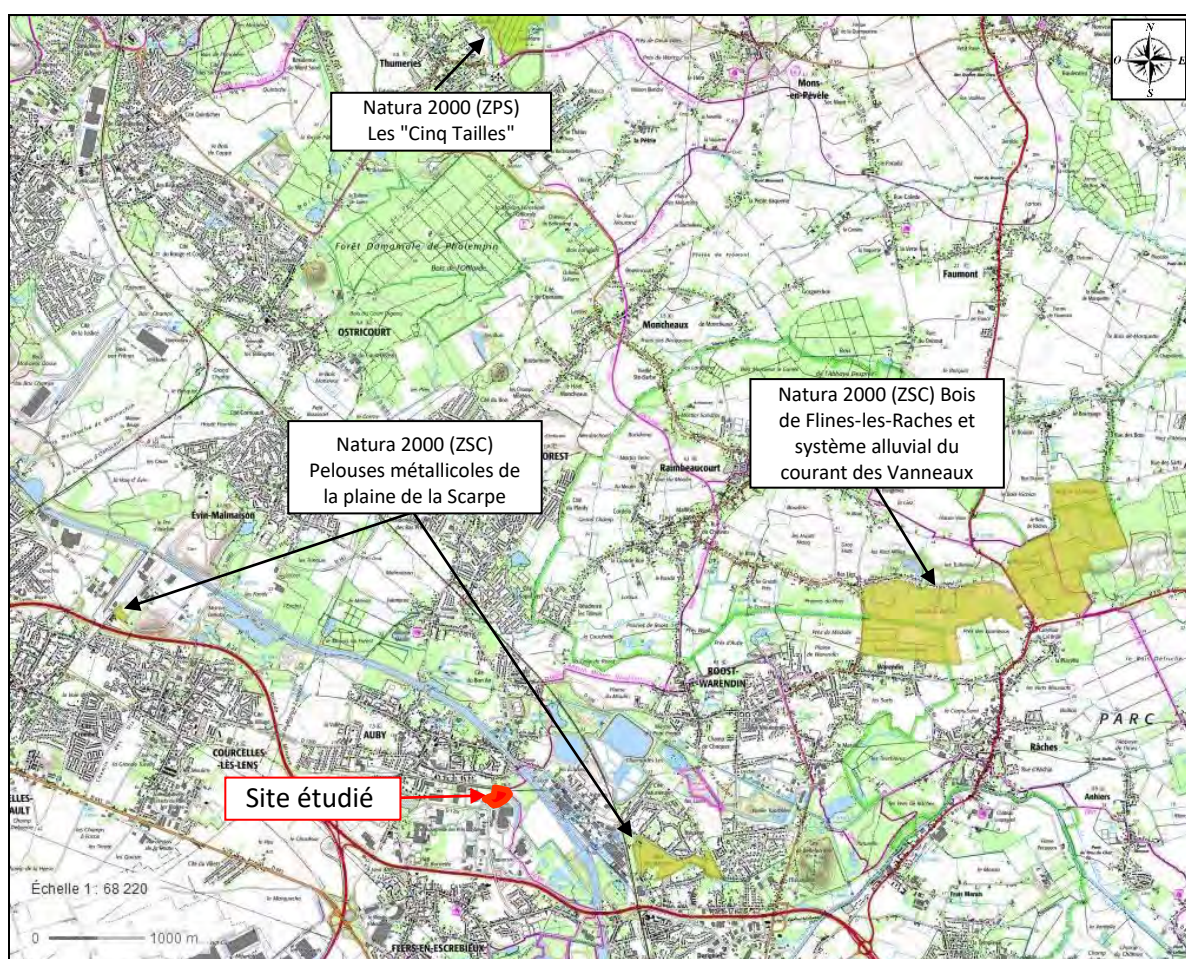


Figure 5 : Localisation des zonages écologiques à portée réglementaire aux abords du site

3.1.1. Natura 2000 - ZSC FR3100504- Pelouses métallicoles de la plaine de la Scarpe

Le site Natura 2000 FR3100504 « Pelouses métallicoles de la plaine de la Scarpe » est le plus proche de l'assiette foncière de l'extension projetée.

Une grande partie des espaces pelousaires du site d'Auby, riches en Armérie de Haller, a été détruite et les végétations métallicoles qui subsistent apparaissent morcelées et éclatées en plusieurs petites unités entourées de cités ou de bâtiments industriels. La pelouse de Noyelles-Godault est quant à elle réduite à quelques dizaines de mètres carrés dans l'enceinte de l'usine.

L'habitat d'intérêt communautaire concerné est le suivant : Pelouses calaminaires des *Violetalia calaminariae* (6130)

Une grande partie des espaces pelousaires du site d'Auby, riches en Armérie de Haller, a été détruite et les végétations métallicoles qui subsistent apparaissent morcelées et éclatées en plusieurs petites unités entourées de cités ou de bâtiments industriels. De plus, elles ont été plantées de peupliers limitant leur développement (pelouses héliophiles supportant mal l'ombrage des arbres). La pelouse de Noyelles-Godault est quant à elle réduite à quelques dizaines de mètres carrés dans l'enceinte de l'usine et l'Armérie de Haller en est absente. Comme pour le site de Mortagne, l'extension et la restauration des habitats pelousaires métallicoles nécessitent :

- le maintien des populations de lapins assurant le "broutage" des pelouses ;
- la suppression des boisements qui en limitent le développement et la maîtrise de la dynamique de recolonisation là où celle-ci semble amorcée ;
- la préservation définitive des espaces relictuels non urbanisés ;
- une fauche épisodique des arrhénathérais pour initier éventuellement leur gestion ultérieure par les lapins ;
- la préservation définitive des espaces relictuels non urbanisés

3.1.2. Réserves Naturelles Nationales ou Régionales

Aucune Réserve Naturelle Nationale ou Régionale n'est recensé dans rayon de 10 km autour du projet.

3.1.3. Arrêté de protection de biotope

Aucun Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope n'est identifié dans un rayon de 10 km autour du projet.

3.2. Zones d'intérêt écologique non réglementaire

Les zonages d'intérêt écologique non réglementaires localisés aux alentours du site sont présentés dans le tableau suivant.

| Type de zonage | Nom | Référence | Habitats déterminants | Intérêts | Distance au projet |
|----------------|-----------------------------------------------------------------------|-----------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------|
| ZNIEFF I | Terril n°136 dit Lains Ouest et marais de Pont Pinet à Roost-Warendin | 310013763 | Prairies humides, Eaux douces, Pelouses | Plantes, Amphibiens, Oiseaux, Papillons, Poissons | 950 m Est |
| ZNIEFF I | Pelouses et bois métallicoles d'Auby | 310013764 | Pelouses metallifères | Plantes, Poissons | 1,3 km Sud-Est |
| ZNIEFF I | Complexe humide entre Roost-Warendin et Raimbaucourt | 310013260 | Eaux douces, Prairies humides, Fourrés, Forêts | Oiseaux, Plantes, Poissons | 1,5 km Nord-Est |

| Type de zonage | Nom | Référence | Habitats déterminants | Intérêts | Distance au projet |
|----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------|
| ZNIEFF I | Marais de Roost-Warendin | 310013265 | Eaux douces, Prairies humides, Fourrés, Forêts | Plantes, Amphibiens, Poissons | 3 km Est |
| ZNIEFF I | Vallée de l'Escrebieux, marais de Wagonville et Bois des Anglais | 310013317 | Prairies humides, Bois, Forêts | Plantes, Amphibiens, Oiseaux, Insectes, Poissons | 1,5 km Sud |
| ZNIEFF I | La forêt domaniale de Phalempin, le Bois de l'Offlarde, Bois Monsieur, les Cinq Tailles et leurs lisières | 310013741 | Eaux douces, Prairies humides, Bois, Forêts | Plantes, Amphibiens, Oiseaux, Insectes, Poissons | 3,9 km Nord |
| ZNIEFF I | Terril 122 de Leforest et marais périphérique | 310013761 | Terrils, Prairies humides, Bois, Pelouses | Plantes, Amphibiens, Orthoptères | 4 km Nord |
| ZNIEFF I | Terrils 109 et 113 d'Evin-Malmaison | 310030083 | Terrils, Pelouses métallifères | Plantes, Amphibiens, Papillons | 3,5 km Nord-Ouest |

Tableau 3 : Liste des zonages écologiques non réglementaire aux abords du site

L'assiette foncière de l'extension projetée n'est pas comprise dans une ZNIEFF de type I ou II.

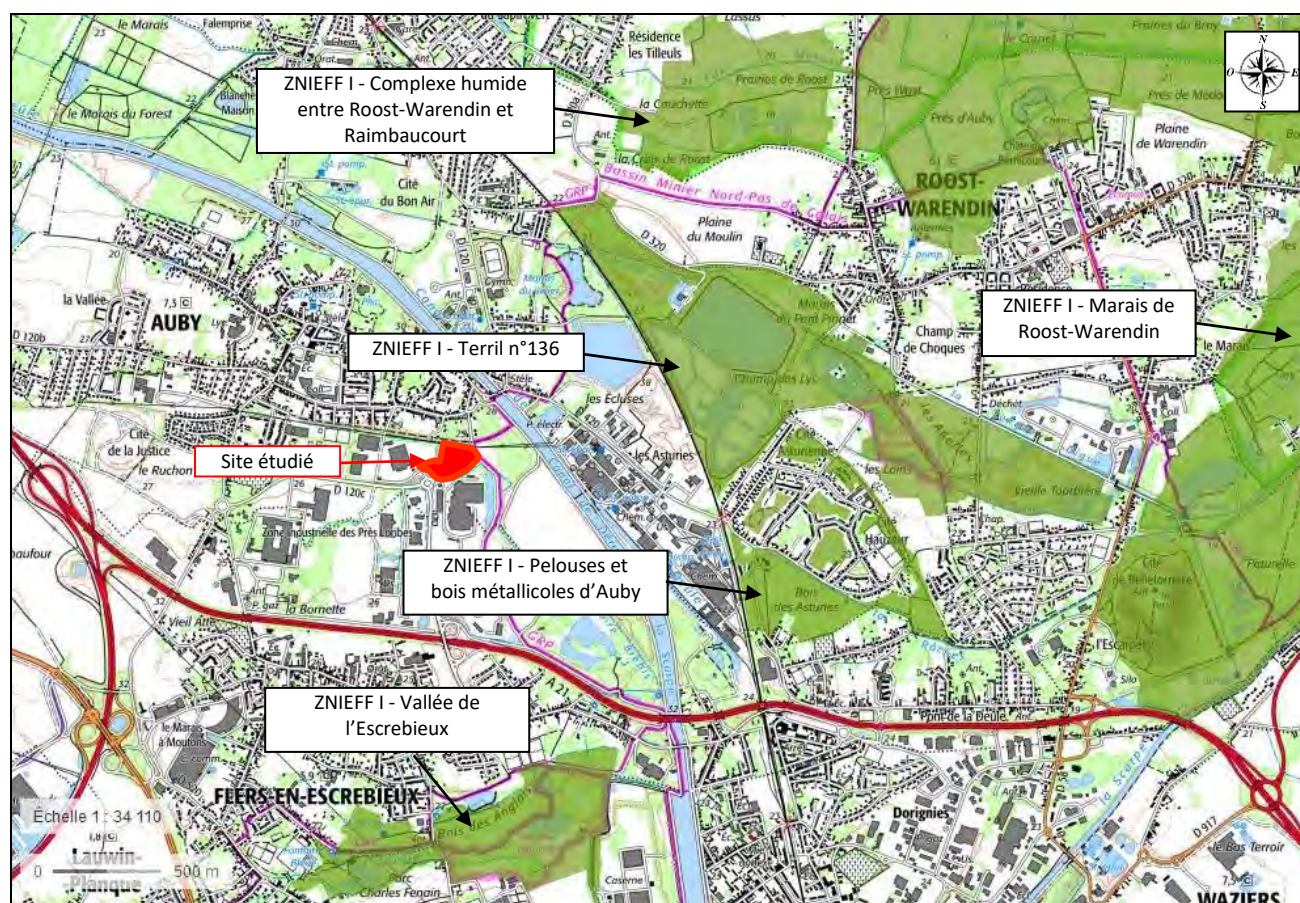


Figure 6 : Localisation des zonages écologiques non réglementaires aux abords de la zone d'étude

3.2.1. ZNIEFF I - Terril n°136 dit Lains Ouest et marais de Pont Pinet à Roost-Warendin - 310013763

La ZNIEFF de type I « Terril n°136 dit Lains Ouest et marais de Pont Pinet à Roost-Warendin » est la plus proche de l'assiette foncière de l'extension projetée.

Le site est constitué d'une mosaïque complexe et très variée de milieux humides et marécageux et de terrils et friches minières. Malgré une pression humaine très forte depuis un siècle, quelques reliques de marais paratourbeux abritent des végétations et une flore encore très riches. On peut notamment signaler la présence de plusieurs espèces en forte régression dans le Nord – Pas de Calais : *Ceratophyllum submersum* (présence actuelle à confirmer), *Poa palustris*, *Potamogeton coloratus* et *Utricularia vulgaris*.

Situé à proximité d'un des trois sites remarquables de pelouses calaminaires de la région (à Auby), plusieurs espèces typiques de ces sols calaminaires sont présentes au Pont Pinet (*Armeria halleri*, *Cardaminopsis halleri* et *Silene vulgaris* subsp. *humilis*). Étant donné le contexte fortement anthropisé de ce site, la richesse floristique est remarquable, avec 24 plantes déterminantes de ZNIEFF dont 12 protégées.

3.3. Schéma Régional de Cohérence Ecologique

3.3.1. Approche conceptuelle

Un corridor écologique est une voie de déplacement empruntée par la faune et la flore, plus ou moins large, continue ou non, qui relie des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, Réserve Naturelle, Zones NATURA 2000, cours d'eau, zones humides...). Ces liaisons fonctionnelles entre écosystèmes ou habitats d'une espèce permettent sa dispersion et sa migration.

On les classe généralement en trois types principaux :

- structures linéaires : haies, chemins et bords de chemin, cours d'eau et leurs rives, etc.,
- structures en « pas japonais » : ponctuation d'éléments relais ou d'îlots refuges, mares, bosquets,
- corridor paysager : corridor constitué d'une mosaïque d'habitats et /ou de paysages jouant différentes fonctions (zones de repos, nourrissage, abris...) pour l'espèce en déplacement.

La Trame Verte et Bleue (TVB) est constituée de l'ensemble des continuités écologiques. Il s'agit d'un réseau écologique sur l'ensemble du territoire français visant à reconnecter les populations animales et végétales, y compris pour les espèces ordinaires, tout en permettant leur redistribution dans un contexte de changement climatique.

La TVB a pour objectif principal de contribuer à enrayer la perte de biodiversité en renforçant la préservation et la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels. Elle a également un rôle de fourniture de ressources et de services écologiques d'une manière diffuse sur le territoire, grâce à la qualité du maillage de celui-ci.

3.3.2. Contexte régional

La procédure d'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la région Nord-Pas-de-Calais a été approuvée par le préfet de Région le 16/07/2014. Toutefois, le Tribunal administratif de Lille a, dans un jugement du 26 janvier 2017 n°1409305 et 1500282 (jurisprudence du cabinet), conclu à l'annulation « sèche » de la délibération du Conseil Régional du Nord Pas-de-Calais approuvant le Schéma Régional de Cohérence Écologique et de l'arrêté portant adoption de ce document.

Pour autant, la prise en compte des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme passe par les dispositions de droit commun du code de l'urbanisme, notamment son article L.101-2 : « Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : (...) 6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques. »

Ainsi, le SRCE, même annulé, demeure une source de connaissance des continuités écologiques.

3.3.3. Contexte local

D'après l'atlas cartographique du SRCE du Nord-Pas de Calais, l'assiette foncière du projet d'extension :

- n'est pas inscrite dans un réservoir de biodiversité ou dans un corridor écologique avéré ou à remettre en bon état ;
- est considéré comme une zone de cultures (occupation du sol), située en bordure d'un élément constitutif du réseau hydrographique ;
- est située à proximité d'un corridor potentiel « zone humide » à remettre en bon état.

Au niveau local, les terrains sont bordés :

- au Nord, par un fossé puis des zones de lotissement,
- à l'Ouest, par les installations actuelles de TC59 puis d'autres entreprises industrielles de la ZAC des Prés Loribes,
- au Sud, par la D1120 puis des entreprises industrielles de la ZAC des Prés Loribes entremêlées de quelques zones de cultures,
- à l'Est, par la D1120 puis des terrains vagues associées à des bosquets puis le canal de dérivation de la Scarpe.



CONTINUITES ECOLOGIQUES

Réservoirs de Biodiversité

- Réservoirs de Biodiversité Linéaires
- Réservoirs de Biodiversité

Sous-trames des Réservoirs de Biodiversité

- zones humides
- forêts
- prairies et/ou bocage
- côteaux calcaires
- landes et pelouses acidiphiles
- falaises et estrans rocheux
- dunes et estrans sableux
- terrils et autres milieux anthropiques
- estuaires
- autres milieux

Corridors Ecologiques

corridors avérés à remettre en bon état

corridors potentiels à remettre en bon état

- de zones humides
- forestiers
- de landes et pelouses acidiphiles
- de côteaux calcaires
- de prairies et/ou bocage
- de falaises
- de dunes
- miniers

ESPACES A RENATURER

- zones humides
- bocages
- forêts
- bandes boisées ou enherbées
- côteaux calcaires
- autres milieux
- espaces à renaturer fluviaux

NATURE DES PRINCIPAUX ELEMENTS FRAGMENTANTS

- Voies de communication
- Espaces artificialisés

ELEMENTS DE CONTEXTE

- Réseau hydrographique
- Limites communales

Occupation du sol

- Espaces artificialisés
- Cultures
- Prairies
- Espaces semi-naturels



réalisation : SIGALE@Nord-Pas de Calais
AVRIL 2014

Figure 7 : Eléments du SRCE Nord-Pas de Calais au droit et aux abords de la zone d'étude

3.4. Schéma de Cohérence Territorial (SCoT)

Le Grand Douaisis a arrêté son projet le 26 mars 2019. Cela a marqué la fin d'une première étape et d'un long processus entamé en septembre 2016. Il est aujourd'hui exécutoire.

Par délibération du 15 octobre 2015, les élus du SCoT Grand Douaisis ont prescrit la révision générale du SCoT. Le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) s'est tenu lors du comité syndical du 29 mai 2018. Le comité syndical s'est réuni le 26 mars 2019 pour tirer le bilan de concertation et arrêter le projet du SCoT, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme. Le projet arrêté a été soumis pour avis à l'ensemble des personnes devant être associées dans le cadre de la procédure, entre avril et juillet.

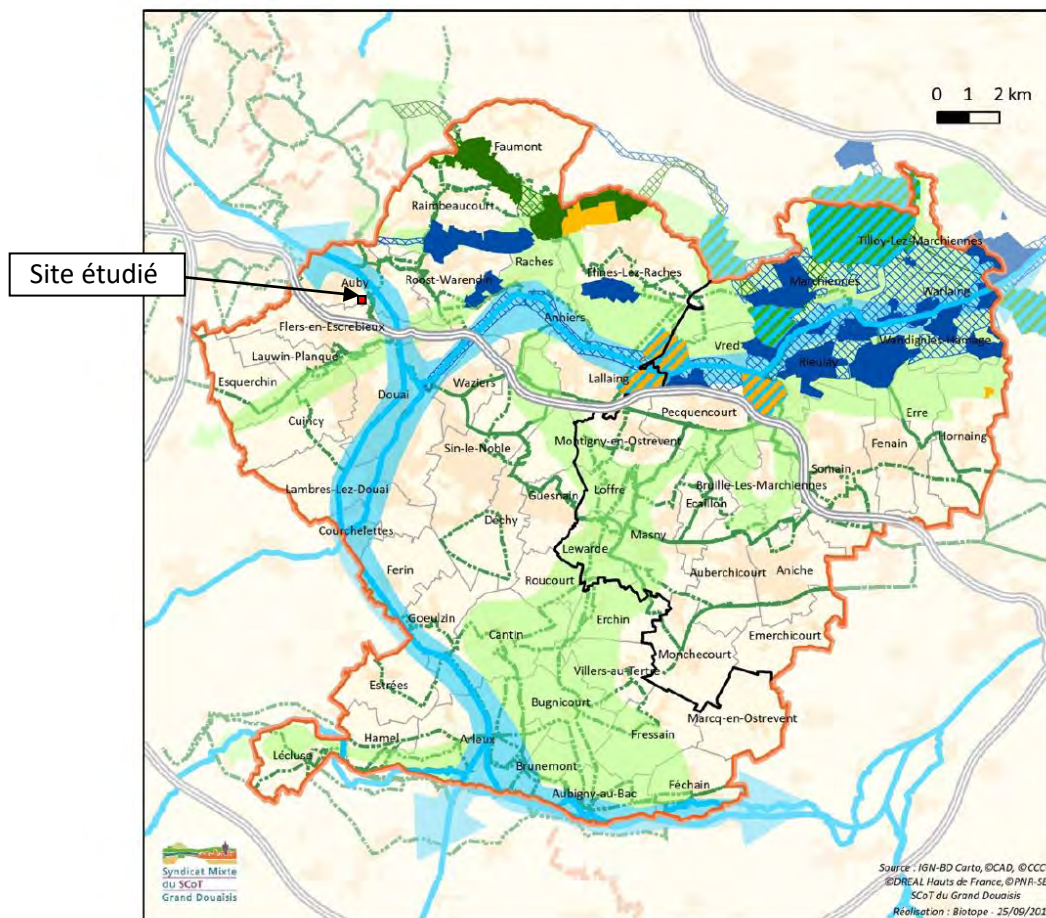
La révision générale du SCoT du Grand Douaisis a fait l'objet d'une enquête publique du 19 août au 23 septembre 2019.

Les travaux et actions engagés par les acteurs locaux (CAD, CCCO, PNR-SE, la Mission Bassin Minier mais aussi la Région et le Département) représentent le socle de la Trame verte et bleue du Grand Douaisis. Sa richesse réside dans l'intérêt multifonctionnel des continuités écologiques identifiées. De fait, la Trame verte et bleue du SCoT du Grand Douaisis se compose :

- **De réservoirs de biodiversité.** Ces derniers correspondent aux zonages d'inventaire et de protection du patrimoine naturel. Les espaces considérés comme pôle structurant par la Mission Bassin Minier et les cœurs de biodiversité identifiés par le PNR-SE d'après des critères scientifiques sont également des réservoirs de biodiversité d'intérêt local et régional. Ces espaces d'intérêt correspondent notamment à des grands ensembles boisés, des zones humides remarquables ou des milieux anthropiques tels que les terrils, spécificité du territoire.
- **De corridors écologiques terrestres.** Certains sont d'intérêt régional et ont avant tout pour objectif de connecter les réservoirs de biodiversité entre eux. D'autres, identifiés par les acteurs locaux, ont un intérêt multifonctionnel écologique, touristique et de loisir. Le renforcement des corridors écologiques a aussi pour vocation de réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques ;
- **De corridors écologiques aquatiques** correspondant aux cours d'eau classés en liste I (article L.214-7 du Code de l'environnement). Le maintien et/ou la restauration de leur fonctionnalité passe par la maîtrise et la gestion des pollutions des eaux superficielles mais aussi par la transparence des ouvrages hydrauliques, nombreux notamment sur la Scarpe canalisée.
- **D'espaces naturels relais et/ou zones tampons.** Il s'agit de milieux non inclus dans des réservoirs de biodiversité mais représentant un intérêt écologique. Ils correspondent par exemple à des zones à dominante humide du SDAGE ou des zones humides à enjeux des SAGE (à protéger strictement), ou encore à des espaces agricoles et anthropiques reliant les différents réservoirs de biodiversité.

D'après la carte ci-après, l'assiette foncière du projet d'extension est située à proximité :

- D'une trame bleue naturelle et paysagère du SCOT du Grand Douaisis ;
- D'une liaison d'intérêt local.



Limites administratives

- Limite EPCI
- ▭ Limite SCoT Grand Douaisis
- ▭ Commune
- Limite départementale

Continuités écologiques du PNR-SE

Coeur de biodiversité inscrit dans la Charte du PNR-SE

- ▭ Forestier
- ▭ Forestier et Humide
- ▭ Humide
- ▭ Humide et Recolonisation
- ▭ Recolonisation

Corridors écologiques du PNR-SE

- ▭ Forestier
- ▭ Humide

Continuités écologiques du territoire du Grand Douaisis

- Principaux cours d'eau du territoire
- ▭ Trame verte naturelle et paysagère du SCoT du Grand Douaisis
- ▭ Trame bleue naturelle et paysagère du SCoT du Grand Douaisis
- Liaisons d'intérêt local (corridors écologiques et cheminements doux)

Figure 8 : Continuités écologiques des intercommunalités et du PNR-SE sur le territoire du Grand Douaisis

3.5. Bibliographie relative aux zones humides

D'après le SDAGE Artois-Picardie, l'assiette foncière du projet d'extension n'est pas inclus dans des Zones à dominante humide (cf. figure suivante). Cet inventaire repose sur des bases de données spatiales de milieux potentiellement humides, réalisé d'après l'étude des occupations des sols et d'un coefficient décrivant la réalité du caractère humide.



Figure 9 : Localisation de l'assiette foncière du projet au droit des Zones à Dominante Humide (SDAGE Artois-Picardie)

4. EVALUATION DES POTENTIALITES ECOLOGIQUES

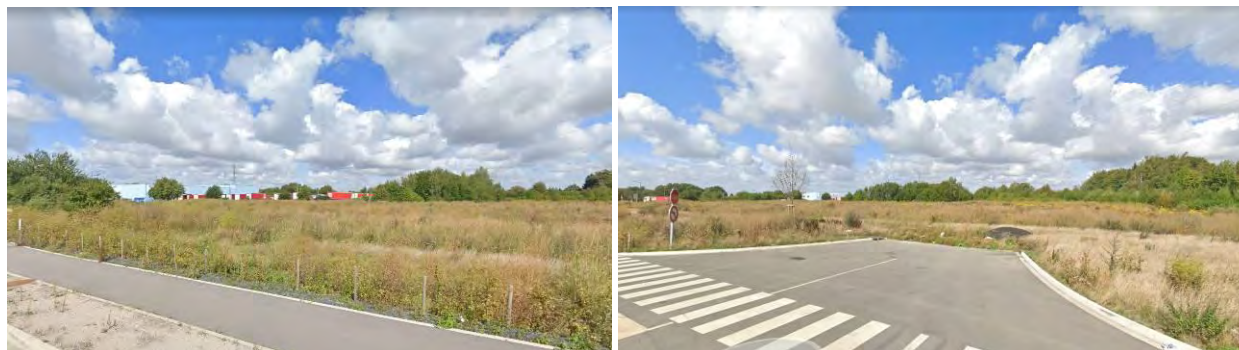
4.1. Flore et habitats naturels

Au regard de l'occupation du sol observée sur les vues aériennes et des illustrations ci-après (vues Aout 2020), l'assiette foncière du projet semble majoritairement occupée par des milieux ouverts de type terrains en friche. Un bosquet bordant un bassin de rétention (interprétation scan 25) semble également être présent en limite Nord-Ouest de l'extension projetée.

De fait, les habitats suivants peuvent être envisagés au droit de l'assiette foncière de l'extension projetée et aux abords immédiats.

| DENOMINATION ET CODE CORINE BIOTOPES (potentiels) | DENOMINATION ET CODE EUNIS (potentiels) | Extension projetée | Abords immédiats |
|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------|
| CB 87.1 – Terrain en friche | Jachères non inondées avec communautés rudérales annuelles ou vivaces (I1.53) | X | |
| CB 31.8 – Fourrés tempérés | Fourrés tempérés (F3.1) | | X |
| CB 84.3 – Petit bois, bosquet | Petits bois anthropiques de feuillus caducifoliés (G5.2) | X | |
| CB 86.4 – Site industriel | Sites industriels et commerciaux en activité des zones urbaines et périphériques (J1.4) | | X |


Tableau 4 : Caractérisation des habitats naturels et semi- naturels potentiels





L'habitat caractérisé en « Terrain en friche » en aout 2020, intéressant la quasi-totalité de la zone d'extension projetée, faisait l'objet d'une valorisation agricole en 2019. Le cortège floristique se développant sur d'anciens milieux cultivés est fréquemment peu diversifié et constitué d'espèces végétales opportunistes et peu exigeantes. A ce titre, la présence potentielle d'espèces végétales exotiques envahissantes (Sénéçon du Cap, Solidages, Vergerettes...) doit être envisagée.


4.1. Faune

Au regard des habitats naturels et semi-naturels potentiellement présents au sein de l'emprise de l'extension projetée et des abords immédiats, les potentialités faunistiques peuvent être appréciées sommairement. Ces dernières sont présentées ci-après.

 Enjeu faible

 Enjeu fort

 Enjeu modéré

 Enjeu très fort

| CATEGORIE | APPRECIATION DES ENJEUX FAUNISTIQUES | EVALUATION DES ENJEUX POTENTIELS |
|------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| Mammifères terrestres | <p>L'assiette foncière du projet est majoritairement occupée par des milieux ouverts de type terrain en friche. Un bosquet, bordant un bassin de rétention, semble également être présent en limite Nord-Ouest de l'extension projetée.</p> <p>Au regard de ces habitats, il peut être envisagé la présence de mammifères terrestres communs et peu exigeants : Lapin de Garenne, Renard roux, Taupe commune.</p> | Potentiellement faible |
| Chiroptères | <p>L'assiette foncière du projet semble peu attrayante pour les chiroptères en raison de plusieurs facteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une pollution lumineuse omniprésente provenant de la zone d'activités et des industries alentours, - une mosaïque d'habitats peu diversifiée, peu attrayante et offrant de faibles ressources trophiques pour les chiroptères. <p>Cependant, la proximité de milieux arbustifs et arborescents de type fourrés et bosquets peut constituer des habitats attractifs pour des espèces de Chiroptères, tant pour la chasse que pour le transit.</p> <p>Pour rappel, toutes les espèces de Chiroptères sont protégées au niveau Européen et National. Plusieurs espèces font également l'objet d'un statut de conservation particulier à l'échelle nationale et/ou régionale.</p> | Potentiellement faible (territoires de chasse) |
| Oiseaux | <p>La zone de bosquet/fourrés située en limite Nord-Ouest de l'opération peut constituer des zones de nidification pour certains passereaux inféodés aux milieux arbustifs (Fauvette à tête noire, Tarier pâtre, Pouillot véloce...).</p> <p>Les terrains en friche (anciennes cultures abandonnées) sont potentiellement propices à la nidification à terre de l'Alouette des champs. Cette potentialité est toutefois à relativiser compte-tenu des nuisances anthropiques aux alentours immédiats du projet (éclairage nocturne, trafic routier sur la RD1120).</p> <p>Le site pourrait également permettre la présence d'espèces ubiquistes peu exigeantes à la recherche de ressources alimentaires : Pinson des arbres, Faucon crécerelle, Merle noir, Accenteur mouchet.</p> <p>Pour rappel, hormis les espèces dites « chassables », tous les oiseaux sont protégés à l'échelle nationale. Certaines espèces peuvent faire l'objet d'un statut de conservation particulier à l'échelle nationale et/ou régionale.</p> | Potentiellement faible à modéré (nidification) |
| Amphibiens | <p>La présence éventuelle d'un bassin de rétention (interprétation scan 25 IGN), au droit de la zone de bosquet/fourrés située en limite Nord-Ouest, peut constituer un habitat de reproduction potentiellement attrayant pour les amphibiens.</p> <p>Cependant, en raison de l'omniprésence d'arbres aux abords, cette dernière est probablement exposée à un faible ensoleillement ce qui peut limiter son attrait pour les taxons de ce groupe.</p> | Potentiellement faible à modéré |
| Reptiles | <p>La lisière formée par la zone de bosquet/fourrés peut constituer un habitat d'espèces propice au Lézard des murailles ou à d'autres espèces de reptiles (Lézard vert occidental, Orvet fragile).</p> <p>La majorité des Reptiles font l'objet d'une protection à l'échelle nationale, cette dernière pouvant porter sur l'individu voire son habitat.</p> | Potentiellement faible à modéré |

| CATEGORIE | APPRECIATION DES ENJEUX FAUNISTIQUES | EVALUATION DES ENJEUX POTENTIELS |
|------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| <p>Insectes</p> | <p><u>Coléoptères saproxyliques</u></p> <p>L'assiette foncière de l'extension projetée ne semble pas accueillir d'arbres sénescents propices à l'accueil de ces taxons.</p> <p><u>Lépidoptères, Odonates et Orthoptères</u></p> <p>L'habitat caractérisé en « Terrain en friche » en aout 2020, intéressant la quasi-totalité de la zone d'étude, faisait l'objet d'une valorisation agricole en 2019. Le cortège floristique se développant sur d'anciens milieux cultivés est fréquemment peu diversifié et constitué d'espèces végétales opportunistes et peu exigeantes. Cette faible diversité floristique offre donc peu de plantes-hôtes pour les Lépidoptères.</p> <p>Les Odonates potentiellement présents au droit de ce site proviennent probablement des points d'eau environnants au site (bassin de rétention situé à proximité à titre d'exemple).</p> | <p>Potentiellement faible</p> |

5. EVALUATION SOMMAIRE DES IMPACTS POTENTIELS

5.1. Incidences temporaires liés aux travaux

Les travaux de défrichage, de terrassement, de construction et d'aménagement menacent directement les individus susceptibles de fréquenter le site en raison de la nature même des travaux, des passages fréquents d'engins et des mouvements de terre.

En fonction de la période à laquelle les travaux seront effectués, les impacts sur les espèces seront variables (mortalité sur des individus ou report d'espèces vers des habitats limitrophes).

5.2. Incidences du projet en phase d'exploitation

- Disparition des biotopes

Les habitats présents au droit de la zone d'extension projetée (terrain en friche, bosquet) seront, pour la majeure partie d'entre eux, artificialisés (imperméabilisation) ou reconvertis en espaces verts une fois les bâtiments construits.

- Réduction des axes déplacement de la faune

A l'échelle du projet, ce dernier contribuera à réduire localement les axes de déplacement.

A grande échelle, le site n'est pas intégré dans un corridor écologique ou un réservoir de biodiversité. Il constitue une enclave peu propice aux échanges intra et interspécifiques. A ce titre, le projet ne génèrera donc pas un morcellement des milieux ou de coupure des axes de déplacement et de migration.

- Réduction de l'attrait

L'activité occasionnera, lors des heures de travail, une présence humaine accrue et des nuisances sonores, visuelles (...) qui contribueront à réduire l'attrait du site. L'imperméabilisation des sols réduira par ailleurs le développement des essences végétales et le déplacement des véhicules sur les zones de stationnement sera susceptible d'amplifier le risque de mortalité.

6. MESURES ENVISAGEES POUR EVITER ET REDUIRE LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

6.1. Objectifs

Les propositions ci-après ont pour objet :

- de réduire les impacts négatifs sur la biodiversité que ce soit en phase travaux ou en phase d'exploitation,
- d'assurer sommairement la prise en compte de la biodiversité dans la conception même du projet.

6.2. Mesures d'évitement

6.2.1. ME1 : Prise en compte des espèces invasives

Afin d'éviter la dissémination de potentielles espèces exotiques envahissantes (Séneçon du Cap, Solidages, Vergerettes), les recommandations suivantes sont émises :

Début de chantier

- S'informer sur la présence des espèces concernées l'été précédent (état zéro) et rechercher leurs présences sur l'emprise du chantier
- Éliminer systématiquement les espèces si le chantier démarre en période de croissance et de floraison de la plante (printemps - été)
- Sensibiliser le personnel de chantier aux problèmes causés par certaines de ces espèces et aux moyens de lutte
- Nettoyer les engins et les outils en provenance de chantiers en secteur contaminé, ainsi qu'en quittant les secteurs infestés

En cours de chantier

- Couvrir rapidement les sols dénudés en particuliers les stocks de terre végétale
- Installer un géotextile y compris sur les stocks provisoires de terre et de remblais
- Surveiller et détruire les éventuelles repousses des espèces

En fin de chantier

- Prévoir une visite de réception de chantier au mois de juin suivant la fin du chantier et 12 mois après la première visite pour contrôle de présence des espèces invasives et contrôle des semis de végétalisation, paillis... effectués

6.3. Mesures de réduction

6.3.1. MR1 : Choix dans la période d'intervention

Afin de limiter l'impact des travaux sur les cycles biologiques des différents groupes d'espèces, la réalisation des travaux de gros œuvre (terrassement notamment) devra être programmée durant la période la moins impactante pour la faune.

Comme l'illustre la figure ci-après, la période la moins impactante pour la réalisation des travaux de gros œuvre (terrassement notamment) se situe de la fin de l'été à la fin de l'hiver, et plus particulièrement de la mi-septembre à la fin janvier.

En effet, à cette période, la quasi-totalité des groupes d'espèces ont réalisé la partie la plus délicate de leurs cycles biologiques (nidification, reproduction). Cependant, certaines espèces commencent à rejoindre leurs sites d'hibernation ou d'hivernation (reptiles, chiroptères).

| Taxons | Mois de l'année | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|-----------------|----------------------|-----------------------------------------|------------------------------|---------------------|------|------------------------------|-------------------------|-------------|-----------|-----------|----------|--|
| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | |
| Flore / Habitats | | | | Floraison | | | | | | | | | |
| Mammifères (hors Chiroptères) | | | | Reproduction et déplacements | | | | | | | | | |
| Chiroptères | | Hibernage | | Alimentation | Mise bas et élevage | | Reproduction et alimentation | | | Hibernage | | | |
| Odonates | | | Emergence, Reproduction et Alimentation | | | | | | | | | | |
| Lépidoptères | | | Emergence, Reproduction et Alimentation | | | | | | | | | | |
| Orthoptères | | | | Reproduction et Alimentation | | | | | | | | | |
| Oiseaux | Hivernage | | Migration pré-nuptiale et nidication | | | | | Migration post-nuptiale | | | Hivernage | | |
| Amphibiens | | Sortie d'hibernation | | Reproduction | | | Déplacements | | Hibernation | | | | |
| Reptiles | | | | Reproduction et déplacements | | | | | | | | | |

Figure 10 : Cycle biologique des différents groupes taxonomiques

6.3.2. MR2 : Gestion des systèmes d'éclairage

Les éclairages extérieurs et intérieurs seront conçus de manière à réduire les pollutions lumineuses tout en assurant leurs différentes vocations.

L'intérieur des bâtiments administratifs sera éteint après les horaires classiques de journée. Les éclairages extérieurs porteront seulement sur les différentes voies routières créées dans le cadre du futur projet (véhicules légers et poids lourds). Il conviendra de réduire tant que possible, voire d'éviter les éclairages au droit des voiries traversant les zones boisées.

Un éclairage au sol pourra être envisagé au droit des chemins piétons et des zones de pause/aires de pique-nique afin de limiter les émissions lumineuses en hauteur. Des bornes lumineuses au sol pourront être utilisées.



Figure 11 : Exemple de bornes d'éclairage extérieur

Il sera recommandé de mettre des LEDs ambrées à spectre étroit, jugées moins perturbante pour la faune. Les caractéristiques de ces dernières se rapprochent beaucoup de celles d'une lampe à sodium basse pression. En effet, elles présentent une meilleure efficacité énergétique et une faible attractivité pour les insectes.

6.3.3. MR3 : Création des espaces verts

Principes d'aménagement

Dans le cadre de la création d'espaces verts, il est proposé de prêter une attention particulière au mélange grainier des pelouses afin de proposer un cortège de plantes mellifères (et graminées) attrayantes pour les insectes (papillons, abeilles, orthoptères). Ces pelouses fleuries seront compatibles avec une optique de gestion différenciée.

La présence d'espaces verts de typologie variée (pelouses rustiques, massifs arbustifs, noues végétalisées) permettrait de satisfaire aux exigences écologiques de diverses espèces :

- territoires potentiels de chasses pour les chiroptères (notamment au droit des noues végétalisées);
- zones de nidification et d'alimentation pour les passereaux communs ;
- zones riches en plantes hôtes pour les insectes (papillons, odonates, orthoptères).

Pelouses rustiques

Le mélange grainier des pelouses sera exempt d'espèces horticoles ou exogènes, bien diversifié et adapté au contexte pédologique et climatique. Des essences rustiques seront privilégiées afin de réduire les arrosages et l'entretien.

Le mélange grainier des pelouses, constitué de graminées et de fleurs annuelles et vivaces, constituera un cortège de plantes mellifères attrayantes pour les insectes (papillons, abeilles, orthoptères). Il devra être constitué de 15 espèces fleuries différentes au minimum. Il est proposé de choisir un mélange produit par la société NUNGESSER. Cette société adhère, via une liste d'espèces déterminées, à différents labels tels que « *Végétal local* » et « *Vraies messicoles* ». Ces deux labels ont été créés en 2014 suite à un appel à projet du Ministère de l'Ecologie dans le cadre de la Stratégie nationale pour la biodiversité. Les initiateurs de ce projet sont la Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux, l'AFAC-Agroforesteries et Plante & Cité.

A ce titre, il pourra être utilisé les mélanges SEDAMIX Oiseaux de Nungesser. Ce mélange offre une large diversité de plantes sauvages pour offrir une grande variété de nourriture pour attirer des oiseaux insectivores, nectarivores ou granivores. Il sera également bénéfique aux insectes.

Ce mélange sera composé de 20 espèces de fleurs sauvages et de 7 graminées : Achillée millefeuilles, Marguerite, Centaurée jacée, Coquelicot, Plantain lancéolé, Plantain majeur, Ray-grass anglais, Pâturin annuel, Canche cespiteuse, Houlique laineuse, Silène enflé, Oseille des prés...

Choix des espèces au droit des plantations

Les essences utilisées pour les différentes plantations arbustives projetées seront choisies parmi la flore indigène. Les espèces exotiques ou considérées comme envahissantes seront proscrites (Arbre à papillons ou Robinier faux-acacia).

A titre d'exemple, les essences suivantes pourront être utilisées pour les différentes plantations projetées:

- Les arbres:

Charme commun (*Carpinus betulus*), Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Erable champêtre (*Acer campestre*), Merisier (*Prunus avium*), Saule marsault (*Salix caprea*), Sorbier des oiseleurs (*Sorbus aucuparia*), Merisier à grappes (*Prunus padus*), Noisetier (*Corylus sp*), Frêne commun (*Fraxinus excelsior*), Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*), Saule fragile (*Salix fragilis*)

- Les arbrisseaux et arbustes :

Aubépine (*Crataegus sp.*), Bourdaine (*Rhamnus frangula*), Charme, Cornouiller (*Cornus sp.*), Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*), Houx (*Ilex aquifolium*), Noisetier, Prunellier, Saule Osier, Sureau (*Sambucus sp.*), Troène commun (*Ligustrum vulgare*) Viorne lantane (*Viburnum lantana*), Eglantier, Frêne commun, Aulne glutineux, Saule marsault...

6.3.4. MR4 : Gestion différenciée des espaces verts

Les pelouses et les gazons sont des zones où les usages et les intérêts écologiques peuvent être extrêmement variables. Une gestion par tontes différenciées des espaces verts (pelouses et merlons végétalisés) est souvent bénéfique pour la biodiversité.

Afin de favoriser le potentiel écologique de ces surfaces, il est proposé :

- de réduire la fréquence des tontes,
- d'augmenter la hauteur des tontes,
- de procéder aux coupes en mai puis en septembre.

L'utilisation de produits phytosanitaires sera proscrite. Il sera préféré un désherbage thermique à flamme ou à eau chaude. La technique du paillage (ou du géotextile biodégradable) sera à privilégier afin de réduire l'apparition et le développement de plantes indésirables.

6.4. Evaluation des impacts résiduels potentiels

Les impacts sur la flore et sur certains groupes faunistiques pourront être évités et/ou réduits grâce aux mesures d'évitement et de réduction proposées.

En l'absence de données précises relatives aux taxons concernés, il s'avère difficile de statuer définitivement sur la présence ou l'absence d'impacts résiduels sur les espèces protégées (mortalité) ainsi que sur leurs habitats respectifs (réduction surfacique).

Cependant, en l'état des connaissances (évaluation bibliographique des potentialités écologiques, zonages écologiques existants, contexte environnant), et en prenant en compte les mesures théoriques proposées, les impacts résiduels peuvent être jugés faibles.

FIN DU DOSSIER